

Université de Montréal

**La perception de l'URSS dans quatre quotidiens français lors de  
l'émergence de l'Allemagne nazie, juin 1932 — mars 1934**

par Emmanuel DUBOIS

Département d'histoire  
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et des Sciences  
en vue de l'obtention du grade de M.A  
en histoire

Décembre 2010

© Emmanuel Dubois, 2010



Université de Montréal  
Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé :

**La perception de l'URSS dans quatre quotidiens français lors de  
l'émergence de l'Allemagne nazie, juin 1932 — mars 1934**

présenté par : Emmanuel Dubois

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Yakov Rabkin, président-rapporteur

Michael J. Carley, directeur de recherche

Carl Bouchard, membre du jury



## RÉSUMÉ

---

Les relations franco-soviétiques font l'objet de nouvelles études depuis l'ouverture des archives russes après la chute du communisme au début des années 1990. La présente étude vise à cerner comment la presse française percevait l'URSS et ses relations avec la France entre 1932 et 1934. Cette période est cruciale, car elle correspond à l'arrivée du nazisme en Allemagne et à un certain rapprochement franco-soviétique.

La prise du pouvoir par Hitler eut un impact majeur sur les relations entre les deux pays, mais ce ne fut pas toujours compris rapidement en entierement. Les journaux analysaient la situation avec une perspective compromise par leurs opinions politiques ou leurs intérêts financiers. Néanmoins, nous observons une nette évolution de leurs points de vue sur les 21 mois étudiés ici. Cela est dû à l'aggravation de la menace allemande et à la politique menée par l'URSS et par une partie du corps politique français. Afin d'avoir un échantillon viable, nous nous intéresserons à quatre quotidiens majeurs : *Le Figaro*, *Le Temps*, *Le Populaire* et *L'Humanité*. Mis ensemble, ces journaux représentent l'essentiel du panorama politique français.

Les journaux de droite se firent de moins en moins critiques vis-à-vis de l'URSS, sans pour autant abandonner leur méfiance. Ceux de gauche soutinrent le rapprochement, tout en restant incrédules quant à la situation réelle. Cette recherche en est une de la perspective de l'autre, du rôle des médias dans la société et de l'influence de l'idéologie politique.

**Mots-clés :** France, URSS, Allemagne, presse, relations

## ABSTRACT

---

Franco-soviet relations have been the object of new studies since the opening of Russian archives after the fall of communism in the early 1990's. This study aims to comprehend how the French press perceived the USSR and its relations with France between 1932 and 1934. This is a crucial period, as it corresponds to nazism's rise in Germany and to an improvement in franco-soviet relations.

Hitler's seizure of power had a major impact on both countries relationship, but this wasn't always fully or rapidly understood. Newspapers analyzed the situation through lenses tinted with political prejudice or financial interests. However, we observe a real evolution of their points of view over the 21 months studied here. This is because of the aggravation of the German threat, the policy than the USSR followed and the one of some of the French political leaders. To provide a relevant sample, we will look at four major newspapers : *Le Figaro*, *Le Temps*, *Le Populaire* and *L'Humanité*. Put together, these newspapers represent most of the French political panorama.

Right-wing newspapers became less and less wary of the USSR, but never totally gave up their apprehensions. The left-wing ones, though favorable to the improvement of the franco-soviet relationship, kept being skeptical about its outcome. This study is about perspective of the other being, medias role in a given society and the influence of political ideology.

**Keywords :** France, USSR, Germany, press, relations

# Table des matières

---

<b>PAGE TITRE</b>	<b>i</b>
<b>PAGE D'IDENTIFICATION DU JURY</b>	<b>iii</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>v</b>
<b>ABSTRACT</b>	<b>vi</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>vii</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b>	<b>ix</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>xiii</b>
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I</b>	
Contextes historique et historiographique -----	3
I. L'historiographie du sujet _____	5
1. L'étude de la presse française, un certain consensus-----	6
2. L'étude des relations internationales de l'URSS, la remise en question ----	8
3. La France et ses relations, problème de perspective-----	12
II. La situation française, presse et politique _____	15
1. Une presse marquée politiquement-----	15
a. Situation générale.....	15
b. Les affaires et la droite.....	19
c. La gauche se scinde .....	24
d. Presses communiste et socialiste.....	25
e. Méthode d'étude.....	27
2. Un État aux abois-----	29
a. Crise sociétale.....	30
b. Crise politique et économique.....	31

III. Les relations franco-soviétiques, ou la schizophrénie diplomatique	33
1. Une méfiance variable	33
2. Des efforts parfois récompensés	38
3. 1933-1934, confrontation et espoir	40
4. De la politique à la presse	43

## CHAPITRE II

Le prélude au nazisme et les efforts soviétiques	45
I. De l'incompréhension au rapprochement	47
1. Le questionnement du gouvernement et l'incrédulité de la presse	49
2. Autour du pacte de non-agression, novembre 1932	56
a. La poussée diplomatique	56
b. La presse et le pacte	58
II. Le rapprochement franco-soviétique et l'arrivée d'Hitler	68
1. Hitler, ennemi féroce ou dictateur faible ?	68
2. Hitler au pouvoir, le coup de pied dans la fourmilière	72

## CHAPITRE III

L'Allemagne nazie, facteur de rapprochement franco-soviétique ?	79
I. Le retournement de situation en Allemagne	81
1. Un changement mal anticipé au gouvernement et dans la presse	81
2. La transmission des messages soviétiques et leur effet dans la presse	87
II. L'URSS devient-elle séduisante ? La presse et l'État évoluent.	93
1. Été-automne 1933, le temps des négociations	93
2. L'harmonisation relative de la presse	96
3. La situation en 1934 et la vision de la presse	104

<b>Conclusion</b>	<b>111</b>
-------------------	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>121</b>
----------------------	------------



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

---

Documents Diplomatiques français	<i>DDF</i>
Parti communiste français	<i>PCF</i>
Section française de l'Internationale ouvrière	<i>SFIO</i>
Confédération générale du travail	<i>CGT</i>
<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i>	<i>NSDAP</i>
<i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i>	<i>SPD</i>



« La politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire. »

Cardinal de Richelieu — *Mémoires*



## REMERCIEMENTS

---

Il m'est impossible de présenter ce mémoire, fruit de mois de travail, sans remercier mon entourage tant académique que social et familial. Si ce travail porte mon nom, je tiens à remercier ceux qui ont contribué à sa réalisation. Je salue en tout premier le professeur Michael Jabara Carley pour ses conseils, son écoute et sa patience. Il a su me montrer les qualités requises pour l'élaboration du travail d'historien et m'a soutenu dans ma démarche. Je lui en suis extrêmement reconnaissant.

Je remercie également mes autres professeurs, au premier rang desquels Messieurs Paul Létourneau, Samir Saul et Yakov Rabkin. Ils m'ont accompagné dans mon cursus universitaire depuis le premier cycle et m'ont appris plus que de simples faits, ils m'ont enseigné comment être un universitaire et m'ont toujours aidé quand j'ai fait appel à eux. Je suis également reconnaissant à Monsieur Carl Bouchard pour son soutien dans mes activités au sein de l'université, notamment aux *Cahiers d'Histoire*, revue que j'ai l'honneur de diriger. Je remercie pareillement Monsieur Talbot Imlay, de l'Université Laval pour ses précieux conseils et Madame Lorraine Cyr pour sa compréhension et son aide.

Je suis reconnaissant aux services de la *Bibliothèque des lettres et sciences humaines* de l'Université de Montréal, de la *British Library*, de la *Bibliothèque nationale de France*, de la *Queen's University Library* et à l'aide de Monsieur David Burigana du *Centre d'étude de l'histoire de l'Europe contemporaine* (CEHEC).

Je rends grâce à ma mère, Véronique, disparue trop tôt. Elle m'a transmis plus qu'elle ne pouvait l'imaginer, sans parler de son amour éternel. Ce que j'ai accompli toute ma vie, elle en fut l'âme et je l'embrasse de tout mon cœur. À mon père Michel qui n'a cessé de me bercer dans son amour, dans sa sagesse et dans sa foi en les autres. Il m'a montré ce qu'un homme pouvait faire en ayant confiance en soit, en travaillant et en étant bon pour ses semblables. J'espère être digne de ce qu'il m'a appris par une vie d'exemple.

Je suis extrêmement reconnaissant à ma bien-aimée, Fanny Morland. Elle n'a cessé de me soutenir malgré tout ce qu'elle devait elle-même réaliser. Pour son amour et pour sa force, je la remercie de tout cœur. À tous mes amis qui étaient là durant mon aventure, je vous témoigne mon éternelle gratitude, je pense à vous très fort.



## INTRODUCTION

---

La relation entre la presse et le politique est une question qui se pose depuis la parution des premiers journaux. Qu'en est-il de la recherche de l'auteur ? Des sources du journaliste ? Des intérêts de ceux qui possèdent le média ? Ces questions se posent autant pour un contemporain feuilletant le dernier article sur la politique étrangère française du *Monde Diplomatique*, que pour un historien étudiant les écrits d'un autre siècle. Il s'agit donc d'un questionnement d'actualité, mais qui, appliqué à l'histoire, peut s'avérer riche en information sur les rapports de puissances, les sphères d'influence, la portée des idéaux et sur l'état d'esprit d'une époque.

La présente étude se situe dans un cadre précis de l'entre-deux-guerres, entre juin 1932 et mars 1934. Cette période fut choisie car elle englobe l'arrivée du nazisme en Allemagne, avec tout ce que cela entraîna au niveau international, surtout en France, au Royaume-Uni et en URSS. Le questionnement posé ici se divise en trois thèmes : l'arrivée et la portée du nazisme ont-elles été correctement anticipées ? La menace nazie a-t-elle été sous-estimée ? Et quelle fut l'impact de l'hitlérisme sur les relations franco-soviétiques, deux pays alors en pleines négociations économiques, politiques et stratégiques ? Il ne s'agit pas ici de mieux comprendre les faits en eux-mêmes, mais bien de lire leur analyse par la presse de l'époque afin de déterminer si cette dernière était en phase avec la politique gouvernementale française. Par la suite, il s'agira d'établir le pourquoi du positionnement de la presse, qu'il corrobore ou non le discours officiel.

L'étude se divise ici en trois chapitres. Le premier couvre les contextes historique et historiographique de la période étudiée. Il doit rendre compte de l'état de la recherche sur cette période, tant sur la presse que sur le politique, et offrir un aperçu global de la situation d'alors en France, en URSS et de leurs politiques étrangères. Chapitre de mise en contexte, il s'articule principalement autour de sources secondaires. L'analyse originale, composée elle de sources primaires — articles de journaux et documents officiels —, commence au deuxième chapitre. Celui-ci explore la période allant de l'été 1932 à l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Il doit répondre à la première phase de l'étude, soit si l'arrivée et la portée du nazisme ont été correctement anticipées et si les relations franco-soviétiques ont évolué du fait de ce qui se déroulait outre-Rhin.

Le troisième et dernier chapitre se concentre sur la première année du pouvoir nazi. Intense période de négociations entre Paris et Moscou, le rapprochement franco-soviétique divisait profondément l'opinion et le monde politique français. Cette division se reflète dans la presse d'alors, témoin de son temps et de ses idées. Il permet de répondre au second volet de l'analyse : le nazisme a-t-il accentué le rapprochement franco-soviétique ? Nous tâcherons de répondre à cette question sur deux aspects : l'aspect officiel et le médiatique. Si les relations franco-soviétiques se sont améliorées, la presse a-t-elle salué ou décrié cela, et selon quels critères ? Au contraire, si Paris et Moscou n'ont su s'entendre, la presse a-t-elle proposé des idées dans des articles de fond ?

Cette vision en tandem qui s'appuie autant sur la recherche historique que sur la perspective des contemporains doit permettre de comprendre un état d'esprit général d'une époque précise dans un lieu donné. La presse écrite était alors le principal véhicule d'information et ses lecteurs achetaient différents titres selon leur statut, classe sociale ou idéologie. Sans aller dans la caricature, cette étude doit permettre de mieux appréhender ce phénomène qu'est l'opinion publique et sa portée. Celle-ci ne se forme pas par hasard, et les médias y tiennent un rôle d'avant-plan. L'un des principaux éléments de cette étude se situe dans ce lien qui unit auteur et lecteur. L'auteur peut désirer refléter les faits du mieux qu'il le peut, mais il peut aussi vouloir défendre des idéaux ou des intérêts. De plus, il peut être manipulé par des instances qui le dépassent complètement, sans parler de la corruption et de ses conséquences. C'est ce jeu permanent entre les faits, la diffusion de l'information, l'intérêt des peuples et des particuliers qui trouve ici sa plénitude.

La politique des États occidentaux ne permit pas d'éviter la Seconde Guerre mondiale. La faute en revient à différents facteurs et acteurs, mais il ne faut pas commettre l'erreur de concentrer son regard uniquement sur les événements de 1938-1939 pour comprendre les origines et les raisons de la guerre. Elle fut la résultante de deux décennies d'échecs et d'incompréhensions dont les médias furent témoins. La France et l'URSS, deux pays opposés à bien des égards, mais rapprochés par leurs intérêts détenaient peut-être la clé d'une entente contre l'Allemagne nazie qui fut étouffée par les canons Krupp en 1939. Si le premier acte de cette tragédie se joua à Versailles en 1919, cette étude propose d'examiner la construction du second, probablement le plus riche en retournements et déceptions dont les premières victimes furent les enfants des hommes morts dans les tranchées.



---

# CHAPITRE I

---

## CONTEXTES HISTORIQUE ET HISTORIOGRAPHIQUE



## CONTEXTES HISTORIQUE ET HISTORIOGRAPHIQUE

---

### I. L'historiographie du sujet

Entamer une analyse historique sans traiter de l'historiographie du sujet tiendrait de l'hérésie méthodologique. Notre étude met en relation deux domaines : l'étude de la presse et celle des relations entre deux pays, dans un contexte international ciblé. Il importe donc de procéder à l'analyse historiographique de la presse française, des relations internationales soviétiques et de celle de la France durant les années qui nous intéressent. Afin d'obtenir un bilan plus utile, nous couvrirons une période allant à la fin des années 1920 au milieu des années 1930, notre étude principale se situant entre 1932 et 1934.

La littérature sur les relations internationales des années 1930 est plus que riche, les historiens tentant de répondre à la sempiternelle question : pourquoi la Seconde Guerre mondiale ? L'explication de cette guerre a toujours préoccupé les historiens, qui ont énormément investi dans cette recherche. Cela a provoqué un brassage intellectuel monumental depuis 1945, ouvrant toujours la voie à de nouvelles approches, de nouvelles idées. Il ressort de toute cette littérature une grande oubliée de la recherche occidentale : l'URSS. L'historien britannique A.J.P Taylor s'était penché sur son cas dès les années 1960<sup>1</sup>. Néanmoins, l'impossibilité d'accéder aux archives soviétiques pour vérifier les informations rendait impossible toute affirmation vérifiée sur les intentions soviétiques. Il fallait déduire à partir de documents étrangers, avec toute la liberté d'interprétation que cela donnait. Fort heureusement, la situation a évolué au cours des vingt dernières années.

Cette première partie de notre étude a pour but d'établir l'état de la recherche scientifique sur la question des relations de l'URSS avec la France au début des années trente, ainsi que de leur interprétation dans la presse. L'analyse sera étendue aux domaines plus larges des relations internationales globales des deux pays, de leurs voisins ainsi que de l'état de la presse française en général. Ce faisant, nous pourrons mieux cerner l'objet du présent travail de recherche, en le situant dans son contexte historiographique.

Nous procéderons en trois parties distinctes. En premier lieu, nous ferons un bilan sur l'historiographie de la presse française. Il sera intéressant d'examiner quand celle-ci a

---

<sup>1</sup> Taylor. *The Origins of the Second World War*. Londres, Penguin Books, 1983, 357 pages.

été examinée et sous quelle approche. Bien que majoritairement française, la recherche en ce domaine est enrichie par l'apport de plusieurs auteurs américains et britanniques. En second lieu, nous étudierons l'historiographie des relations internationales soviétiques. Enfin, nous nous pencherons sur celles de la France. Ces deux derniers volets de notre étude seront les plus riches, car ils ont suscité, et continuent de le faire, de nombreux débats entre historiens. L'objet premier de notre étude étant la perception contemporaine des relations qu'eut la France avec l'URSS, la nécessité d'étudier celle des historiens n'a pas à être défendue. Pour ce faire, il faudra également étudier des aspects plus restreints de ce champ d'études, tels les échanges économiques, scientifiques, culturels et autres.

### 1. L'étude de la presse française, un certain consensus

L'étude de la presse française ne manqua pas de susciter l'intérêt des historiens et des lettrés français. On s'intéressa particulièrement à trois aspects, et ce, dans toute l'historiographie du sujet : les orientations politiques des journaux, leur situation financière (qui les possèdent, leurs difficultés, etc.) et leur impact sur le lectorat français. Raymond Manevy souleva ces questions dès 1945, dans son ouvrage *Histoire de la presse, 1914 à 1939*<sup>2</sup>. Il en ressort une grande compréhension des liens entre les différentes sphères du pouvoir en France et la presse. Si le travail de Manevy, qu'il enrichit d'un second ouvrage en 1955<sup>3</sup>, ne cherche pas à être exhaustif, il posait néanmoins les bonnes questions : qui commande la presse ? Qui la lit ? Et quelle est sa portée ? Il lança alors une série d'étude qui culmina dans les années 1970.

C'est en 1972 que fut publié l'impressionnant ouvrage collectif dirigé par Claude Bellanger, *Histoire générale de la presse française*, composé de cinq volumes<sup>4</sup>. Pour notre étude, nous utiliserons principalement le tome III. Cet ouvrage retrace toute l'histoire de la presse française et établit le même type de liens que les ouvrages de Manevy. Du reste, les conclusions de ces recherches quant à l'orientation, à la corruption ou à la volonté politique des journaux sont les mêmes. Ce constat s'impose d'ailleurs jusqu'à nos jours, les historiens s'accordent assez bien sur l'étude de la presse, il n'y a pas réellement d'école de pensée.

---

<sup>2</sup> Manevy. *Histoire de la presse, 1914 à 1939*. Paris, Corrêa, 1945, 360 pages.

<sup>3</sup> Manevy. *La presse de la III<sup>e</sup> République*. Paris, Foret, 1955, 248 pages..

<sup>4</sup> Bellanger et coll dir. *Histoire générale de la presse française*. Tome III, Presses Universitaires de France, Paris, 1972, 688 pages

Néanmoins, d'autres auteurs poursuivirent le travail de ces pionniers, ne serait-ce que pour affiner leur travail.

D'autres auteurs abordèrent le sujet de la presse au sein d'études plus globales, tel Jean-Noël Jeanneney, qui l'incorpora dans une étude sur les milieux financiers<sup>5</sup>. Il fallut cependant attendre quelques années avant de voir d'autres publications sur la presse elle-même, l'ouvrage dirigé par Bellanger ayant fait date en la matière. Il n'était plus nécessaire de réaliser des travaux aussi vastes que ce dernier, alors les historiens de la presse allèrent vers le particulier. Antoine Lefébure publia en 1992 un livre s'intéressant à l'agence Havas et à ses relations avec la presse<sup>6</sup>. Il utilisa des archives inaccessibles pour ses prédécesseurs et put faire la lumière sur certains jeux financiers inconnus, ou du moins non prouvés, jusqu'alors. Son travail est depuis régulièrement repris dans les publications portant sur la presse française.

Des études portèrent également sur l'histoire de journaux bien précis. Christian Delporte publia en 2004 un livre portant sur *L'Humanité*, précédé d'un ouvrage plus général sur la presse française<sup>7</sup>. De même, Claire Blandin publia un ouvrage sur *Le Figaro* en 2007<sup>8</sup>. Ces travaux ne cherchaient pas à remettre en question ceux rédigés dans les décennies précédentes, mais à ajouter des précisions. Ils retracèrent les problématiques internes, l'histoire du personnel et des finances des journaux. Ils font bien évidemment le lien avec les sphères du pouvoir, mais ne mettent pas l'accent sur cette question. Les années 2000 furent également celles de la publication de nouveaux livres généraux sur la presse, offrant des chiffres révisés et quelques nouvelles interprétations<sup>9</sup>. Néanmoins, ces travaux sont largement basés sur les ouvrages datant des années cinquante à soixante-dix. Certains passages du livre de Feyel, par exemple, sont largement issus du collectif de Claude Bellanger. Seules quelques données ont changé, grâce à l'ouverture de quelques archives.

---

<sup>5</sup> Jeanneney. *L'argent caché : milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Fayard, 1981, 364 pages.

<sup>6</sup> Lefébure. *Havas : les arcanes du pouvoir*. Paris, B. Grasset, 1992, 406 pages.

<sup>7</sup> Delporte, et coll. *L'Humanité de Jaurès à nos jours*. Nouveau Monde Éditions, 2004, 420 pages. et Delporte. *Histoire du journalisme et des journalistes en France : (du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours)*. 1<sup>re</sup> éd. (Coll. Que sais-je?). Paris, Presses universitaires de France, 1995, 127 pages.

<sup>8</sup> Blandin. *Le Figaro : Deux siècles d'histoire*. Paris, Armand Colin, 2007, 308 pages.

<sup>9</sup> Charle. *Le siècle de la presse : 1830-1939*. (Coll. L'univers historique). Paris, Seuil, 2004, 399 pages. et Feyel. *La presse en France, des origines à 1944: histoire politique et matérielle*. (Coll. Infocom). Paris, Ellipses, 2007, 192 pages.

Les rapports entre la presse et le pouvoir furent plus couverts au sein d'articles spécialisés. Par exemple, l'historien américain Robert J. Soucy s'intéressa à la perception de la presse française vis-à-vis des deux premières années du régime nazi<sup>10</sup>. Dans cet article de 1998, il aborde une méthodologie proche de celle qui sera la nôtre dans la présente recherche. Il met en perspective l'interprétation qu'avaient les journalistes contemporains des événements avec les faits historiques et les orientations politiques des différents journaux. À cela, nous devons ajouter le rôle de la finance, de la corruption et de l'influence extérieure. Néanmoins, cet article demeure important pour le présent travail, car il démontre l'intérêt d'établir de telles corrélations.

L'historiographie de la presse française impose un constat : elle n'est pas soumise à un réel débat contradictoire. Les historiens s'entendent sur les fonctionnements de la presse et les différents travaux enrichissent la connaissance sans entraîner d'affrontement. Notre étude n'ayant pas pour but de réviser le fonctionnement de la presse durant les années trente, mais de voir si elle était en phase avec la réalité des relations internationales de son époque, cela ne desservira pas notre propos, au contraire. L'accord relatif sur les mécanismes qui régissaient la presse permettra de mieux faire les liens entre l'analyse des articles et leur objet, sans avoir à soumettre notre étude à trop de bémols. Il est toutefois intéressant de constater qu'il y a un regain d'intérêt pour l'étude de la presse en France, et ce, depuis une dizaine d'années. L'autre volet de notre étude, les relations entre la France et l'URSS durant les années trente, suscite l'intérêt des historiens. Il est au sein d'un débat dont nous allons brosser le portrait.

## 2. L'étude des relations internationales de l'URSS, la remise en question

L'étude de l'histoire soviétique est un domaine vaste et complexe. Avant la chute de l'URSS, les historiens se basaient sur les archives occidentales et devaient faire des déductions concernant les intentions soviétiques. L'ouverture des archives soviétiques au début des années 1990 a complètement changé cela. Comme l'a si bien écrit Nicolas Werth : « [...]un pan entier de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle est à réécrire<sup>11</sup> ». Toutefois, il importe de resi-

---

<sup>10</sup> Soucy. « French Press Reactions to Hitler's First Two Years in Power ». *Contemporary European History*, vol. 7, n° 1 (1998), pp. 21-38.

<sup>11</sup> Werth. « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier ». *Le Débat*, n° 77 (1993), p. 127.

tuer l'historiographie des relations internationales soviétiques dans leur ensemble avant d'aborder l'étude de la situation actuelle du sujet.

L'historien Geoffrey Roberts s'est livré à une analyse précise des différents courants historiques qui ont influencé l'étude de l'URSS des années cinquante à la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Il nomme la vision traditionnelle occidentale l'« école allemande », car elle est basée sur l'étude des documents allemands. Selon cette optique, que réfute d'ailleurs Roberts, l'URSS d'avant la Seconde Guerre mondiale a toujours joué double jeu. Elle s'efforçait de maintenir les accords de Rapallo et de se rapprocher de l'Allemagne, et ce, même après l'arrivée des nazis au pouvoir. Les historiens défendant cette thèse estiment que l'URSS a trompé les Occidentaux, les laissant croire à un réel désir de rapprochement, qui n'aurait été qu'une fable<sup>13</sup>. C'était d'ailleurs le sentiment qu'avaient certains dirigeants français et britanniques à l'époque<sup>14</sup>. En ce sens, certains historiens perpétuaient la vision des événements qu'avaient eue nombre de contemporains occidentaux lors des faits.

La deuxième école de pensée est celle dite de la « sécurité collective », dont le pionnier fut A.J.P Taylor au cours des années soixante. Selon cette école, l'URSS était sincère dans son désir de rapprochement avec l'Occident, estimant que c'était la meilleure voie à suivre pour assurer sa sécurité<sup>15</sup>. Il manquait cependant à cette école un accès aux archives soviétiques, pour pouvoir étayer cette thèse. La troisième école évoquée par Roberts est celle des « politiques internationales ». Elle partage largement la pensée de l'école de la « sécurité collective », mais insiste plus sur l'importance du Traité de Rapallo de 1922 et sur les troubles internes en URSS<sup>16</sup>. Ces divisions auraient empêché l'URSS de maintenir une politique extérieure stable et cohérente, Litvinov devant lutter pour imposer son opinion. Roberts estime que les tenants de cette optique exagèrent la portée des divisions soviétiques, malgré qu'il reconnaisse la pertinence de l'argument. Selon lui, les divergences de vues n'étaient pas liées à une conceptualisation de la politique, mais simplement à des estimations différentes de la situation<sup>17</sup>. Pour juger que les troubles en question aient nuit

---

<sup>12</sup> Roberts. *The Soviet Union and the Origins of the Second World War: Russo-German Relations and the Road to War, 1933-1941*. New York, St. Martin's Press, 1995, 192 pages.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 4

<sup>14</sup> Narinski et coll dir. *La France et l'URSS dans l'Europe des années 30*. Paris, PU Paris-Sorbonne, 2005, p 40

<sup>15</sup> Roberts. *Op. Cit.* p. 4

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 5

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 6

aux relations internationales, il faudrait que ceux-ci eût été grandioses, comme ce fut le cas en France par exemple. Or, l'URSS des années trente avait atteint une certaine stabilité politique sous Staline. Si la politique soviétique était bien multidimensionnelle, comme toute politique internationale, elle n'était pas pour autant incohérente ou hypocrite<sup>18</sup>.

Au moment de l'ouverture des archives soviétiques, des historiens défendaient ces trois écoles de pensée, mais l'accès aux documents soviétiques allait vite effacer nombre de conclusions de l'école allemande. Il est un aspect qu'il ne faudra pas négliger au cours de notre étude. Cette dernière porte sur la politique menée par des États, soit des entités abstraites auxquelles on attribue des modes de fonctionnement. Néanmoins, il importe de se souvenir que les décisions sont prises par des hommes qui font face à des réalités quotidiennes. Cela crée un mélange entre l'idéologie de base et le monde réel, qu'il est difficile à cerner, particulièrement pour les contemporains<sup>19</sup>. Cette dimension humaine a toute son importance dans l'analyse de l'historien, bien qu'il soit délicat de la quantifier avec exactitude. Il faudra donc souvent faire référence à la vision des Édouard Daladier, Joseph Paul-Boncour, Louis Barthou, Maxim Litvinov et Joseph Staline, autant qu'à celle des États qu'ils représentent. Dans le cadre d'une étude de presse, cette nuance est importante tant les journalistes associent les idées à ceux qui les proclament, bien plus qu'au poste qu'ils occupent.

Avant 1993, il y avait un véritable obstacle à l'avancée de la recherche sur l'URSS. Non seulement les historiens ne disposaient pas souvent d'archives soviétiques, mais les rares documents qu'ils avaient étaient de nature politique, donc influencés et peu fiables. Il leur fallait décomposer une langue de bois sans avoir les outils pour le faire. Cela influença la création de l'école dite « totalitariste », qui voyait l'URSS comme un tout unique, peu enclin au changement et dont les gestes étaient décidés en haut, sans considération pour la base sociale du pays. Ce modèle fut remis en question dès 1970, par des historiens « révisionnistes ». Ces derniers voulaient inscrire l'URSS dans une réalité historique, et cesser de la juger au travers de l'idéologie qu'elle représentait. Ils ont établi que, malgré le totalitarisme, il y avait des mouvements entre la base et le sommet, mouvements qui changèrent la donne en URSS<sup>20</sup>. Cette école devint de plus en plus forte au cours des années 1980, au

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 7

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 8

<sup>20</sup> Werth, *Op. Cit.*, p. 130



cours desquelles on tenta d'étudier l'URSS de la même façon que tout autre État, permettant une analyse plus fine. Sans archives pour faire contre-poids, la généralisation n'était guère évitable. C'est alors que l'ouverture de ces dernières vint changer cela.

Cette abondance de documents contribua à atténuer le conflit entre « totalitaristes » et « révisionnistes », les extrêmes des deux écoles se sont particulièrement affaiblis. Les débats sont devenus plus productifs et nombre d'universitaires se sont livrés à un dépouillage massif des archives, principalement des Américains et des Russes. Cette analyse a posé de nouvelles questions, que l'on ne posait pas auparavant par faute de possibilité d'y répondre. Pour la période qui nous intéresse, soit les années vingt et trente, on a mis en relief les aspects suivants : les interactions entre le projet politique à long terme et l'improvisation (nuançant beaucoup l'aspect planifié et borné du régime avancé par l'école totalitariste), les mécanismes de prise de décision, les tensions interinstitutionnelles et leur lien avec le pouvoir<sup>21</sup>. Ce dernier aspect nous touche directement en ce qui concerne la politique étrangère soviétique, le commissaire Litvinov ayant sa propre perception de la situation.

L'ouverture des archives a changé la structure du débat. S'il y en a toujours un, il est plus nuancé, plus constructif et plus collaboratif. Néanmoins, il demeure que nombre d'éléments restent à établir. En ce début de vingt et unième siècle, l'historien peut jouir de plusieurs décennies de recherches effectuées en Russie<sup>22</sup>. Si elles n'ont pas répondu à toutes les questions, elles ont au moins permis de les reformuler dans une logique plus académique, ce qui est un pas important pour la recherche en histoire soviétique.

L'autre pays étudié ici, la France, est dans un contexte très différent. Bien qu'elle n'ait pas connue près d'un siècle de régime dur comme l'URSS, il serait naïf de penser qu'il a été facile pour les historiens de retracer le passé de la III<sup>e</sup> République. Les parcours des différents hommes politiques, d'influence et des idéaux y furent très actifs, et les retracer est une tâche colossale. Néanmoins, des années de recherche précèdent la présente étude lui fournissent une base de travail solide dont voici les grandes lignes.

---

<sup>21</sup> Werth. « L'historiographie de l'URSS dans la période post-communiste ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 1 (1999), p. 89

<sup>22</sup> Voir à cet effet les articles de Michael J. Carley cités en bibliographie.

### 3. La France et ses relations, problème de perspective

Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle, tels sont les noms qui viennent immédiatement à l'esprit quand on parle de l'histoire des relations internationales en France. S'il ne faut rien enlever au travail de ces pionniers, il convient de resituer l'histoire des relations internationales françaises dans le contexte actuel. Le temps ayant fait son œuvre, les façons de travailler, l'accès aux documents et les mentalités ont évolué, ce qui a une influence directe sur le sujet que nous traitons aujourd'hui. Le révisionnisme est de mise, notamment en ce qui a trait à l'étude des relations entre la France et l'URSS.

Tout comme l'historiographie soviétique, celle de la France des années vingt et trente a été marquée par un certain degré d'enfermement dans des idées issues de l'époque étudiée. Les historiens ont bâti leur travail autour de la vision qu'ils avaient d'une France qu'ils estimaient battue par ses propres vices. Le seul titre de l'ouvrage de Duroselle, *La Décadence, 1932-1939*, annonce la thèse de l'auteur, bien qu'il ait eu un accès privilégié aux archives françaises, du moins pour celles qui n'avaient pas brûlées en 1940, bien entendu. Ce mode de pensée un peu condamatoire prévalut jusque dans les années soixante-dix, quand s'amorça une nouvelle étude du sujet, toujours brûlant aux yeux des historiens français, voire étrangers. Malgré ces travers, les recherches entreprises dans les années après la guerre furent la base de plusieurs décennies d'analyses et de découvertes.

Dès 1963, les historiens eurent accès à certaines archives françaises ayant survécu à la guerre, lorsque furent publiés les *Documents Diplomatiques français, 1932-1939*<sup>23</sup>, permettant à plus d'historiens d'effectuer leurs recherches efficacement. Il fallut néanmoins attendre plusieurs années avant que l'analyse de cette masse de documents n'eût un effet probant sur l'historiographie de la question, et le processus fut encore plus long pour modifier la vision traditionnellement acceptée des événements. Il importe de souligner que le rôle de la France dans les origines de la Seconde Guerre mondiale a été, tout comme celui de l'URSS, difficile à établir de façon claire. Les historiens d'après-guerre voulaient expliquer celle-ci, comment et pourquoi la France avait subi un tel échec. Les questions que l'on posait étaient celles des contemporains, sans pour autant dévaluer la qualité du travail de ces

---

<sup>23</sup> Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939-1945. *Documents Diplomatiques Français...*, 31 volumes en 2 séries

historiens. Il fallut néanmoins du temps pour livrer une étude plus précise de la diplomatie et de la politique françaises des années vingt et trente.

L'historiographie récente apporte son lot de changement de perspective en la matière. Si l'étude de l'URSS a longtemps été soumise à deux écoles de pensée contradictoires et repliées sur elles-mêmes, celle de la France évolua plus lentement, mais de manière moins conflictuelle. Désireux d'effacer la simplicité excessive, bien que justifiée, de leurs prédécesseurs, les historiens des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix s'efforcèrent de disséquer la France des années vingt et trente pour en saisir toute la complexité. Des auteurs tels Raymond Aron prônèrent assez tôt cette approche, bien que ce dernier ne l'appliqua pas pour la recherche qui nous intéresse ici<sup>24</sup>. Cette analyse de type complexe a été reprise dans nombre de travaux historiques, ainsi que sur la méthodologie de l'histoire<sup>25</sup>.

Dans son *Histoire politique de la III<sup>e</sup> République*<sup>26</sup>, Gilles Candar insiste beaucoup sur la difficulté de maintenir une politique stable dans la période trouble que furent les années trente et met cela en corrélation avec la situation de la société française en général. Sans parler de décadence, comme Duroselle auparavant, il établit des liens entre les faits, d'une façon plus modérée. Anthony Adamthwaite a travaillé dans le même esprit, en démontrant que la France a eu du mal à affronter la perte de son statut de puissance mondiale<sup>27</sup>. Tous ces travaux vont dans le même sens : saisir la complexité de la situation pour mieux l'expliquer. Michael J. Carley s'attaqua à un autre volet de la situation dans son ouvrage de 2001<sup>28</sup>. Il y remarque un certain problème de blocage idéologique bien plus présent en France qu'en URSS, cette dernière ayant souvent été mal comprise, comme nous l'avons vu précédemment.

Cette approche inclut un aspect psychologique nécessaire pour comprendre le processus de prise de décision. En cela, elle rejoint celle Geoffrey Roberts dans son étude des relations entre l'URSS et l'Allemagne<sup>29</sup>. Cela se retrouve dans tous les travaux des derniè-

---

<sup>24</sup> Aron. *Leçons sur l'histoire*. Paris, Éditions de Falois, 1989, 601 pages.

<sup>25</sup> Girault. *Être historien des Relations Internationales*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, 435 pages.

<sup>26</sup> Candar. *Histoire politique de la III<sup>e</sup> République*. (Coll. Repères). Paris, La Découverte, 1999, 123 pages.

<sup>27</sup> Adamthwaite. *Grandeur and Misery: France's Bid for Power in Europe, 1914-1940*. London, Arnold, 1995, 276 pages.

<sup>28</sup> Carley. 1939: *L'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*. Trad. Jean-Christophe Paccoud. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, 362 pages.

<sup>29</sup> Roberts. *Op. Cit.*

res années, en particulier chez des historiens français tels Annie Lacroix-Riz<sup>30</sup> et René Girault<sup>31</sup>. Les historiens d'autres pays ont également embrassé cette voie, en se livrant à une analyse sur plusieurs paliers. De ce fait, leur interprétation s'avère plus fine qu'auparavant. Dès 1997, l'historien David Burigana évoqua l'entrave idéologique en France dans ses relations avec l'URSS, confirmant l'importance de cette approche<sup>32</sup>. Plus récemment, Mark L. Haas publia un article dont le seul titre annonce l'approche empruntée par l'historien : « Ideology and alliances: British and French external balancing decisions in the 1930s<sup>33</sup> ». En 2006, Carley poursuivit ce type d'analyse dans un article sur l'ambassade soviétique à Paris<sup>34</sup>. Néanmoins, certains travaux mettent presque uniquement l'accent sur la complexité de la période pour expliquer les erreurs commises, l'idéologie est reléguée au second plan, cela se voit surtout dans des travaux collectifs réalisés en France<sup>35</sup>. Or, toute période est complexe, en faire un critère d'analyse en soit peut mener à confusion et à une simplification excessive.

L'historiographie qui englobe notre sujet est donc en pleine effervescence. D'une part, le recul face aux événements analysés facilite le travail des historiens, les émotions faisant moins partie de l'équation (sans toutefois entièrement disparaître) et l'accès aux documents clés s'étant particulièrement accru, surtout en ex-URSS. Si l'historiographie de la presse est plus calme, les travaux réalisés permettront de situer de manière adéquate les journaux que nous allons étudier dans un cadre bien précis, en particulier aux niveaux politique et financier. Pour leur part, les relations internationales et les situations internes de la France et de l'URSS suscitent toujours des débats, il convient néanmoins de faire un court exposé sur ces deux aspects, afin de mieux entreprendre l'analyse principale de cette étude à partir du prochain chapitre. Nous commencerons cela par l'étude du contexte français, tant dans sa presse que dans sa société. Il est essentiel de parfaitement le com-

---

<sup>30</sup> Lacroix-Riz. *Le choix de la défaite: les élites françaises dans les années 1930*. Paris, Armand Colin, 2007, 671 pages.

<sup>31</sup> Girault. *Histoire des relations internationales contemporaines*. Robert Frank et Jacques Thobie éd. Nouvelle éd. (Coll. Petite bibliothèque Payot). Paris, Payot, 2004, 3 volumes.

<sup>32</sup> Burigana. « Les rapports politico-stratégiques franco-soviétiques, 1930-1934: une alliance manquée ? ». *Cahiers du Centre d'étude d'Histoire de la Défense*, n° 3 (1997), pp. 25-48.

<sup>33</sup> Haas. « Ideology and Alliances: British and French External Balancing Decisions in the 1930s ». *Security Studies*, vol. 12, n° 4 (2003), pp. 34-79.

<sup>34</sup> Carley, Michael Jabara. « A Soviet Eye on France from the rue de Grenelle in Paris, 1924-1940 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 17, n° 2 (2006), pp. 295-346.

<sup>35</sup> Narinski. *Op. Cit.* 192 pages

prendre pour pouvoir par la suite examiner les journaux du présent corpus avec exactitude.

## II. La situation française, presse et politique

### 1. Une presse marquée politiquement

#### *a. Situation générale*

Le monde journalistique des années 1920-1930 vivait un grand bouleversement en France. Le métier évoluait, suivant les améliorations techniques et l'évolution sociale du pays. Également, les sphères du pouvoir politico-financier avaient leur mot à dire sur la direction que prenait la presse française. Il s'agit ici de décrire les tiraillements qui affectèrent le monde de la presse ainsi que de faire une analyse plus pointue sur les quatre journaux qui sont au centre de notre étude. Selon Jeanneney, le monde financier et politique avait corrompu la presse des années 1920 et 1930, l'affectant à tous les niveaux et créant une vénalité contagieuse que l'opinion publique ressentait plus ou moins. De ce fait, les journaux furent en perte de vitesse, les lecteurs prenant conscience de la baisse dans la qualité des informations<sup>36</sup>.

Dans son recueil *Avant l'exil, 1841-1851*, Victor Hugo écrivit : « [p]our que la constitution soit sainement discutée, il faut deux choses : que l'assemblée soit libre, et que la presse soit libre<sup>37</sup> ». Il fallait cependant composer avec la cupidité, l'idéologie, et les intérêts des uns et des autres. Il convient d'établir l'état d'esprit et la situation dans lesquels évoluait le journalisme des années trente, pour ensuite pouvoir analyser ses propos avec justesse et bonne mesure. La corruption, à un certain degré, et la partisanerie étaient très présentes chez la presse de cette époque, et cela s'en ressent dans beaucoup d'articles. Mais ça n'empêcha pas certains journalistes de livrer une analyse très précise et juste de ce qui se déroulait alors.

L'État augmenta considérablement son influence sur la presse pendant et après la Première Guerre mondiale, en contradiction avec la loi de 1881 qui définissait la liberté de

---

<sup>36</sup> Jeanneney. *Op. Cit.*, p. 268

<sup>37</sup> Hugo. *Avant l'exil, 1841-1851*. (Coll. Actes et paroles). Paris, Albin Michel, 1937, 713 pages.

presse<sup>38</sup>. La raison d'État avait justifié une telle emprise pendant la guerre, mais le pli était pris. La relation entre le gouvernement et la presse avait changé et celui-ci y voyait l'occasion de faire passer ses idées et ses valeurs même en temps de paix<sup>39</sup>. Mal lui en prit. Cela favorisa la création d'une mentalité de stipendié parmi les gens des médias. De plus, les milieux d'affaires s'impatronisèrent de plus en plus dans la presse, comme nous le verrons par la suite.

Les lecteurs français eurent vite compris le nouveau rôle de l'État dans les quotidiens, ce qui favorisa l'antiparlementarisme latent des années vingt et trente. La presse, très divisée idéologiquement — lire un article politique du *Populaire* et du *Figaro*<sup>40</sup> convainca tous les sceptiques — était aussi antiparlementariste à droite qu'à gauche<sup>41</sup>. Seuls quelques journaux modérés tempéraient leurs ardeurs contre les institutions françaises et tendaient, tant bien que mal, vers une certaine objectivité. Les autres feuilles étaient non seulement orientées, mais elles s'en targuaient<sup>42</sup>. Parallèlement, les journalistes tentèrent de se prendre en main en créant en 1918 le Syndicat des journalistes, qui devait les protéger et s'assurer de leur professionnalisme. Il fut présidé de 1922 à 1928 par le chef des informations du *Figaro*, Georges Bourdon, et fut à l'origine de la loi 29 mars 1935, statuant sur la profession de journaliste<sup>43</sup>.

Après la guerre, la presse française vit la progression impressionnante de ses tirages ralentir quelque peu, tout en demeurant la première source d'information des Français. En 1914, elle tirait au niveau national, à 9,5 millions d'exemplaires et en 1939, elle n'avait augmenté ce chiffre qu'à 11,5 millions (5,5 millions pour la presse parisienne)<sup>44</sup>. Cet augmentation d'environ 20 % sur vingt ans correspondait au siècle précédent à une période de cinq ans. Cela s'explique par l'apparition de la radio, qui offrit aux masses l'information

<sup>38</sup> Voir à cet effet : Bellanger, *et coll. Op. Cit.*

<sup>39</sup> Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 487

<sup>40</sup> Le journal reprit le nom *Le Figaro* en 1934, mais s'appelait simplement *Figaro* sous la direction de François Coty. Nous utiliserons néanmoins le nom actuel du journal, soit *Le Figaro*.

<sup>41</sup> Feyel. *La presse en France, des origines à 1944: histoire politique et matérielle.* (Coll. Infocom). Paris, Ellipses, 2007, p. 150

<sup>42</sup> Afin de faciliter la lecture, voici un résumé des orientations politiques des journaux français de l'époque, telle qu'établies dans Soucy. *Op. Cit.*, p. 24 : extrême droite : *Gringoire, Je Suis Partout, La Liberté, L'Ami du Peuple, La Victoire* ; droite modérée : *L'Écho de Paris, Le Figaro, Le Journal, Le Matin, Le Petit Journal, La Journée Industrielle, La Croix, L'Information* ; centre droit : *Le Petit Parisien, Le Temps, Le Journal des Débats, L'Illustration, La Jeune République, L'Intransigeant* ; centre-gauche : *Paris-Soir, La République, L'Œuvre* ; socialiste : *Le Populaire* ; communiste : *L'Humanité*

<sup>43</sup> Blandin. *Op. Cit.*, p. 111

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 105 et Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 456

gratuite, une fois le récepteur acheté, par une saturation du marché, ainsi que par la baisse de la qualité de l'information. Il y eut une hausse de l'importance du non-politique dans les quotidiens : scandales, finances, faits divers, sport, culture, vie des femmes, etc. De plus en plus, on tendait vers le beau, le sensationnel, on voulait attirer le lecteur et vendre des tirages avec des articles plus poignants, mais moins profonds<sup>45</sup>. Les journaux se modernisèrent, engagèrent des directeurs artistiques, des photographes et s'équipèrent de nouvelles machines pour obtenir de belles impressions<sup>46</sup>.

Les lecteurs ne semblèrent qu'en partie séduits par cette nouvelle approche. Il faudra attendre les innovations de *Paris-Soir* dans les années trente pour qu'un changement majeur séduise véritablement les Français<sup>47</sup>. Sous la direction de Jacques Prouvot, ce dernier innova dès 1930, en incorporant plus de photos, une hausse du nombre de colonnes et une organisation asymétrique. Grâce à cette nouvelle formule, inspirée des médias anglo-saxons, *Paris-Soir* vit ses tirages nationaux passer de 80 000 exemplaires par jour en 1930 à un million en 1933. Cela démontra également que les Français n'étaient plus aussi fidèles au titre de leur journal qu'avant, pouvant facilement changer leurs habitudes de lectures.

Les tirages ne sont certes pas le seul critère pour juger de l'influence d'un journal. Si l'on prend pour exemple les journaux *Le Temps* et *Le Figaro*, leurs tirages modestes ne reflètent pas leur influence réelle<sup>48</sup>. Journaux d'une intelligentsia instruite et puissante, ils étaient prix bien plus au sérieux que la majorité des feuilles populaires. Comme l'a si bien écrit l'auteur Claire Blandin : « [Le Figaro] est le journal des gens qui comptent<sup>49</sup> ». Nous reviendrons plus tard sur les tendances politiques du journal et sur sa portée. Il fallait certes leur reconnaître un certain professionnalisme et une sobriété parfois absents de chez leurs concurrents.

*Le Temps* était un journal très reconnu en Europe, surtout en ce qui a trait à la politique étrangère française. Ses propos politiques étaient souvent anonymes et autorisés par

---

<sup>45</sup> Bellanger *et coll.* *Op. Cit.*, p. 479

<sup>46</sup> Manevy. *Histoire de la presse, 1914 à 1939*. Paris, Corrêa, 1945, p. 195

<sup>47</sup> Feyel. *Op. Cit.*, p. 160

<sup>48</sup> Notre étude se concentrant sur quatre journaux en particulier, voici les chiffres de leurs tirages nationaux quotidiens en 1939 (chiffres issus de l'ouvrage : Bellanger, *et coll.* *Op. Cit.*, p. 511) : *Le Figaro* : 80 604 ; *Le Temps* : 68 556 ; *Le Populaire* : 157 837 ; *L'Humanité* : 349 587

<sup>49</sup> Blandin. *Op. Cit.*, p. 114

l'État, d'où son surnom d'organe officieux du Quai d'Orsay<sup>50</sup>. Il était le journal à consulter pour connaître l'avis de l'élite politique française sur les questions de politique internationale. Il était également très bien organisé. Ses rédacteurs restaient de nombreuses années en poste, assurant une certaine continuité. De grands noms de la politique française y avaient travaillé, tels qu'Eugène Lautier — qui allait devenir ministre — et André Tardieu, futur président du Conseil. Il travailla au *Temps* pour rédiger des articles de politique extérieure jusqu'en 1914 (sous le pseudonyme de Georges Villiers)<sup>51</sup>. Malgré ce personnel de qualité, le journal ne se refusait pas à monnayer des articles bien sentis. *Le Temps* se voulait modéré et indépendant, mais en pratique il était de droite et critiquait beaucoup les gouvernements et les idées de gauche. Le 9 avril 1932, Jacques Chastenet, alors codirecteur du journal, écrivit dans *Nouvelles littéraires* :

[...] Si l'on considère le socialisme comme un progrès, on peut dire... que le *Temps* est réactionnaire, mais il est permis de penser que le socialisme n'est pas le progrès... Si le *Temps* aujourd'hui semble se placer moins à l'avant-garde qu'autrefois cela vient seulement de ce que les problèmes se sont déplacés. Les partis ont évolué ; depuis quarante ans le socialisme a fortement progressé, le *Temps*, lui, représente la même idéologie, la même tradition vivante<sup>52</sup>.

La corruption venait cependant de toutes parts, notamment de l'étranger. Durant les années 1920, des nations comme l'Italie ou l'URSS tentèrent de séduire le gouvernement de la qualité de leur régime. Constatant très tôt l'échec d'une telle politique, ils se tournèrent vers l'opinion publique, plus malléable<sup>53</sup>. Tous pouvaient être soudoyés, du simple journaliste au rédacteur en chef d'un journal. Les plus visés étaient cependant les correspondants assistant aux conférences de la SDN. La portée de leurs articles était considérable. Des États se firent également les mécènes de plumes acquises à leurs idées, pratique que l'Allemagne nazie utilisa tout particulièrement, de nombreux auteurs français ayant des sympathies pour son régime<sup>54</sup>.

Une forme répandue d'article issu de la corruption était les cahiers spéciaux. À titre d'exemple : de 1924 à 1929, *Le Figaro* publia des cahiers sur la Grèce — vantant les mérites

---

<sup>50</sup> Bellanger et coll. *Op. Cit.*, p. 558

<sup>51</sup> Manevy, Raymond. *La presse de la III<sup>e</sup> République*. Paris, Foret, 1955, p. 220

<sup>52</sup> Bellanger et coll. *Op. Cit.*, p. 560

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 499

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 500



de ce beau pays — qu’Athènes payait 9 000 F chacun. Berlin en fit de même de 1933 à 1939, par l’intermédiaire d’Otto Abetz. Le journaliste du *Figaro* Léon Poirrier fut arrêté en juin 1939 pour avoir touché 3,5 millions de francs de l’ambassade allemande. Il décéda en prison<sup>55</sup>. L’Italie avait également orchestré ce genre de pratique, et ce, dès 1918. Sous Mussolini, elle devint de plus en plus courante, tout particulièrement lorsque François Coty entra dans le monde de la presse, comme nous le verrons plus tard dans l’analyse.

L’URSS subventionna régulièrement des journalistes du *Temps*. Ces derniers reçurent de belles sommes de Moscou, mais les articles qu’ils publiaient n’étaient pas toujours favorables à l’Union soviétique, au grand mécontentement des soviétiques, tout particulièrement de Litvinov, le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères<sup>56</sup>. Des ordres venus de plus haut bloquaient l’écriture d’articles favorables à l’URSS. La vénalité de la presse peut également s’illustrer par le cas de la corruption venant d’Espagne. En janvier 1924, le correspondant du *Temps* à Madrid, Pierre Dehilotte, fut révoqué, car il publiait des articles défavorables au régime espagnol. En 1925, le gouvernement espagnol versa 200 000 F au *Temps* pour qu’il prenne ses sources chez l’agence gouvernementale *Plus ultra* avec un correspondant espagnol. L’accord fut rompu en 1929 et *Le Temps* redevint hostile au régime de Primo de Rivera. Le contenu des articles se monnayait régulièrement, même chez les journaux les plus sérieux<sup>57</sup>.

### *b. Les affaires et la droite*

La situation financière de la presse n’était guère engageante. Les journaux tiraient une grande part de leurs revenus des annonces qu’ils publiaient, l’influence des agences de publicité était donc immense. Suivant l’exemple américain, la presse française augmenta massivement la part de la publicité dans ses journaux. Globalement, elle passa de 17 % des revenus en 1925 à 37,8 % en 1930. En 1933, 64 % des revenus du *Figaro* étaient issus des annonces qu’il publiait<sup>58</sup>. Le principal fournisseur d’annonces était l’agence Havas, qui correspondait avec toute la presse française. Cette dernière, une Société Anonyme, détenait un réseau de correspondants et de publicitaires alimentant toute la presse française. Indépendante, elle offrait ses services au plus offrant et la plupart des journaux s’alimentaient

<sup>55</sup> Blandin. *Op. Cit.*, p. 109

<sup>56</sup> Carley. « Soviet... », p. 325

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 504

<sup>58</sup> Feyel. *Op. Cit.*, p. 157

chez elles, tant pour des dépêches que pour des publicités (dès sa fusion avec la Société Générale d'Annonces en 1920).

Gravement frappée par la concurrence de la United Press après la Première Guerre mondiale, Havas dut se restructurer. Elle fusionna avec la Société générale des annonces en 1920 et se concentra sur le publicitaire, afin de maximiser ses revenus<sup>59</sup>. Dans les années trente, elle avait le double monopole de la publicité et de l'information à l'étranger, ce qui lui attira souvent les foudres des directeurs de journaux, en particulier de ceux du Consortium des Cinq grands (*Le Petit Parisien*, *Le Journal*, *Le Petit Journal*, *Le Matin*, *L'Écho de Paris*), les journaux les plus tirés de France, soit entre 178 327 pour *Le Petit Journal* et 1 021 401 pour *Le Petit Parisien* (chiffres de 1939)<sup>60</sup>. L'État s'assura également des bonnes intentions de Havas. En 1931, Léon Rollin devint « inspecteur général des services étrangers » chez Havas, pour s'assurer de la bonne utilisation des 800 000 F en fonds secrets versés par le ministère des Affaires étrangères, sur ordre du ministre Aristide Briand<sup>61</sup>. Des rédacteurs issus du Quai d'Orsay entrèrent alors dans l'agence sous sa direction, bien que Havas demeura sous la direction générale de Charles Houssaye<sup>62</sup>. Le gouvernement voulait s'assurer du contrôle des informations qui se rendaient jusqu'aux salles de rédaction.

Les industriels avaient des intérêts de taille dans la presse française, ce qui irritait singulièrement les hommes d'État. Le 23 septembre 1930, Aristide Briand proclama à la tribune de la SDN : « Trop d'articles de journaux sont écrits avec des plumes qui sont du même acier que les gros canons<sup>63</sup> », faisant ici allusion au rôle joué par le Comité des Forges et celui des Houillères dans la direction du *Temps*. Le cas de ce journal est particulièrement intéressant, du fait de son statut privilégié. Jacques Chastenet écrivit en 1932, dans *Nouvelles littéraires* :

Pour vérifier nos informations nous sommes régulièrement en rapport avec divers organes d'État. Il est évident qu'en raison de cette constante liaison nous pouvons être amenés à ne pas gêner l'action du gouvernement quand elle nous paraît servir les intérêts de la France. Ces rapports subsistaient même au temps du Cartel des gauches que pourtant nous combattions. S'il n'est pas le seul journal qui présente ce caractère offi-

---

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 153

<sup>60</sup> Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 511

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 467

<sup>62</sup> Feyel. *Op. Cit.*, p. 154

<sup>63</sup> Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 494

cieux, il est évident que le Temps, constituant une tribune particulièrement autorisée quand le gouvernement a quelque chose à dire, il aime mieux le faire annoncer par lui<sup>64</sup>.

*Le Temps* fut vendu en secret à un consortium en 1929, ayant pour directeur un certain Louis Mill<sup>65</sup>. Ce dernier décéda le 31 août 1931 et l'on apprit qu'il n'était qu'un prête-nom pour ce consortium composé du Comité des Forges, du Comité des Houillères, du comte de Fels et de sociétés d'assurances. La société de commandites du journal fut transformée en société anonyme et le 15 décembre, le directeur-gérant du *Temps* perdit ses pouvoirs au profit de deux nouveaux directeurs : Émile Mireaux et Jacques Chastenet<sup>66</sup>. Le premier, normalien de formation, dirigeait le bulletin économique du *Temps* depuis 1928 ; le second était directeur de la Banque de l'Union des Mines et futur académicien. Ces deux hommes devaient répondre uniquement aux actionnaires majoritaires du journal, soit Henry de Peyerimhoff — président du Comité des Houillères — et François de Wendel — président du Comité des Forges<sup>67</sup>. Ces puissants industriels utilisèrent le journal pour servir leurs intérêts, ainsi que ceux de leurs amis au gouvernement. Le ton était donné. Ces hommes se firent également connaître pour leur intérêt vis-à-vis du rapprochement franco-allemand — pour des raisons économiques —, même après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, du moins dans les premiers mois de 1933<sup>68</sup>.

Un autre journal célèbre, *Le Figaro*, vécut alors une période troublée de son histoire. À l'image d'autres feuilles, il connut des déboires après la Première Guerre mondiale et se vit courtisé par des investisseurs issus du monde des affaires. Dans son cas, ce fut François Coty (de son vrai nom François-Joseph-Marie Sportuno). Ce parfumeur avait fait fortune en 1906 à Paris, où il créa notamment le célèbre N° 5 de Chanel. Engagé politiquement à droite, il soutint dès 1919 le mouvement politique L'Action française de Charles Mauras et d'autres mouvements politiques du même acabit<sup>69</sup>. Il vit dans le *Figaro* un média pour exprimer ses idées et favoriser ses activités commerciales. Ce journal était impressionnant, de grands noms circulaient dans ses couloirs — dont des académiciens —, et était très reconnu pour son esprit intellectuel et raffiné. Il était envié par ses concurrents.

---

<sup>64</sup> Cité dans : *Ibid.*, p. 561

<sup>65</sup> Feyel, *Op. Cit.*, p. 152

<sup>66</sup> Bellanger *et coll.* *Op. Cit.*, p. 559

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 559

<sup>68</sup> Nous y reviendrons dans les chapitres 2 et 3.

<sup>69</sup> Blandin, *Op. Cit.*, p. 112

Suite à une crise interne au *Figaro*, Coty put acheter une majorité des actions pour devenir le maître du journal, il s'affaira alors à créer une équipe robuste et réinstalla le journal au rond-point des Champs Élysées en 1925<sup>70</sup>. Il offrit un pont d'or à Lucien Romier pour qu'il quitte *La Journée Industrielle* et devienne le rédacteur en chef du *Figaro*. Il occupa ce poste jusqu'au 18 octobre 1927, quand Coty le renvoya pour prendre le contrôle total sur l'activité du journal. Cela arriva après la mort des deux directeurs du journal, Albert Capus (décédé en 1922) et Robert de Flers, suite à quoi Coty avait pris à sa charge la direction politique du journal. Il avait alors les grandes charges administratives du journal, en plus d'en être le propriétaire<sup>71</sup>. Il était désireux d'utiliser ce prestigieux journal pour aider au « relèvement national », selon l'expression de Claire Blandin. Il réussit à faire passer les tirages du *Figaro* de 20 000 en 1921 à 50 000 en 1928, presque intégralement lut par des hommes de la haute bourgeoisie parisienne<sup>72</sup>.

Malgré que le journal n'ait jamais été fascisant auparavant, Coty ne cacha pas son admiration pour le fascisme mussolinien et poussa son journal en ce sens. En 1923, il rencontra même Mussolini à Rome pour l'assurer du soutien de son journal dans le cadre de la collaboration franco-italienne. Il alla jusqu'à envoyer 20 millions de francs au dictateur italien en 1926, pour aider sa cause<sup>73</sup>. L'attachement de Coty était net, mais la possession du *Figaro* ne lui suffisait pas pour diffuser son message au plus grand nombre. Il racheta le journal *Le Gaulois* en 1928 et le fusionna avec *Figaro*, gagnant personnel et lectorat, mais sa plus grande action fut la création du journal *L'Ami du Peuple* en 1926 symbolisant bien le désir d'influence et les idées de Coty, il importe donc de l'évoquer.

Ce journal devait toucher la masse des gens, alors que *Le Figaro* devait atteindre l'élite. Coty fixa le prix de *L'Ami du Peuple* à dix centimes, soit quinze de moins que le prix minimum fixé par la Fédération nationale des journaux français, cela lui valut une guerre ouverte avec le reste de la presse parisienne qui l'accusait de concurrence déloyale. Cependant, Coty se ruinait en usant de tels procédés (il était également réputé pour payer son personnel très cher, en particulier ses meilleures plumes)<sup>74</sup>. Feuille d'opinion plus

---

<sup>70</sup> Feyel. *Op. Cit.*, p. 155

<sup>71</sup> Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 539

<sup>72</sup> Feyel. *Op. Cit.*, p. 155

<sup>73</sup> Blandin. *Op. Cit.*, p. 112

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 122

qu'un véritable journal d'information, *L'Ami du Peuple* eut un succès retentissant en très peu de temps — en particulier grâce à son prix défiant toute concurrence —, circulant à 700 000 exemplaires en France en 1928. Néanmoins, Havas lui refusa sa publicité et les Éditions Hachette refusèrent de le distribuer. Le journal ne vivait donc que de son prix de vente et était largement déficitaire<sup>75</sup>. La situation commença à se dégrader pour Coty et *Le Figaro*. *L'Ami du Peuple* fut vendu en décembre 1933 au sympathisant mussolinien François le Grix — avec des capitaux italiens —, ne parvenant jamais à devenir rentable.

Bien que le capital du *Figaro* eut augmenté de 1 920 000 F en 1924 à 8 000 000 F en 1932, sa valeur boursière chuta. Coty eut également de graves soucis financiers personnels. Ses capitaux américains s'effondrèrent avec le *Krach* de 1929 et son divorce d'avec Yvonne Le Baron lui coûta plus de 425 millions de francs la même année<sup>76</sup>. Les tirages s'effondrèrent après 1928, pour n'être plus qu'à 10 000 par jour en 1932. Coty ne sut pas influencer de second souffle au journal. Profitant de cette crise, le bras droit de Coty, Gabriel Alphaud, s'unit au comte de Saint-Aulaire pour convoquer un conseil d'administration le 4 octobre 1933 et ils supprimèrent le poste de directeur du journal, occupé par Coty. Édouard Calmette devint l'administrateur du journal et prit le banquier René Wertheimer comme commanditaire<sup>77</sup>. En 1934, les sociétés de Coty furent placées en liquidation. Il mourut la même année à l'âge de soixante ans.

Tout le système de Coty était basé sur l'argent, mais ça ne suffit pas à créer une bonne équipe, encore moins une motivée. Son ex-femme reprit les rênes du journal le 1<sup>er</sup> mai 1934, arguant qu'elle avait des droits dans la société. Assistée de Pierre Brisson, elle permit au *Figaro* de redevenir modéré politiquement et de retrouver son lectorat. En 1936, il tirait de nouveau à plus de 50 000 exemplaires et était de mieux en mieux vu<sup>78</sup>. Il atteignit finalement les 80 000 tirages nationaux juste avant la guerre.

Si les finances avaient rongé la presse politisée du centre à la droite, la presse de gauche fut frappée par une guerre idéologique fratricide au lendemain de la Première Guerre mondiale. Celle-ci, issue de divergences internes et politiques, explique grandement le comportement des journalistes de *L'Humanité* et du *Populaire* dans la période que nous

<sup>75</sup> *Ibid*, p. 123

<sup>76</sup> Bellanger *et coll.* *Op. Cit.*, p. 543

<sup>77</sup> *Ibid*, p. 544

<sup>78</sup> Blandin. *Op. Cit.*, p. 128

études ici. Voici donc le contexte dans lequel ces journaux évoluèrent entre les deux guerres.

*c. La gauche se scinde*

Dès ses débuts en France, le Parti communiste comprit l'importance de la presse dans l'organisation politique, en particulier pour la propagande. La doctrine du PCF<sup>79</sup> en matière de presse et de propagande était assez claire, mais pas forcément bornée et soumise aux vues des auteurs, souvent haut-placés au PCF<sup>80</sup>. Il fallait que la presse de gauche serve la cause communiste et du prolétariat, ne se souciant plus du parlementarisme bourgeois, contrairement à la majorité des autres journaux<sup>81</sup>. La presse communiste sut profiter de la faiblesse des autres presses de gauche pour s'épanouir, tout particulièrement après le Congrès de Tours de 1920 (le parti communiste français fut d'ailleurs créé lors de ce congrès). Il importe d'évoquer la condition de la presse telle qu'établie par ce dernier :

Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat... La presse périodique ou autre et tous les services d'édition doivent être entièrement soumis au Comité central du parti, que celui-ci soit légal ou illégal<sup>82</sup>.

De même, selon le chapitre VI du règlement interne du PCF :

Les quotidiens ou périodiques qui sont ou seront la propriété du parti, sont ou seront sous la direction du Comité directeur et dans l'intervalle de ses sessions sous celle du Bureau politique de ce Comité... Toute collaboration politique à des publications n'appartenant pas au parti est rigoureusement interdite (aux membres du parti)<sup>83</sup>.

Il faut préciser le fonctionnement interne du PCF pour comprendre son succès dans les années vingt et trente en France. Bien mieux organisé que la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) dans les années vingt, le PCF sut s'entourer de nombreux militants, d'intellectuels et de cadres compétents. Il avait la main mise sur la Confédération générale du travail (CGT), lui assurant un bassin de syndicalistes acquis à sa cause<sup>84</sup>. Le

---

<sup>79</sup> Abrégé pour : « Parti communiste français », nom adopté en 1921

<sup>80</sup> Nous y reviendrons dans les deux prochains chapitres, lorsque ces articles seront cités

<sup>81</sup> Bellanger, *et coll. Op. Cit.*, p. 577

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 577

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 577

<sup>84</sup> Micaud. *Communism and the French Left*. (Coll. Books that matter). New York, Praeger, 1963, p. 77

PCF affichait une volonté centralisée et reconnaissait le Komintern, alors que la SFIO respectait la II<sup>e</sup> Internationale. À la différence des autres partis politiques, le PCF visait des objectifs à long terme. Les autres voyaient d'une élection à l'autre, alors qu'il voyait plus loin, ce qui lui offrit une stabilité hors du commun dans la France troublée politiquement de l'époque. Son organisation verticale ainsi que ses élections contrôlées lui permettaient de trier sur le volet quel personnage allait où, s'assurant que les têtes pensantes étaient de « bons communistes<sup>85</sup> ».

Enfin, le parti était basé sur un système redondant, dans lequel ses diverses organisations se contrôlaient les unes les autres. À titre d'exemple : le Comité central — en théorie l'autorité suprême — devait obéir aux directives qui lui parvenaient du Bureau politique. En théorie, le Comité central nommait les membres du Bureau politique, en pratique ils étaient nommés par les dirigeants du Parti. Ce dernier était donc toujours contrôlé par une caste extrêmement sélective et avait su se donner des allures de structure démocratique<sup>86</sup>. Cet agencement donnait au PCF une force supérieure à celle des autres partis de gauche, tout particulièrement pour influencer l'opinion publique et pour faire avancer sa cause. Malgré les désaccords des années vingt, les dirigeants du PCF savaient être très pragmatiques et s'entendre avec leurs homologues de la SFIO; ce fut d'ailleurs Maurice Thorez (secrétaire général du PCF) qui proposa aux socialistes la création du Front Populaire en 1934.

#### *d. Presses communiste et socialiste*

Les journaux de gauche utilisaient un style plus provocateur que les feuilles de droite modérée, telles que *Le Figaro* ou *Le Temps*. Usant d'un ton polémique, de caricatures marquées et de photographies bien choisies, ces journaux visaient à attirer l'œil du lecteur, ce qu'ils parvinrent à faire. En premier lieu, il convient de traiter du journal communiste *L'Humanité* qui avait alors une très grande influence en France.

Rattaché au PCF depuis 1921, il en devint l'organe officiel le 8 février 1923<sup>87</sup>. Marcel Cachin fut son directeur de 1920 à 1958, assurant la continuité d'un journal dont l'équipe de rédaction était, elle, sujette à des changements réguliers. Néanmoins, les tirages passè-

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 79

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 80

<sup>87</sup> Bellanger *et coll. Op. Cit.*, p. 574

rent de 60 000 exemplaires quotidiens en 1920 à 180 000 en 1928, pour atteindre 350 000 en 1939, à l'échelle nationale<sup>88</sup>. En 1929, *L'Humanité* comptait plus de 1 200 bénévoles (ce qui allégeait de beaucoup sa masse salariale), tous communistes<sup>89</sup>. Ceux qui ne l'étaient pas durent quitter le journal dans les années vingt et se rallier à d'autres feuilles telles que *Le Populaire* ou *L'Œuvre*. *L'Humanité* devint très influent en France, à un tel point qu'André Tardieu, alors ministre de l'Intérieur, fit saisir l'exemplaire du 1<sup>er</sup> août 1929, pour prévenir l'appel à une manifestation nationale, et mit en liquidation la Banque Ouvrière et Paysanne le 13 août suivant, où le journal avait un compte très important. Le gouvernement voulait faire tomber le journal, mais il échoua. Les militants du PCF et de *L'Humanité* créèrent les Comités de défense de *L'Humanité* et purent recueillir 800 000 F en trois mois, sauvant ainsi le journal de la faillite<sup>90</sup>.

Le journal ne cessa pas d'augmenter son influence au cours des années trente. Ses tirages en firent le quatrième journal français en nombre de lecteurs et sa situation financière s'améliora, en particulier grâce au travail de ses militants. Il avait un ton doctrinal, mais pouvait être sérieux et se montrait aussi critique envers le gouvernement en place qu'envers les socialistes, parfois même plus envers eux. Personne n'était épargné par *L'Humanité*. L'autre gauche dut s'organiser différemment.

Le schisme politique créé par le Congrès de Tours fut à l'origine de la prise de position de plusieurs feuilles de gauche. Parmi elle, *Le Populaire* — lié à la SFIO —, *L'Œuvre* — proche des radicaux — et *Le Canard enchaîné* — journal satirique de gauche —<sup>91</sup>. Les socialistes se rallièrent massivement au *Populaire*, dont Léon Blum — futur président du Conseil sous le Front populaire — partageait la direction politique avec Jean Longuet. Le journal eut cependant des débuts très difficiles. Souffrant d'un grand manque d'information et d'une équipe mal rodée, il eut du mal à s'attirer un lectorat fidèle. La SFIO voulait cependant en faire son organe officiel et y investit beaucoup d'argent. Néanmoins, il n'avait que 6 300 abonnés en décembre 1923. Le 15 juin 1924, il devint un bimensuel<sup>92</sup>.

---

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 511

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 580

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 581

<sup>91</sup> Manevy. *Histoire...*, p. 168

<sup>92</sup> Bellanger *et coll.* *Op. Cit.*, p. 575



Devant ce constat d'échec, la SFIO envoya 400 000 F en novembre 1926 au directeur du journal, Adéodat Compère-Morel, ainsi qu'à son directeur politique Léon Blum. Cet investissement fut prolifique et le *Populaire* redevint un quotidien le 21 janvier 1927. Il fut quelque peu remanié et de nouveaux journalistes furent engagés. Cela permit au journal d'augmenter ses tirages de 50 000 exemplaires en 1927 à 120 000 en 1933. Il atteignit son apogée en 1936 avec plus de 300 000 exemplaires nationaux<sup>93</sup>. Malgré cela, son influence demeura moindre que celle de *L'Humanité*. Moins bien organisé que ce dernier, son équipe dirigeant fut maintes fois au bord de l'implosion, particulièrement en 1933-34 et 1937-38<sup>94</sup>. Il ne put jamais réussir à diffuser son message politique de manière réellement efficace. Son principal intérêt réside en le fait que les idées et les positions de la SFIO y étaient représentées fidèlement, nombre d'articles étant rédigés par le personnel politique de la SFIO, en premier lieu par Léon Blum, qui y écrivait avec beaucoup de régularité.

#### *e. Méthode d'étude*

Il convient également de préciser la façon dont ces journaux ont été utilisés dans cette étude, ainsi que de présenter leur structure. En premier lieu, *Le Figaro*, journal très sobre dans sa présentation. Dépourvus d'illustrations, les articles recueillis ici sont issus de la première moitié de ce journal de huit pages, la seconde se consacrant principalement aux événements culturels (mode, arts, etc.), aux petites annonces et aux jeux. Les éditoriaux, en première page du journal, portent souvent sur la politique française, intérieure et extérieure, ainsi que sur les principales actualités internationales. Cette première page comporte régulièrement des articles d'opinion signés et placés en huitième colonne. Assez longs, il n'est pas rare de les voir continuer au verso. La deuxième page du journal, nommée « Les Cours, les Ambassades, le Monde et la Ville » comporte parfois des articles ayant trait à notre sujet. La page suivante, nommée « Dernière heure » concerne principalement la politique, avec une série de dépêches ou d'articles assez courts, nombre de références sont issues de cette section. La revue de presse, d'ordinaire en page 3, a également été mise à profit.

*Le Temps* est relativement austère dans son apparence. Également composé de huit pages divisées en huit colonnes, il n'est jamais illustré de photographies ou de dessins. Il

---

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 575

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 576

est aussi très dense, sa police de caractère étant particulièrement petite. Sa première page comporte le « Bulletin du jour », les dépêches de l'étranger ainsi que des éditoriaux. Il est rare de voir une édition du *Temps* sans que cette première page évoque de près ou de loin les relations de la France avec ses voisins, ou les aléas se déroulant à l'étranger, particulièrement en Allemagne. La deuxième page est composée principalement d'articles brefs sur l'actualité internationale, dont une section récurrente baptisée « Nouvelles de l'étranger » et se composant de dépêches ou d'articles très courts. La revue de presse, qui comporte nombre de citations venues de journaux étrangers, est présente en page 3 ou 4 selon les éditions, certains de ses rapports ont été utilisés pour le présent travail. *Le Temps* comporte également une particularité en sa dernière page. Intitulée « La journée : dernières nouvelles », elle se compose d'articles courts, non signés et portant sur tous les sujets, des faits divers aux événements internationaux, parfois liés à notre sujet d'étude.

Les journaux de gauche ont une présentation plus moderne que les deux précédents, particulièrement *L'Humanité*. Sa première page comporte beaucoup de photographies et de caricatures servant le propos du journal. Il est également plus menu que les deux journaux précédemment évoqués, il n'a que six pages et comporte sept colonnes, seules quelques éditions spéciales comptent huit pages. Les titres des principaux articles sont écrits en grand format et sont souvent appuyés d'une photographie occupant une place importante, afin de capter l'attention du lecteur. Tout comme les autres journaux, *L'Humanité* comporte des éditoriaux et des articles de première page très pertinents à la présente étude. La deuxième page se consacre principalement à l'actualité sociale française. Elle comporte aussi des articles d'opinion en bas de page, portant le plus souvent sur des questions de politique intérieure. La troisième page s'intitule « Nouvelles internationales » et a été particulièrement mise à profit ici. Elle se compose d'articles assez longs et fournis sur les questions internationales. La page 4 porte sur l'actualité culturelle et intellectuelle du pays. Les suivantes traitent le plus souvent des nouvelles du parti communiste, de l'activité syndicale, des sports et des annonces.

*Le Populaire* a une présentation assez proche de *L'Humanité*. Sa première page comporte photographies, dessins et caricatures et la disposition des articles et des éléments graphiques est conçue pour canaliser l'attention. Le journal se compose également de sept colonnes réparties sur six pages. Ses éditoriaux et articles d'opinion sont présents sur la

première page, et certains articles de fond s'étendent jusqu'en page 2. L'actualité internationale y est très souvent présente. La troisième page y est consacrée et s'intitule « Nouvelles internationales », elle comporte le plus souvent un ou deux articles de fond et des dépêches sur l'actualité mondiale, le plus souvent européenne. Les pages suivantes se consacrent aux sports, aux loisirs et à la culture. La dernière page est cependant différente, un peu à l'image de celle du *Temps*. Intitulée « Le Populaire Économique et Social », elle comporte régulièrement des articles sur la politique étrangère française et sur les liens économiques avec l'étranger.

Pour les quatre journaux, la sélection des articles a été faite dans les sections liées à notre sujet, exposées ci-haut, puis par leurs titres ou auteurs. Tout article semblant à propos a été lu et analysé. L'organisation très logique et répétitive des quatre journaux a grandement facilité le travail de sélection d'articles. La grande majorité des éditoriaux ou des articles de fond sur les relations internationales étaient liés de près ou de loin au présent sujet et ont été pris en compte au cours de la recherche. Il en va de même pour les articles d'opinion, des revues de presse ou des dépêches.

La presse française était intrinsèquement liée aux idéaux des partis ou des instances financières qui la dirigeaient. Cela rend son étude dans le cadre de relations internationales particulièrement pertinente. Il convient toutefois d'étudier la situation politique française, à l'échelle nationale et internationale pour se livrer à une analyse de qualité.

## 2. Un État aux abois

Qu'est-ce que la France d'après la Première Guerre mondiale ? Est-ce une France forte et sûre d'elle-même ? Ou est-ce une France abattue, saignée à blanc et qui a perdu ses repères ? Nous verrons que c'est cette deuxième France qui prévalait au cours des années 1920 et 1930. Elle n'était pas forcément « décadente », comme l'écrivait Duroselle, mais elle n'était plus aussi sûre d'elle-même. Elle perdait son statut de grande puissance, ses gouvernements se succédaient de plus en plus rapidement, et son économie souffrit de la crise des années trente<sup>95</sup>. C'est cette France qui fut confrontée au fascisme, au nazisme et au communisme. Nous connaissons le verdict de 1940, mais commençons par le procès, qui connut des heures passionnantes et troublantes entre 1930 et 1935. Nous reviendrons plus

---

<sup>95</sup> Jackson. *France and the Nazi Menace: Intelligence and Policy Making 1933-1939*. Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 73

en détail sur les tressaillements du gouvernement dans les deux prochains chapitres de notre étude, parallèlement à l'étude de presse.

La France était divisée dans des luttes partisans qui rappelaient presque les guerres de religion. En plus d'une certaine lutte des classes, ces dernières s'entredéchiraient sur des mots et sur des idées<sup>96</sup>. Les extrêmes qui sévissaient alors en Europe ne firent qu'attiser cela encore plus. Dans *L'Opium des intellectuels*, Raymond Aron affirma que l'élite française abordait alors une nouvelle forme de critique<sup>97</sup>. D'ordinaire, elle adressait soit une critique technique, visant à améliorer la société, ou une critique morale, contestant l'application des liens entre les principes et les actions. Or, cette élite adressait une critique idéologique de la nation française, remettant en question ses fondements mêmes. Les valeurs humanistes et positivistes défendues par beaucoup d'écrivains et de savants issues des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles furent remises en question, notamment à cause du traumatisme de la Grande Guerre, qui avait marqué tous les esprits.

#### *a. Crise sociétale*

Suite à la Grande Guerre, il y eut un ressentiment envers les institutions traditionnelles françaises, jusqu'à la République elle-même. Il y eut alors un intérêt pour les alternatives idéologiques, en premier lieu desquelles le communisme<sup>98</sup>. S'il ne faut pas extrapoler le rôle des intellectuels à toute la société française, ils demeurent néanmoins un certain étalon de la pensée d'une époque. Des auteurs, tels Louis Aragon (qui travailla à *L'Humanité* en 1933), Paul Éluard, André Breton, ou des politiciens tels Marcel Cachin, dont nous reparlerons, se firent les avocats du communisme dans une société qui allait vivre une remise en question dès 1918 et une crise économique grave dès 1930.

S'estimant les gardiens de valeurs et d'une conscience s'élevant au dessus des motifs des dirigeants, ils se sentaient moralement et intellectuellement supérieurs à ceux qui avaient le pouvoir effectif, les révoltant d'autant plus. Cette désapprobation ils la clamèrent et l'écrivirent, influençant tous les auditeurs et lecteurs qui croisaient leur chemin. Cela se retrouva principalement dans les journaux éloignés du centre politique. Des feuilles comme *L'Humanité* ou *Le Figaro* étaient le lieu de dénonciation du gouvernement, mais

---

<sup>96</sup> Micaud. *Op. Cit.*, p.50

<sup>97</sup> *Ibid.*, p.53

<sup>98</sup> *Ibid.*, p.54

pour des motifs opposés. Dans les deux cas, on retrouvait parmi les auteurs une certaine élite, héritière de la situation que nous venons de décrire.

Le communisme semblait être un système rationnel, non émotionnel et erratique, plus proche des idées des Lumières que le capitalisme et inscrit dans la tradition encyclopédique, plaisant d'autant plus à certains lettrés français. L'extrême violence de la guerre avait laissé une empreinte indélébile, que l'auteur Charles Micaud illustre par l'exemple d'André Malraux. Il voyait dans le communisme, un moyen de former une « aventure collective<sup>99</sup> ». Pour lui, le fascisme n'était que négatif et vide de sens, n'amenant que le combat de l'homme contre l'homme. Le communisme était un antidote contre l'individualisme suicidaire de la société bourgeoise, notamment du fait de son organisation très réfléchie<sup>100</sup>. D'autres virent la solution dans le renforcement des valeurs patriotiques, le militarisme et le retour aux traditions issues du catholicisme. Ceux-là sont représentatifs de la droite conservatrice française, qui comptait également nombre de belles plumes. Celles-ci se firent entendre au Parlement et dans les journaux de droite, dont *Le Figaro*. Nous y reviendrons dans les prochains chapitres.

Si la société française vivait une crise, ou du moins une transition douloureuse dont témoignaient les propos de l'élite intellectuelle — à défaut d'en modifier la course —, son gouvernement faisait face à des obstacles majeurs. Il a dû affronter la montée des extrémismes politiques auxquelles vint se juxtaposer la pire crise économique qu'ait connu le capitalisme. Les auteurs et hommes de cultures dont nous venons de parler écrivirent souvent sur ces temps difficiles dans des ouvrages et dans des quotidiens, dont certains font partie de notre corpus. Ce faisant, ils nous offrent des témoignages très précieux sur ces problèmes.

### *b. Crise politique et économique*

Entre le 29 février 1932 et le 8 novembre 1934, la France connut huit gouvernements, menés par des hommes très différents : André Tardieu, Édouard Herriot, Joseph Paul-Boncour, Édouard Daladier, Albert Sarraut, Camille Chautemps et Gaston Doumergue<sup>101</sup>. Cela fait une moyenne de quatre mois par gouvernement, alors que l'après Cartel des gauches

---

<sup>99</sup> *Ibid.*, p.58

<sup>100</sup> *Ibid.*, p.59

<sup>101</sup> Lacroix-Riz. *Op. Cit.*, p. 82

de 1924 avait été marqué par une certaine stabilité gouvernementale. Cette crise politique contribua grandement à dévaloriser les institutions de la III<sup>e</sup> République aux yeux des Français, et également des étrangers (nous y reviendrons plus tard dans l'analyse)<sup>102</sup>.

Malgré une relative stabilité, Paul Reynaud estima dès 1924 qu'il fallait réformer l'État, ce dernier étant trop faible<sup>103</sup>. Le 3 juin 1932, le nouveau Cartel des gauches fut porté au pouvoir, suite aux élections des 1<sup>er</sup> et 8 mai précédents. Ce fut un échec pour la droite libérale, dont l'aile conservatrice durcit son discours dans les années suivantes, tandis que les modérés prônaient la réforme. André Tardieu, qui s'était jusque-là montré prudent, se fit le champion de cette réforme. Voici les principales caractéristiques de la réforme envisagée par Tardieu : « retirer à la Chambre l'initiative en matière de dépenses budgétaires, autoriser la dissolution "à la seule demande du Premier ministre", introduire de même le principe de référendum, et enfin mettre en œuvre le vote des femmes<sup>104</sup> ».

La crise économique venue des États-Unis avait brouillé les cartes et les hommes politiques français eurent du mal à s'adapter aux circonstances. L'impact du *Krach* fut catastrophique pour la France. La production industrielle chuta de 31 % par rapport au niveau de 1929. Entre 1930 et 1933, le revenu national baissa de 30 %. Le gouvernement a réagi en prônant une grande orthodoxie économique, il s'en suivit donc de grandes compressions budgétaires, particulièrement dans l'armée (entre 1931 et 1934, la France a réduit son budget militaire d'un quart<sup>105</sup>). Le gouvernement se refusa cependant à baisser le franc et à accepter un déficit. La France n'abandonna l'étalon or qu'en juin 1936, alors que le Royaume-Uni le fit dès 1931 et les États-Unis en 1933<sup>106</sup>. De plus, l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 ajouta à la confusion française, y compris en politique intérieure<sup>107</sup>.

Les gouvernements ne tenaient qu'à un fil. Par exemple, celui d'Édouard Daladier de 1934 ne dura guère. Suite à l'affaire Stavisky<sup>108</sup>, il y eut la célèbre émeute du 6 février 1934, sur la Place de la Concorde à Paris. Au lendemain de ces scènes de violence, le gouverne-

---

<sup>102</sup> Jackson. *Op. Cit.*, p. 74

<sup>103</sup> Tellier. « Paul Reynaud et la réforme de l'État en 1933-1934 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 78 (2003), p. 60

<sup>104</sup> *Ibid.*, pp. 61-62

<sup>105</sup> Jackson. *Op. Cit.*, p. 67

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 73

<sup>107</sup> Consulter l'ouvrage très clairvoyant pour son époque Taylor. *Op. Cit.*, 357 pages. L'auteur y constate l'incompréhension que suscita le Führer chez ses voisins.

<sup>108</sup> Voir à cet effet : Blandin. *Op. Cit.*, p. 110

ment saisit mieux l'urgence d'un changement, l'inaction risquant de coûter jusqu'à la République elle-même. Le 9 février, le gouvernement Daladier tomba et tous se tournèrent vers André Tardieu, dont les idées de réforme s'apparentèrent de plus en plus à un programme politique viable de renforcement de l'État<sup>109</sup>.

Les troubles économiques et sociétaux eurent de graves répercussions dans l'arène politique française. La III<sup>e</sup> République, un régime parlementaire, démontrait ses faiblesses en temps de crise. Des hommes comme Paul Reynaud l'avaient compris, mais changer la situation n'était guère aisé. La population générale, de même que les intellectuels, de tous les horizons idéologiques, critiquaient, plus ou moins durement, les institutions nationales. Dans de telles circonstances, on pouvait prendre des paris sur le nombre de semaines qu'un gouvernement allait durer. Le cynisme était très présent dans le monde politique français et dans la presse.

La conjoncture internationale, quant à elle, était encore plus délicate et complexe. Si la situation intérieure française n'était guère aisée, ses relations avec l'étranger n'allaient pas non plus en se simplifiant. Depuis 1919, il y avait une quête de sécurité de part et d'autre. Chacun tentait de défendre son pays, ce qui est normal, mais les moyens d'y parvenir pouvait varier énormément selon le moment. La première moitié des années trente fut fort active diplomatiquement entre Paris et Moscou, et il convient d'en dresser les grandes lignes.

### **III. Les relations franco-soviétiques, ou la schizophrénie diplomatique**

#### **1. Une méfiance variable**

La situation intérieure reflétait celle de l'extérieur, notamment celle des relations troublées de la France avec ses voisins, alliés ou non. L'Esprit de Locarno<sup>110</sup> était toujours présent, mais la situation n'était plus celle de 1925. Cette France craignait la revanche allemande, malgré le pacte rhénan, qui devait garantir le *statu quo* sur la question des frontières. Elle était même persuadée que ce jour allait arriver, mais luttait néanmoins pour repousser l'échéance et, si possible, éviter une nouvelle guerre. Des hommes tels qu'Aristide

<sup>109</sup> Tellier. *Op. Cit.*, p. 64

<sup>110</sup> Pour plus d'information, consulter : Adamthwaite. *Op. Cit.* p. 103

Briand ou Gustav Stresemann avaient mis beaucoup en œuvre pour ce faire. La situation se compliqua cependant durant les années trente, après les départs des Briand, Stresemann et autres politiciens du même esprit.

Le spectre d'une nouvelle guerre hantait les Français de tous rangs, de tous âges. Le pacifisme atteignit son apogée en 1934, avec le Rassemblement Universel pour la Paix, qui comptait alors 16 millions de membres en France, sur une population d'environ 38 millions<sup>111</sup>. La crainte était double. Il y avait d'une part la peur de commettre de nouveau les erreurs du passé, qui avaient mené à la guerre de 1914, et d'autre part celle de l'inaction, qui allait à coup sûr compromettre la paix en Europe, avec les risques que cela entraîne pour la sécurité du pays. Les dirigeants français durent se prêter à ce numéro d'équilibriste pendant des années, jusqu'à chuter en 1939<sup>112</sup>. Certains, comme Herriot ou Paul-Boncour, eurent tôt fait de se faire une idée sur la situation : il fallait s'entendre avec des nations partageant les craintes françaises d'une revanche allemande. La plus puissante d'entre elles était l'URSS.

Dans ce contexte, les Français se demandèrent comment traiter avec l'URSS. Sa symbolique marxiste et révolutionnaire en faisait un adversaire idéologique, mais son statut de puissance à l'Est en faisait un allié potentiel séduisant. De plus en plus durant les années trente, l'URSS fut perçue comme un État « normal », correspondant aux mêmes critères que les autres<sup>113</sup>. Elle défendait ses intérêts nationaux, comme la France défendait les siens. On assista même à la création d'un nationalisme soviétique, malgré la volonté internationaliste du communisme. En novembre 1933, l'ambassadeur français à Moscou, Charles Alphan, écrivit au Quai d'Orsay que l'URSS avait vu naître un « nationalisme et [...] un impérialisme soviétique sous couvert de rhétorique marxiste<sup>114</sup> ». L'ambassadeur britannique Lord Chilton constata la même chose en décembre 1933, quand il proclama que le nationalisme soviétique était « presque aussi fort que le nationalisme de l'époque tsariste<sup>115</sup> ». Force était de reconnaître le pragmatisme soviétique, ce que les Français eurent du mal à faire. Quant aux dirigeants britanniques, ils furent persuadés, pour la plupart, jusqu'en

---

<sup>111</sup> Jackson. *Op. Cit.*, p. 72

<sup>112</sup> Voir à ce sujet : Carley. 1939... 362 pages

<sup>113</sup> Pinet. *Op. Cit.*, p. 14

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> Traduction libre. *Ibid.*, p. 15



1941 que les Soviétiques jouaient un double jeu<sup>116</sup>. L'Union soviétique n'était pas le fronton du communisme, mais un État plein et entier, il s'agissait de s'en rendre compte.

Le rapprochement politique passait par l'entente économique, et là les deux pays partaient de loin. Avant même le début d'éventuelles négociations, la France avait des attentes vis-à-vis de l'URSS. Les Soviétiques avaient été fermes concernant la dette que la Russie tsariste détenait envers la France et d'autres pays, estimant qu'ils n'avaient pas à honorer toutes les dettes du Tsar<sup>117</sup>. Ils avaient entamé des négociations, mais sans qu'une réelle entente n'en surgisse. À titre d'exemple des difficultés à établir des liens économiques entre Paris et Moscou, il convient cependant de rappeler qu'en 1913, la Russie représentait 3,6 % du commerce extérieur français, tandis que la France occupait 5,1 % du russe. Ces chiffres ne furent toujours pas atteints en 1934<sup>118</sup>. Le retour aux affaires était quelque peu ardu, mais des efforts furent consentis de part et d'autre.

Lors de la reconnaissance de l'URSS par la France, le 28 octobre 1924 (par le gouvernement d'Édouard Herriot, sous le premier Cartel des gauches), quatre conditions préalables à la signature d'un éventuel accord commercial furent énoncées : la reconnaissance par l'URSS des dettes tsaristes envers les particuliers français, l'indemnisation d'anciens propriétaires de biens en Russie nationalisés, l'annulation réciproque des réparations et réclamations pour dommages de guerre (l'URSS exigeait une indemnisation pour les dégâts causés par la France durant la guerre civile) et la non-intervention de l'URSS dans les affaires françaises, y compris par la propagande du Komintern<sup>119</sup>. Bien entendu, la France devait souscrire aux mêmes termes à l'égard de l'URSS.

Le commissaire du Peuple aux Affaires étrangères soviétique Maxim Maximovich Litvinov, arrivé à ce poste en 1930, voyait le Komintern comme une gêne pour sa politique de rapprochement avec la France. Peu à peu, ses interlocuteurs français et britanniques prirent conscience de cela. Le facteur qui allait pousser au rapprochement malgré cela fut l'arrivée d'Hitler au pouvoir, confirmant les craintes françaises, mais nous devançons notre propos. Les changements fréquents de gouvernement en France ne simplifiaient pas les

---

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 12

<sup>117</sup> Jeannesson. « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) ». *Histoire, économie & société*, vol. 19, n° 3 (2000), p. 411

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 413

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 415

choses, chaque président du Conseil ayant son opinion sur le rapprochement avec l'URSS. Succinctement : André Tardieu y était hostile, Édouard Herriot y était favorable, Édouard Daladier et Pierre Laval y étaient réfractaires. Les variations furent moindres au Quai d'Orsay, mais ce dernier suivait une voie parallèle à celle du gouvernement<sup>120</sup>. Son secrétaire général jusqu'en 1932, Philippe Berthelot, ayant une excellente compréhension des relations internationales et des hommes qui les menaient, fut l'un de ceux qui travailla sur la conciliation économique franco-soviétique et, par conséquent, sur le réamorçage des discussions politiques entre les deux pays<sup>121</sup>.

L'idéologie politique nuisait souvent à la sagacité des décideurs. La droite conservatrice française était, dans sa majorité, opposée à un rapprochement avec l'URSS, la gauche l'acceptait, le centre également — car il le jugeait nécessaire, surtout après 1933 —, cela se reflétera dans les journaux que nous analyserons. Presque tous étaient d'accord sur le fait que « rien ne devrait être signé qui remît en cause la politique de rapprochement entre la France et ses alliés d'Europe centrale et orientale<sup>122</sup> ». Le monde politique français ne parvenait pas à s'entendre. En plus des divergences d'idéaux, il y avait la crainte de contrarier des alliés, particulièrement le Royaume-Uni, qui auraient vu d'un mauvais œil un pacte signé avec l'URSS. Le remplaçant de Berthelot en 1932, Alexis Léger, fit part de cette appréhension à l'ambassadeur soviétique à Paris, V. S. Dovgalevsky (puis V. P. Potemkin à partir de 1934)<sup>123</sup>. De plus, il y avait une guerre intestine entre les services civils et militaires français, ce qui nuisit aux relations et à leur compréhension de la situation<sup>124</sup>.

L'URSS fit le premier pas de rapprochement économique au travers de la Nouvelle Politique Économique, ou NEP (*Novaia Ekonomitcheskaïa Politika*), un retour limité de l'économie de marché, institué par Lénine en 1921<sup>125</sup>. Les Français pouvaient traiter avec des coopératives, directement dépendantes du gouvernement soviétique, et ce, dès 1921. Ils le firent, avec l'approbation du gouvernement français, trois ans avant la reconnaissance officielle. Sur ce plan, l'économie avait devancé le politique. Néanmoins, ce système ne connut

---

<sup>120</sup> Narinski *et coll. Op. Cit.*, p 62

<sup>121</sup> Voir sur Berthelot : Barré. *Le seigneur-chat : Philippe Berthelot, 1866-1934*. Paris, Plon, 1988, 433 pages. et Carley. « Soviet... », pp. 295-346.

<sup>122</sup> Narinski. *Op. Cit.*, p 61

<sup>123</sup> Carley. « Soviet... », p. 325

<sup>124</sup> Voir à cet effet : Jackson. *Op. Cit.*, pp. 54-69

<sup>125</sup> Malia. *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*. Paris, Seuil, 1999, p. 208

guère de succès, les conditions soviétiques étant trop sévères et les investisseurs français trop frileux. Les commerçants français ne pouvaient rien négocier, ne pouvaient avoir de crédit et l'URSS payait en différé, provoquant l'avortement de ce système<sup>126</sup>. Malgré tout, cette initiative soviétique eu le mérite de relancer les discussions économiques avec la France, il s'agissait ensuite de trouver un terrain d'entente sur le long terme.

La proportion du commerce soviétique en France passa de 1,44 % en 1926 à 2,33 % en 1933. Bien que faible en soi, ce chiffre représente une augmentation de 62 % sur sept ans, ce qui n'est pas négligeable. Il faut aussi remarquer la continuité du déficit commercial de la France vis-à-vis de l'URSS, ce dernier doublant proportionnellement entre 1930 et 1933. Cela faisait partie des multiples problèmes à régler avec l'Union soviétique<sup>127</sup>.

La structure de l'économie soviétique était étrange pour les hommes d'affaires et les politiciens français. Le Commissariat du peuple au commerce intérieur et extérieur devait amener l'harmonie entre la production, la consommation, le stockage des denrées et la gestion interne. Il s'efforça de faire cela entre 1925 et 1930, notamment en annulant la *NEP* en 1928, sous la pression de Staline. Le lancement du premier Plan quinquennal de Staline en 1928 est à l'origine de la création du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur en 1930, démontrant une volonté de rupture. Le commerce intérieur soviétique avait évacué tout capitalisme, et s'orientait vers une structure dite du *kontrol*<sup>128</sup>, alors que le commerce extérieur devait en préserver les grandes lignes pour fonctionner, d'où la création de ce commissariat dédié au commerce avec l'étranger<sup>129</sup>.

Cette attitude est révélatrice des intentions soviétiques en matière de relations économiques. L'URSS était prête à sacrifier certains aspects de sa doctrine afin de promouvoir son commerce international et, par extension, sa diplomatie. De fait, nous verrons dans cette étude que l'URSS des années trente ne manquait ni de souplesse ni de réalisme. La distinction entre marchés extérieur et intérieur était claire en Union soviétique, et des signes annonciateurs avaient été présents dès le début des années vingt. En cela, on pourrait voir un pragmatisme contrastant avec la rhétorique implacable du régime. S'il peut appa-

<sup>126</sup> Jeannesson. *Op. Cit.*, p. 420

<sup>127</sup> Institut national de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer. *Annuaire statistique de la France*. Paris, Vol. 44 à 50, 1928-1934

<sup>128</sup> Randall. *The Soviet Dream World of Retail Trade and Consumption in the 1930s*. (Coll. Consumption and Public Life). New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 112

<sup>129</sup> Smith. *Soviet Foreign Trade: Organization, Operations, and Policy, 1918-1971*. New York, Praeger, 1973, p. 116

raître évident que les propos tenus lors d'un discours politique doivent être pris au second degré, la peur du communisme et la déconsidération française envers l'URSS nuisent aux efforts des dirigeants français pour trouver des accords avec Moscou. Des hommes tels que Herriot, Paul-Boncour et Barthou durent redoubler d'adresse pour contourner ces divers obstacles.

La situation stagna jusqu'en 1928, malgré les efforts de certains. Jacques Seydoux, qui travaillait alors aux relations commerciales du Quai d'Orsay, suggéra de ne pas subordonner les actions économiques aux actions politiques, mais de les faire fonctionner ensemble, et ce très tôt. En 1926, il proposa une solution d'entente qui avait de quoi choquer :

il suffit, entre deux pays qui n'ont d'argent ni l'un ni l'autre, de trouver un artifice qui permette quand même à la Russie de dire qu'elle reçoit de la France une aide financière, et de dire aux porteurs et anciens propriétaires français en Russie qu'ils ont reçu les dédommagements auxquels ils ont droit<sup>130</sup>.

On peut voir la chose comme une sorte de plan Dawes pour l'URSS. Seydoux estimait qu'une fois l'engrenage débloqué, le problème politique s'effacerait devant les réalités économiques. Ce faisant, les deux pays reprendraient des relations normales et pourraient collaborer à tous les niveaux. Malheureusement, ses propositions demeurèrent lettre morte.

## 2. Des efforts parfois récompensés

Les négociations commerciales, et donc politiques, reprirent en 1929-1930, malgré d'inévitables conflits. Des deux côtés, il y avait des hommes de bonne volonté, désireux de voir la France et l'Union soviétique s'entendre. L'appât du profit aidait la chose, car de bonnes relations commerciales signifiaient des bénéfices pour les entreprises, ce dont la France avait grand besoin, mais le revif révisionniste allemand des années trente offrit un autre stimulus : la peur.

La dernière crise fut celle de l'automne 1930, quand la France imposa des mesures protectionnistes suite à la crise économique. Le gouvernement imposa donc des quotas sur le lin, le bois et le blé russes, ce qui ne plut guère à Moscou. En revanche le pétrole, qui re-

---

<sup>130</sup> Jeannesson. *Op. Cit.*, p. 421

présentait 75% des achats français en URSS, ne fut pas touché par cette mesure<sup>131</sup>. Il fallut attendre qu'Armand Briand rencontre personnellement l'ambassadeur Dovgalevsky pour que les choses d'arrangent<sup>132</sup>. Néanmoins, cela marqua le début d'un renouveau économique et diplomatique qui allait durer jusqu'en 1935. Dès le 5 juin 1931, Armand Briand s'entretint avec Litvinov pour discuter d'un pacte de non-agression entre la France et l'URSS, ainsi que pour conclure des accords commerciaux<sup>133</sup>. Le 10 août, l'ambassadeur Dovgalevsky reçut une première mouture du pacte en question des mains du secrétaire général du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot.

Du côté soviétique, Litvinov était pressé de conclure une entente. 1932 fut une année fort importante pour les négociations. Le ministre soviétique perçut le péril que représentaient les nazis et mit l'accent sur le rapprochement avec la France. Le négociateur soviétique en France fut averti par le diplomate soviétique Semen B. Chlenov que le nouveau gouvernement Herriot, élu en juin 1932, était plus ouvert à une entente<sup>134</sup>. Le pacte de non-agression fut finalement signé le 29 novembre 1932. L'URSS s'engagea également à ne pas recourir à la force pour résoudre ses différends avec la Roumanie. Le pacte fut approuvé le 16 mai 1933 par la Chambre à Paris, avec 554 voix pour, 41 abstentions et un vote contre d'André Tardieu<sup>135</sup>. Les militaires pro-rapprochement — dits de la « maison Foch » opposée à la « maison ÉMA » (État-Major de l'Armée) — saisirent l'occasion pour tenter d'établir des liens fermes avec Moscou. Ainsi, le colonel Marie Joseph Edmond Mendras fut envoyé à Moscou avec le titre d'attaché militaire, sous la supervision du colonel Jean de Latre de Tassigny<sup>136</sup>.

Les Soviétiques n'étaient cependant pas dupes. Comme l'affirme Carley :

Dans les années 1930, les ambassadeurs soviétiques furent les témoins de l'effondrement de la France en tant que grande puissance, bien qu'ils en eurent perçu des signes dès la décennie précédente. Cet effondrement résultait de l'échec du leadership français, de la fragilité économique, d'une admiration pour le pouvoir nazi, de la peur d'une guerre et d'une révolution socialiste et d'une subordination à la politique britannique<sup>137</sup>.

<sup>131</sup> *Ibid.*, pp. 423-424

<sup>132</sup> Carley. « Soviet... », p. 311

<sup>133</sup> Narinski *et coll. Op. Cit.*, p 33

<sup>134</sup> Carley. « Soviet ... », p. 312

<sup>135</sup> Narinski *et coll. Op. Cit.*, p 34

<sup>136</sup> *Ibid.*, p 68

<sup>137</sup> Traduction libre. Carley. « Soviet... », p. 336

Litvinov rappelait sans cesse à ses interlocuteurs français ce qu'Hitler avait écrit dans *Mein Kampf*, la France et l'URSS y étant décrites comme les principaux adversaires de l'Allemagne<sup>138</sup>. Pour lui, la question n'était plus de savoir si Hitler allait attaquer, mais où et quand il allait le faire. Dans ce climat, une entente avec la France était vitale. Dovgalevsky — puis son successeur Potemkin — travaillait en ayant cette idée en tête<sup>139</sup>.

Les ententes de 1932 remirent le train de la diplomatie franco-soviétique sur ses rails. L'arrivée de Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933 et sa politique du premier semestre de cette année vinrent accélérer tout cela. Ce faisant, les échanges entre Paris et Moscou prirent encore plus d'importance, ce qui se refléta dans les liens entre les deux pays et, comme nous le verrons, dans la presse.

### 3. 1933-1934, confrontation et espoir

La question de la valeur militaire de l'URSS se posait encore en 1933 et hantait les militaires, certains firent cependant des démarches pour que tombe l'illusion de l'inefficacité de l'Armée rouge. Le 14 février 1933, le colonel Jean de Lattre de Tassigny, écrivit au général Maxime Weygand (tous deux favorables au rapprochement) que l'URSS modernisait rapidement son armée, pour « développer son instruction et accroître ses capacités manœuvrières<sup>140</sup> », lui-même évoque le pacte de non-agression comme une commodité pouvant servir le rapprochement militaire et l'envoi d'un attaché militaire français de haut calibre à Moscou. La montée en puissance de l'hitlérisme est également un facteur de rapprochement militaire, ce que certains officiers avaient vite compris.

Le gouvernement recevait cependant des appels à la prudence, ce qui se reflète dans la presse, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. À en croire David Burigana, le Deuxième Bureau et l'armée saisirent dès 1930 l'importance de mieux comprendre l'Armée rouge et le processus fut enclenché sérieusement en 1932. En 1933, leurs inquiétudes diminuèrent peu à peu. Si la coopération éventuelle entre les états-majors allemands et soviétiques demeura une question d'actualité jusqu'à l'été 1933, la valeur de l'Armée rouge, elle, fut réévaluée pour le mieux<sup>141</sup>. Malgré tout, et cela se voit aussi chez l'historien Peter Jack-

---

<sup>138</sup> Consulter : Hitler. *Mein Kampf*. Trad. Ralph Manheim, Houghton Mifflin Company, Boston, 1971, 694 pages

<sup>139</sup> Carley. « Soviet... », p. 315

<sup>140</sup> Burigana. *Op. Cit.*, p. 30

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 32

son<sup>142</sup>, le Deuxième Bureau (les services de renseignement français) préconisa constamment la prudence. Il n'est cependant pas contre l'idée d'un rapprochement militaire. De son côté, Moscou se posait également des questions sur la fiabilité française, elle en reçut la démonstration en 1939.... Le portrait que l'on dresse de l'URSS après l'arrivée du nazisme est plus exact que celui que l'on dressait avant celle-ci. On ne la vit plus comme une puissance idéologique et bornée, une image qui était fautive de toute façon. Il y avait cependant une appréhension de toute négociation avec l'URSS. À titre d'exemple, les militaires français dépêchés en URSS se réjouissaient souvent de ce qu'ils y découvraient, en terme de qualité technique, mais leurs rapports ne parvenaient pas toujours jusqu'aux bureaux des ministres, étant filtrés par l'état-major, opposé au rapprochement militaire et qui désirait fausser l'impression du gouvernement<sup>143</sup>.

Il y avait également un problème d'opacité entre la France et l'URSS. De toute évidence, l'information sur leurs capacités économiques et militaires ne circulait pas bien entre les deux pays, malgré les efforts de Litvinov pour faciliter le dialogue. Ses homologues français, pour leur part, n'était guère volubiles quant aux capacités françaises. L'une des questions soulevées par les conseillers français et britanniques (qui communiquent entre eux régulièrement) était la capacité de l'URSS à survivre économiquement, et pas seulement militairement, à un conflit. S'il est acquis en 1933 en France que l'URSS fait des efforts considérables en matière militaire, même si leur échelle exacte est dure à évaluer, il est difficile de savoir comment le pays supporterait une guerre. L'inquiétude est entre autres soulevée par des agents britanniques qui mettent en garde contre un risque de voir l'organisation soviétique s'écrouler en cas de conflit, ou être incapable de le gérer convenablement<sup>144</sup>. Malgré tout cela, le ministre Paul-Boncour<sup>145</sup> poursuivit ses efforts de rapprochement. Il fut bien inspiré sur la fiabilité soviétique, car ce n'est pas Moscou qui tomba face aux Allemands, mais Paris.

La même prudence s'observe dans les questions concernant l'Allemagne. Jamais la France ne s'est opposée officiellement à la moindre de ses actions avant 1939. Cela découle, en partie, des problèmes internes de la prise de décision en France et du manque de com-

---

<sup>142</sup> Jackson. *Op. Cit.*

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 38

<sup>144</sup> Pinet. *Op. Cit.*, p. 49

<sup>145</sup> Il fut président du Conseil du 18 décembre 1932 au 31 janvier 1933, et Ministre des Affaires étrangères du 18 décembre 1932 au 30 janvier 1934.

munication entre les différents services de défense (Deuxième Bureau et armée) et politiques (Quai d'Orsay et gouvernement). Souvent les informations circulent mal, sont mal interprétées et parfois même déformées. Cela retarde d'autant plus la prise de décision. Et quand bien même celle-ci serait prise, comme dans le cas de l'URSS à partir de 1932, ce sont les négociations qui se voient retardées. De plus, le cadre de la SDN rendait les négociations bilatérales plus compliquées, d'où l'intérêt pour Paul-Boncour, qui opère dans ce cadre, que l'URSS la rejoigne en 1934 (il lui demanda en décembre 1933). Le ministre français témoignait par ce geste d'une réelle volonté d'utiliser le système à son avantage, ce qui n'était pas chose facile.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir fut un moment dramatique dans l'histoire des relations internationales, particulièrement pour les pays d'Europe occidentale. Dans l'espoir d'améliorer ses relations avec la France et d'apaiser les tensions, Mussolini lança le projet du Pacte à Quatre, qui fut signé le 15 juillet 1933 à Rome entre la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne<sup>146</sup>. Bien que le Pacte ne fût pas très contraignant, il rendait les discussions avec l'URSS plus compliquées encore. Une entente avec cette dernière pouvant contrarier énormément le Royaume-Uni et l'Italie — sans parler de l'Allemagne —. La crainte d'une désapprobation, voire d'un changement radical de la situation dans les relations franco-britanniques terrifiait les principaux dirigeants français. Édouard Daladier<sup>147</sup> voyait également dans le Pacte un moyen de contraindre l'Allemagne à accepter le principe du désarmement et à renforcer les accords de Locarno. Encore une fois, le concept de la sécurité collective dominait les esprits, tout devait être multilatéral. L'URSS n'approuva pas la chose, voyant le pacte comme un « front anticommuniste », un rapprochement des grands capitalistes occidentaux pour sauver leur système<sup>148</sup>. Néanmoins, les Soviétiques voulaient se rapprocher des Puissances occidentales désireuses d'éviter une nouvelle guerre, ce que des hommes comme Jean Payart, chargé d'affaires à l'ambassade française à Moscou, saisirent.

Cela n'empêcha pas la reprise des négociations économiques franco-soviétiques de l'été 1933, secrètes jusqu'en septembre à la suite des demandes répétées de Litvinov. Encore une fois, l'ambassadeur Alphand faisait tout pour faciliter les négociations, il écrivit

---

<sup>146</sup> Jackson. *Op. Cit.*, p. 62

<sup>147</sup> Président du Conseil du 31 janvier 1933 au 26 octobre 1933.

<sup>148</sup> Narinski *et coll. Op. Cit.*, p 36



des lettres au ministre Paul-Boncour pour l'aider dans sa démarche visant à convaincre les indécis ou les opposants du gouvernement français<sup>149</sup>. Il y avait deux courants de pensée en France : le rapprochement avec l'Allemagne, ou celui avec l'URSS. Dans les deux cas, on voulait préserver la sécurité de la France. Paul-Boncour voulait le rapprochement avec l'URSS, mais sans s'attirer les foudres allemandes. Daladier, quant à lui, était plus méfiant vis-à-vis de l'Union soviétique, et l'instabilité ministérielle française ne facilitait pas la réalisation d'un travail cohérent de rapprochement avec l'URSS. Le travail de Joseph Paul-Boncour et de Louis Barthou<sup>150</sup> fut cependant salué par Litvinov en 1934, car il allait dans le sens de ce qu'il préconisait depuis des années<sup>151</sup>.

Après de longs mois de négociations, la France et l'Union soviétique signèrent un traité commercial provisoire le 11 janvier 1934, permettant à l'URSS d'exporter plus de charbon et de bois en France, en échange de quoi celle-ci obtint plus de garanties sur les commandes soviétiques, des tarifs préférentiels et l'immunité diplomatique de la mission commerciale française en URSS<sup>152</sup>. Cela permit également à la France de réduire son déficit commercial vis-à-vis de l'URSS. Plus important encore, cet accord rendait les discussions politiques réalisables, pour aboutir au pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique de mai 1935<sup>153</sup>. Bien que peu contraignant, ce pacte favorisait le rapprochement. Les années qui le suivirent furent cependant celles de l'échec des relations internationales occidentales, qui aboutirent à la Seconde Guerre mondiale.

#### 4. De la politique à la presse

Les années allant de 1932 à 1935 furent le théâtre d'évolutions majeures dans les relations internationales en Europe, particulièrement pour la France. Tenaillée entre la crainte d'une nouvelle guerre, une situation économique précaire et une situation évoluant rapidement, cette France manquait de fermeté et de vigueur. Si certains de ses dirigeants avaient une excellente lecture des événements et des opinions tranchées, ils n'étaient que des officiers au sein d'un navire gigantesque mû au moyen de pagaies. Un déplacement lent et difficile à contrôler.

<sup>149</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #404

<sup>150</sup> Ministre des Affaires étrangères du 9 février 1934 au 8 novembre 1934.

<sup>151</sup> Lacroix-Riz. *Op. Cit.*, p. 202

<sup>152</sup> Carley. « Five Kopecks for Five Kopecks. Franco-Soviet Trade Relations, 1928-1939 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 33, n° 1 (1992), p. 41

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 46

La grande question était : que faire de l'Allemagne ? Ce pays inspirait la crainte d'un nouveau 1914-1918, d'être saigné à blanc de nouveau et d'être soumis. La France redoutait cela, mais elle n'était pas seule. L'URSS, pays alors jeune, était désireuse de s'affirmer comme puissance européenne, comme l'était la Russie tsariste. Pays unique en son genre, il suscitait la curiosité. Or, aucun autre pays continental n'était aussi concerné par la situation en Allemagne que l'URSS et la France, il y avait donc de quoi travailler.

Comme nous l'avons vu, les questions économiques étaient l'antichambre des discussions politiques. Les deux choses étaient intimement liées. Cela touchait plusieurs niveaux : l'État, désireux d'améliorer la situation globale du pays, et les industriels, en quête de profits. Une fois cette fondation en place, il était moins ardu de discuter d'ententes diplomatiques, voir d'alliance. Exposés à une Allemagne en pleine mutation, à une Grande-Bretagne méfiante, à des États-Unis absents, les dirigeants français se retrouvèrent divisés sur la question soviétique. Malgré tout, en 1933, les choses s'améliorèrent pour aboutir au pacte de 1935.

Un dernier obstacle se dressait devant les diplomates : l'opinion publique. En France, elle était en bonne partie anticommuniste et exacerbée par une presse conservatrice française majoritairement vindicative et virulente. Carley cite le mécontentement de Litvinov à l'égard de la presse française : « Nous avons eu de mauvaises expériences avec les journalistes français, dont le manque de scrupule dépasse tout ce que nous connaissons chez les journalistes étrangers<sup>154</sup> ». Difficile de mieux traduire la pensée soviétique sur le sujet, tant les journaux français pouvaient s'avérer acrimonieux et rampants devant l'argent.

Si nous avons ici fait un survol de la situation, il convient maintenant de l'insérer dans le cadre de la presse française, celle-là même que critique le Commissaire soviétique Litvinov. Où se situait-elle par rapport au gouvernement français ? Quelles opinions politiques reflétait-elle ? Quels intérêts servait-elle ? C'est sur ces questions et celles qui gravitent autour d'elles que se penchent les deux prochains chapitres de notre étude.

---

<sup>154</sup> Traduction libre. Carley. « Soviet... », p. 310

---

## CHAPITRE II

---

### LE PRÉLUDE AU NAZISME ET LES EFFORTS SOVIÉTIQUES



## LE PRÉLUDE AU NAZISME ET LES EFFORTS SOVIÉTIQUES

---

### I. De l'incompréhension au rapprochement

L'étude d'une perception journalistique peut être révélatrice de bien des aspects d'une politique et d'une société. Il s'agit de comprendre une pensée dans une époque donnée. L'étude littéraire est souvent perçue comme étant un baromètre de la philosophie et du contexte global d'une époque. Celle de la presse permet de remettre les choses dans leur contexte, dans leur immédiat. Les journalistes ne ressassaient pas leurs articles pendant des mois ou des années, ils les écrivaient dans les heures suivant un événement. C'est cette spontanéité qui, mise sur le long terme, rend une étude de presse si pertinente à l'analyse historique d'une époque.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'historiographie des relations franco-soviétique a subi un bouleversement majeur au cours des années 1990. Des historiens comme Michael J. Carley, David Burigana, Geoffrey Roberts, Sabine Dullin, Frédéric Dessberg ou Annie Lacroix-Riz<sup>1</sup> ont scruté des archives nouvellement accessibles pour parvenir à des conclusions parfois surprenantes. Le préjugé négatif vis-à-vis de l'URSS, si souvent présent dans les études occidentales du fait des relations politiques Est-Ouest d'avant 1991, tend à s'évanouir. Si beaucoup de travail a été réalisé sur l'URSS, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, il a principalement porté sur les sphères politiques et économiques. L'aspect journalistique y a été incorporé, mais pas étudié pour ce qu'il était.

Nous posons ici des questions sur les sources journalistiques, sur les diverses influences que subissent les journaux, sur leur méthode de travail, et sur leur poids vis-à-vis de leur lectorat. En étudiant l'évolution de la perception qu'eurent quatre journaux français très différents sur l'URSS, nous proposons un échantillon d'analyse qui permet de mieux cerner une période, comment elle fut vécue et comment fonctionne le système de l'information. Bien que ce mémoire se concentre sur l'histoire, sur des articles de journaux rédigés plus de soixante-quinze ans avant son écriture, il ne serait pas inintéressant de faire des parallèles avec les systèmes financiers, politiques et médiatiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais cela revient au lecteur et non à l'historien.

---

<sup>1</sup> Voir bibliographie en fin de document

La période sur laquelle se concentre ce second chapitre va de l'été 1932 au printemps 1933. Tel que vu précédemment, il s'agit d'une période de changements majeurs dans les affaires internationales européennes. Les relations franco-soviétiques y ont évolué, principalement avec la signature du pacte de non-agression en novembre 1932. La situation en Allemagne a radicalement changé avec l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et la mise au pas de l'État allemand dans les mois qui suivirent, un processus appelé la *Gleichschaltung*<sup>2</sup>, qui peut se traduire par « nivellement » ou « aplanissement » (à ne pas traduire littéralement par « coordonner » dans ce contexte). La presse a bien évidemment suivi et analysé tout cela.

La France fera donc face à des changements majeurs chez ses voisins. D'un côté, elle se rapproche de l'Union soviétique, pour les raisons évoquées dans le premier chapitre et qui seront abordées de nouveau dans l'analyse. D'un autre, son adversaire *de facto*, l'Allemagne, se dote d'un régime totalitaire, brutal et tourné vers l'agression. Comment le gouvernement français a-t-il géré la situation ? Comment les journaux ont-ils relayé l'information ? Mais surtout, pourquoi tel ou tel point de vue a-t-il été adopté ? C'est là l'objet des prochaines pages de cette étude.

---

<sup>2</sup> Voir à cet effet : Kershaw. *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Jacqueline Carnaud. (Coll. Folio Histoire). Paris, Gallimard, 1997, 536 pages. et Klemperer. *LTI, la langue du III<sup>e</sup> Reich*. Leipzig, Albin Michel, 1996, 375 pages.

## 1. Le questionnement du gouvernement et l'incrédulité de la presse

La situation de 1932 n'est plus celle de 1930. Les différends politico-économiques franco-soviétiques vont en s'arrangeant, tandis que le contexte politique en France et en Allemagne est des plus instables. Il n'est plus question de quotas sur les importations soviétiques, mais bien d'une reprise des échanges. Dans un tel cas de figure, un rapprochement politique entre la France et l'Union soviétique semble possible. Il est facilité par l'arrivée au pouvoir et aux Affaires étrangères et à la présidence du Conseil d'Édouard Herriot, un radical favorable au rapprochement avec l'URSS en poste jusqu'au 18 décembre 1932<sup>3</sup>. Si le pacte de non-agression franco-soviétique fut signé le 29 novembre, les négociations durèrent des mois et tournèrent principalement autour de problèmes économiques.

Suite à la crise franco-soviétique de 1930, évoquée dans le premier chapitre, les affaires reprurent et la part soviétique dans le commerce français remonta, comme nous l'avons vu précédemment. Cela favorisa le retour d'une situation presque normale, au plan diplomatique, entre les deux États. L'été 1932 marqua le début de nouvelles discussions franco-soviétiques, auparavant les relations avaient été trop tendues<sup>4</sup>. Les efforts de Litvinov ainsi que la bonne volonté de Herriot portaient leurs fruits, il s'agissait maintenant d'aboutir à une première entente qui pouvait former la base d'un réel rapprochement.

La presse de l'époque ne portait pas toute son attention à l'Union soviétique, ses yeux étaient rivés outre-Rhin. L'Allemagne vivait alors une période tumultueuse, marquée par l'instabilité politique et le regain du révisionnisme, le parti nazi ayant obtenu 43,9 % des voix aux élections du 5 mars 1932<sup>5</sup>. Du côté du gouvernement français, cela occasionne une certaine peur qui favorise le rapprochement franco-soviétique, malgré la grande réticence de la droite conservatrice française. Celle-ci demeura une constante durant toutes les années trente, et cela se ressent dans sa presse, comme nous le verrons<sup>6</sup>.

C'est également la période de la conférence sur le désarmement, qui se tenait à Genève. Celle-ci soulève les passions et les craintes de toute l'Europe. Elle amène l'espoir d'un avenir sans guerre, tant souhaité et défendu par des hommes comme Aristide Briand, mais

---

<sup>3</sup> Carley. « Behind Stalin's Moustache: Pragmatism in Early Soviet Foreign Policy, 1917-41 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (2001), p. 166

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Longerich. *Stichwort 30. Januar 1933*. München, Heyne, 1992, p. 64

<sup>6</sup> Haas. *Op. Cit.*, p. 59

elle souligne l'échec de la conciliation au travers de ses négociations s'éternisant et des dialogues de sourds qui en émergent. Elle témoigne de l'impuissance de la Société des Nations à régler les problèmes internationaux, un état de fait qui hanta les relations extérieures françaises durant toutes les années 1930.

Concernant l'URSS, *Le Figaro* dénote un manque d'intérêt assez impressionnant. La question soviétique n'est que rarement abordée, et le plus souvent pour traiter des troubles internes du pays communiste. Ils sont couramment rapportés depuis la presse étrangère, le plus souvent polonaise. On met l'accent sur l'anodin, le fait divers déconcertant. Citons en exemple un article du *Figaro* qui souligne la pauvre existence d'enfants errant et mendiant à Leningrad<sup>7</sup>. La question des négociations avec la France ne fait pas encore l'objet d'une réelle couverture au *Figaro*, ce dernier se concentrant beaucoup plus sur l'activité à Genève et à Berlin.

L'Allemagne hante les journalistes du *Figaro*, et c'est tout son peuple qui y est condamné en tant qu'ennemi héréditaire de la France. On y lit que « [l]e militarisme de la jeunesse allemande puise son aliment dans les excitations de ses maîtres actuels autant que dans son atavisme historique et philosophique<sup>8</sup> ». Le message est assez clair. Pour ce journal, l'hitlérisme est une continuation logique de ce qu'est l'Allemagne, soit un pays militariste voué tout entier à la destruction de l'ordre européen, à comprendre : la France. C'est une analyse chauvine, prônant la préparation à la guerre, et antiallemande. *Le Figaro* est le journal qui restera le plus fidèle à ses idées de 1932 jusqu'en 1934, malgré le départ de François Coty à la fin 1933<sup>9</sup>. Les autres feront preuve de plus de nuance en 1933, même *L'Humanité*.

Les relations franco-soviétiques ne sont pas étudiées pour ce qu'elles sont, mais pour les conséquences qu'elles pourraient avoir pour les relations de la France avec ses autres voisins. Dans un article de la mi-juin 1932, Gaëtan Sanvoisin s'inquiète des répercussions des négociations franco-soviétiques sur les relations franco-japonaises, le Japon et l'URSS étant en conflit diplomatique sur la question mandchoue<sup>10</sup>. Le parti pris du journal est

---

<sup>7</sup> *Le Figaro*, 13 juin 1932, p. 3

<sup>8</sup> *Le Figaro*, 11 juin 1932, p. 1

<sup>9</sup> Voir section II-1-b du 1<sup>er</sup> chapitre

<sup>10</sup> Consulter sur ce sujet : Malia. *Op. Cit.*, p. 284



transparent lorsque Sanvoisin écrit : « la mauvaise foi des Soviets n'autorise aucune confiance en leurs propositions et projets<sup>11</sup> ».

Dans le cadre international, l'URSS est représentée comme une menace, et pas seulement au travers de son idéologie. La crise en Mandchourie est présentée comme un risque croissant de guerre ouverte nippon-soviétique, or le Japon est dépeint dans *Le Figaro* comme une nation amie de la France. Le Dr A. Legendre estime la guerre peu probable, car, selon lui, l'URSS vit une crise économique — il ne précise nullement d'où lui vient cette information et n'évoque pas la crise que subit la France —, mais que ce conflit diplomatique demeure une nuisance et que la SDN devrait se montrer ferme en aidant le Japon contre l'URSS, bien qu'elle n'y siège pas encore<sup>12</sup>. Le journal insiste sur la menace soviétique, en publiant le même jour un article relatant les propos du lieutenant-colonel Kasahara, de l'armée impériale japonaise, ancien attaché militaire japonais à Moscou. Ce dernier affirme que l'URSS mobilise des troupes sur ses frontières orientales, pour se préparer en cas de conflit sino-japonais, sans pour autant favoriser son éclatement immédiat<sup>13</sup>. Opportuniste ou belliqueuse, l'Union soviétique n'a jamais la part belle au *Figaro*. Dans les documents qu'envoie l'ambassadeur de France à Tokyo à Herriot, il n'est nullement question d'un risque imminent de guerre ou de menace soviétique. Au contraire, il parle d'une entente entre le Japon et l'URSS<sup>14</sup>. Cette différence d'analyse entre *Le Figaro* et le Quai d'Orsay dans les intentions soviétiques s'applique autant à l'égard du Japon que des nations européennes, comme nous allons le voir.

*Le Temps* nuance également les risques d'un conflit nippon-soviétique. Il estime que ce ne sont que des rumeurs lancées pour des intérêts particuliers, souvent électoraux (*L'Humanité*) ou financiers et idéologiques (*Le Figaro*). Les communistes français soutiennent ces rumeurs, faisant de l'URSS une victime et proposant une action contre le Japon (nous y reviendrons en traitant de *L'Humanité*) et la droite conservatrice également, mais en inversant les rôles<sup>15</sup>. Paradoxalement, le journal s'emploie à attaquer l'image soviétique de « paradis des ouvriers » et détracte le communisme dans son ensemble. Il évoque réguliè-

---

<sup>11</sup> *Le Figaro*, 15 juin 1932, p. 1

<sup>12</sup> *Le Figaro*, 27 juin 1932, p. 12

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 3

<sup>14</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #171

<sup>15</sup> *Le Temps*, 1<sup>er</sup> juin 1932, p. 8

ment des cas de communistes en Europe occidentale et centrale arrêtés pour divers forfaits<sup>16</sup>, de même que le malheur des ouvriers étrangers partis travailler en URSS pour trouver le bonheur<sup>17</sup>. Si l'URSS est de plus en plus prise en considération pour les questions internationales, sa politique et son fonctionnement internes sont sujets à critique. En revanche, cela ne semble pas trop affecter les rapports entre les deux pays, malgré les plaintes répétées de Maxim Litvinov, ministre des Affaires étrangères soviétique, et de Valerian Dvoglevsky, ambassadeur soviétique à Paris.

*Le Temps* use d'un langage plus posé que *Le Figaro*, malgré une appréhension certaine vis-à-vis de l'URSS, qui n'est pas sans rappeler celle d'une partie du gouvernement français et du Quai d'Orsay. L'Union soviétique est alors étudiée au gouvernement français, ses intentions intéressant beaucoup Paris. L'URSS a une politique active de rapprochement avec l'Europe orientale, elle prépare des pactes de non-agression avec Bucarest et Varsovie. Paris semble être la prochaine capitale dans le collimateur moscovite. À en croire M. Dejean, ambassadeur de France à Moscou, l'URSS apprécierait l'aide française dans ses négociations avec la Roumanie et la Pologne et voudrait accélérer les négociations du pacte de non-agression franco-soviétique. Il rapporte également que ce pacte doit jouer un rôle fondamental dans l'édification de la politique soviétique à l'Ouest<sup>18</sup>. En améliorant ses relations avec Varsovie et Bucarest, Moscou vise une amélioration avec Paris.

*Le Temps* rappelle d'ailleurs que la France intervient dans les relations entre l'URSS, la Roumanie et la Pologne<sup>19</sup>. La politique de l'attente, du discernement et de la négociation prudente semble de mise au *Temps* et au Quai d'Orsay. Édouard Herriot, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a une correspondance régulière avec l'ambassadeur soviétique à Paris, Monsieur Dvoglevsky, concernant les pactes de non-agression. Si l'on traite dans ces lettres des relations entre Moscou, Varsovie et Bucarest, le véritable enjeu est le pacte franco-soviétique. Herriot veut avancer dans ce dossier, et aider l'URSS en Europe orientale, car elle doit y trouver un accord avant d'en faire un avec la France. Toutefois, l'ambassadeur soviétique se plaint des campagnes menées par les Russes blancs

---

<sup>16</sup> *Le Temps*, 5 juin 1932, p. 2

<sup>17</sup> *Le Temps*, 16 juin 1932, p. 2

<sup>18</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #42

<sup>19</sup> *Le Temps*, 20 juin 1932, p. 2

en France<sup>20</sup>. Le fait est qu'un journal comme *Le Figaro* prend régulièrement parti pour ces derniers.

La presse de gauche a un double problème. Outre qu'elle veut défendre ses idées, socialistes et communistes visent le même auditoire : les prolétaires de tous rangs, les artistes et les petits entrepreneurs. Cela entraîne une guerre fratricide et une animosité assez exceptionnelle au sein du journalisme français. L'autre différence marquée se situe dans l'allégeance. Selon la presse socialiste, *L'Humanité* est un agent du soviétisme en France, et non un journal défendant les ouvriers français comme il l'affirme.

L'analyse du *Populaire* sur la situation est révélatrice des intentions de la SFIO. Plus près de l'orientation politique du gouvernement que ne le sont les communistes, les socialistes s'accordent souvent avec la volonté du ministre des Affaires étrangères sur la manière de mener la politique extérieure. Herriot cherche le rapprochement et la conciliation, de même que Joseph Paul-Boncour, ministre de la Guerre sous son gouvernement. Herriot écrit à Paul-Boncour le 24 août 1932 qu'il veut résoudre les problèmes avec l'Allemagne par les « procédures pacifiques prévues, jusqu'à épuisement des ressources fournies par ces dernières<sup>21</sup> ». Il invoque également le Traité de Locarno de même que le fonctionnement de la Société des Nations pour justifier l'utilisation de procédures diplomatiques et pour éviter tout risque de conflit. Il estime également que tout geste doit être opéré de concert avec les alliés de la France. Un système bilatéral est donc exclu pour lui, alors que l'Allemagne tente à plusieurs reprises d'en instaurer un avec la France, en excluant les autres puissances et en passant outre la SDN<sup>22</sup>. De même, un système purement bilatéral avec l'URSS ne semble pas alors envisagé comme une solution à long terme.

*Le Populaire* soutient une manière de faire inscrite dans le droit international et le multilatéralisme. En première page de l'édition du 10 juillet 1932, Léon Blum, alors directeur politique du journal, félicite Herriot pour ses efforts à Lausanne<sup>23</sup> et pour le succès de l'accord sur les dettes de guerre allemande hérités du Traité de Versailles de 1919 (qui sera rendu caduc par son rejet au Congrès américain en décembre de la même année). Il recon-

---

<sup>20</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #67

<sup>21</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #118

<sup>22</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #46

<sup>23</sup> Où s'est tenue la conférence à l'été 1932 sur le règlement des dettes de la Grande Guerre, réduisant considérablement le montant à verser pour l'Allemagne

naît la difficulté des négociations, tant du fait des inimitiés franco-allemandes que de celui des troubles internes français, Herriot se sachant que son gouvernement pourrait facilement tomber en cas de problème<sup>24</sup>. Durant tout l'été 1932, et même après, *Le Populaire* salue tout geste du gouvernement qui s'inscrit dans le cadre des traités et de la SDN. De plus, bien que le journal s'inquiète de ce qui se déroule en Allemagne, il ne la dresse pas en ennemie de la France, mais en pays avec lequel il faut dialoguer pour éviter un nouveau conflit. Fait intéressant, *Le Populaire* est le premier journal de notre corpus à s'alarmer ouvertement de la montée en puissance d'Hitler, son accession au pouvoir pouvant entraîner une guerre civile selon le journal, sans parler des troubles internationaux que ça engendrerait<sup>25</sup>.

L'ambassadeur français à Berlin, André François-Poncet, fait des recommandations quelque peu différentes à Herriot vis-à-vis de la montée de l'extrême-droite allemande. Dans une lettre confidentielle du 25 août 1932, il lui suggère de poursuivre dans la voie d'un accord global avec l'Allemagne, un potentiel conflit ouvert étant trop risqué (il admet toutefois que c'est une possibilité), mais par le biais de dialogues immédiats<sup>26</sup>. Les socialistes du *Populaire* ne sont pas aussi directs, mais ils ne perçoivent pas la situation de l'intérieur, contrairement à François-Poncet. Toujours dans la même note, l'ambassadeur s'inquiète des troubles politiques allemands et estime que les demandes répétées concernant l'égalité des droits en matière d'armement sont poussées par la Reichswehr, non par le gouvernement allemand. Pour lui, Hitler au pouvoir ne serait pas plus dangereux, car ce sont les militaires qui mènent le jeu et qui sont les ennemis<sup>27</sup>. Il signale également que les Britanniques et les Américains seraient enclins à accepter les demandes allemandes si cela pouvait préserver la paix<sup>28</sup> en Europe<sup>29</sup>.

Le journal socialiste prône le dialogue et l'élaboration de la paix par la diplomatie. Si le gouvernement français semble désirer la même chose, il y a une discussion sur la ma-

<sup>24</sup> *Le Populaire*, 10 juillet 1932, p. 1

<sup>25</sup> *Le Populaire*, 12 août 1932, p. 3

<sup>26</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #235

<sup>27</sup> Nous reviendrons sur sa position en 1933-1934 dans le prochain chapitre.

<sup>28</sup> Pour les journaux et diplomates, le terme de « paix » signifie plutôt « sécurité », c'est une notion politique et pragmatique, non idéaliste.

<sup>29</sup> Voir à cet effet : Neville. « A Prophet Scorned? Ralph Wigram, the Foreign Office and the German Threat, 1933-36 ». *Journal of Contemporary History*, vol. 40, n° 1 (2005), pp. 41-54 et Johnson. « Sir Eric Phipps, the British Government, and the Appeasement of Germany, 1933-1937 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 16, n° 4 (2005), pp. 651-669.

nière de procéder. La politique française de l'époque ne semblait pas parfaitement définie, et la note de François-Poncet démontre qu'il était nécessaire d'argumenter dans une voie ou dans une autre. Le point de vue de l'ambassadeur sur le rôle important mais masqué de la Reichswehr est particulièrement intéressant ici, car cette façon de voir les choses n'est guère relevée par *Le Populaire*. En revanche, *L'Humanité* épouse cette hypothèse, l'Allemagne étant, selon la feuille communiste, sous la botte des militaires et des grands industriels. L'historien Heinrich A. Winkler, quant à lui, estime que la droite conservatrice allemande vivait un regain de rêve impérialiste, ce que Hitler s'empressa d'attiser. Il voit cependant une nette différence entre la vision qu'a cette droite, qui englobe les industriels et les militaires, et la volonté populaire dans son ensemble<sup>30</sup>. À ce niveau-là également, *L'Humanité* semble avoir touché juste.

Deux choses sont claires pour *L'Humanité* : le peuple allemand est comme les autres, soumis aux impérialistes, et la seule nation qui désire la paix est l'URSS. Ce leitmotiv ne quittera jamais le journal, défendant ainsi son opinion et combattant la presse de droite conservatrice qui attaque régulièrement l'URSS. Dans le cadre du conflit diplomatique nippo-soviétique, *L'Humanité* estime que l'URSS fait face à un front antisoviétique mondial et que le prolétariat universel « doit se considérer comme mobilisé » pour la défendre<sup>31</sup>. Pour ce journal, les grands industriels et les États qui les soutiennent menacent la paix mondiale, le Japon n'est qu'un exemple pour démontrer cela. Le cas de l'Allemagne est cependant quelque peu particulier, du fait de la présence à la fois de l'extrême-droite et d'un parti communiste d'importance, le tout dans un pays avec énormément de prolétaires.

*L'Humanité* rapporte régulièrement des propos du parti communiste allemand, qui met en garde le peuple allemand contre les prétentions de von Papen, de von Schleicher et d'Hitler. Ce sont des militaristes prêts à sacrifier le peuple pour une guerre impérialiste. Il précise également que le NSDAP craint les ouvriers allemands et qu'il est opposé à de nouvelles élections, que le prolétariat lui ferait perdre<sup>32</sup>. Le credo de *L'Humanité* est également celui de la sauvegarde des ouvriers. Aux yeux de ses rédacteurs, le gouvernement français favorise un nouveau conflit avec l'Allemagne, pour satisfaire des envies de con-

---

<sup>30</sup> Winkler. *Histoire de l'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle — Le long chemin vers l'Occident*. Trad. Odile Demange. Munich, Fayard, 2000, pp. 438-439

<sup>31</sup> *L'Humanité*. 1<sup>er</sup> juin 1932, p. 3

<sup>32</sup> Le fait est que les élections du 6 novembre 1932 feront perdre 34 sièges aux nazis.

quête et des industriels profiteurs de guerre<sup>33</sup>. Cependant, quand on regarde les documents diplomatiques français, ces intentions agressives semblent totalement absentes de la politique gouvernementale ; bien au contraire, on y redoute tout ce qui pourrait accentuer le risque d'un conflit<sup>34</sup>.

Le rapprochement avec l'URSS est, pour *L'Humanité*, la seule voie à suivre. Pour *Le Populaire*, elle en est une parmi d'autres, mais probablement la meilleure, si l'on s'entend aussi avec l'Allemagne. *Le Temps* maintient des propos évasifs quant à une telle possibilité. Sans la rejeter ni l'approuver dès l'été 1932, il en discourt à partir de l'automne. *Le Figaro* est le plus tranché des quatre, il rejette complètement l'idée d'un rapprochement, même d'un dialogue avec les Soviétiques. Dans le conflit opposant l'URSS au Japon, le journal de droite prend le parti du Japon, ce que ne manque pas de dénoncer *L'Humanité*. Dans ce contexte tendu, le pacte du 29 novembre 1932 allait alors faire couler beaucoup d'encre.

## 2. Autour du pacte de non-agression, novembre 1932

### a. La poussée diplomatique

Après de longues tribulations, le pacte de non-agression franco-soviétique devait cimenter les relations entre les deux pays. Ce n'est pas un hasard si ce projet aboutit sous la direction d'Édouard Herriot, ce dernier ayant compris l'importance de l'URSS dès ses origines et le danger que représentait une Allemagne revancharde. Cependant, tout se fait en subtilité, presque en cachette. Les journaux n'ont guère de détails sur les négociations durant l'été 1932, il leur fallut attendre l'automne pour pouvoir suivre l'affaire de plus près. La situation était bien évidemment différente au gouvernement.

Herriot étant l'un des grands partisans du rapprochement avec Moscou, les Soviétiques ne manquèrent pas leur chance de voir leurs liens avec la France se resserrer. Sous prétexte de discuter des négociations entre Bucarest et Moscou, l'ambassadeur Dovgalevsky relance Herriot sur le projet de pacte de non-agression entre son pays et la France, et ce, le 26 juillet 1932 (même si le projet lui-même courait déjà depuis plusieurs années). Il communique au président du Conseil français un projet de convention de conciliation et lui fait un bref rappel du cours des négociations. Dans une note personnelle, Herriot cons-

<sup>33</sup> *L'Humanité*. 12 juillet 1932, p. 3

<sup>34</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #14

tate que la chose est approuvée par le conseil de cabinet et que des négociations commerciales sont menées en parallèle<sup>35</sup>. Tout comme vu au chapitre précédent<sup>36</sup>, les négociations allèrent bon train entre Paris et Moscou. Tout cela est cependant absent de la presse française au moment des faits.

Il y avait donc la possibilité de garder le secret, lorsque nécessaire, au plus grand plaisir de Litvinov. Le Quai d'Orsay était également conscient que la presse soviétique pouvait s'attaquer à la France en cas de différent entre les deux pays, allant jusqu'à redouter une nouvelle campagne anti-française comme ce fut le cas lors de l'imposition de quotas sur les produits soviétiques en 1930<sup>37</sup>. Quant à la régularisation des négociations commerciales, elle avait été désirée par Herriot et par les hommes d'affaires français depuis les années vingt<sup>38</sup>, c'était maintenant l'occasion. La conclusion rapide de ce pacte démontre que les deux nations pouvaient s'entendre sur bien des points.

Herriot porte alors toute son attention sur les rapports avec l'URSS, quitte à donner l'impression qu'il délaisse le cas allemand, ce qui est faux. Dans une lettre du 10 octobre 1932, le Premier Ministre de Grande-Bretagne, Ramsay MacDonald, regrette que Herriot ne participe pas au dialogue direct avec les représentants allemands. MacDonald s'inquiète du virage militariste en Allemagne et veut organiser des réunions entre grandes puissances pour régler les problèmes immédiats. Il estime même que l'on doit donner raison à l'Allemagne sur certaines de ses demandes concernant la révision du Traité de Versailles. Aussi, il perçoit la presse, tant française que britannique, comme un obstacle majeur aux relations internationales, car elle fait de toute tractation secrète un « faible espoir »<sup>39</sup>. Les constatations britanniques et françaises sont très similaires, mais leurs approches sont très différentes. Ironiquement, l'approche soviétique ressemble à la britannique, en ce sens qu'elle prône le dialogue direct et secret, mais avec la France. Les Soviétiques ont mieux saisi que les Britanniques le danger allemand, d'où leur intérêt de vouloir s'entendre rapidement avec la France.

---

<sup>35</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #67

<sup>36</sup> Voir : Chapitre I, section III-2

<sup>37</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #74

<sup>38</sup> Carley. « Behind... », p. 161

<sup>39</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #235

Herriot désire faire avancer les choses rapidement avec l'URSS et il reçoit le 23 novembre 1932 une note du Quai d'Orsay lui rappelant encore l'historique des relations franco-soviétiques des deux dernières années, l'élaboration du pacte de non-agression et certains de ses termes. Outre les clauses propres, le Quai d'Orsay y voit un élément dissuasif vis-à-vis de l'Allemagne<sup>40</sup>. Cela réduit énormément les risques d'un éventuel accord militaire germano-soviétique, ou d'une neutralité soviétique bienveillante vis-à-vis de l'Allemagne en cas de guerre contre la France, chose crainte par la France, nous en traiterons avec l'analyse de la presse. Ce traité a donc une double fonction : faciliter le rapprochement franco-soviétique, et réduire les options allemandes. La chose ne fut pas totalement comprise par les journaux, ou du moins fut elle parfois déformée au profit d'une opinion déjà établie.

### *b. La presse et le pacte*

Il faut attendre l'automne pour que les choses s'accélérent et que la presse discute de la situation. L'attente fut récompensée par une discussion passionnée sur les relations franco-soviétiques durant le mois de novembre 1932. Si les débats de la droite sur la question soviétique peuvent sembler évidents, ceux de la gauche se révèlent particulièrement intéressants, tant le conflit fratricide entre socialistes et communistes était présent.

Si *Le Populaire* a très tôt identifié Hitler comme une menace, il se montre également sévère à l'égard des communistes, particulièrement en France et en Allemagne. Luttant en permanence contre le PCF, le journal socialiste ne rate aucune occasion pour attaquer les communistes français, visant principalement le journal *L'Humanité*. Les qualifiant régulièrement d'opportunistes et de faux jetons, *Le Populaire* estime qu'il y a une collusion entre communistes allemands et nazis à la veille des élections, à des fins électorales. Oreste Rosenfeld (l'auteur de l'article) estime cependant que Hitler se sert des communistes et les dupent<sup>41</sup>. Toutefois, ce manque de confiance envers les communistes n'empêche pas *Le Populaire* de soutenir le rapprochement franco-soviétique et de reprocher à *L'Humanité* de ne pas soutenir franchement la politique française à cet égard. Le journal socialiste fait donc une distinction entre communistes et Soviétiques, cette nuance est absente de la vision de la droite conservatrice, ce que nous étudierons après l'analyse de la presse de gauche sur la

---

<sup>40</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #29

<sup>41</sup> *Le Populaire*. 6 novembre 1932, p. 3



question du pacte de non-agression. Il faut préciser qu'Oreste Rosenfeld, journaliste du *Populaire* et ami de Léon Blum, est le fils d'un fonctionnaire russe et un ancien *menchevik* de mars 1917. Envoyé alors à Paris en tant qu'attaché militaire, il s'opposa dès 1917 au régime bolchévique et resta en France<sup>42</sup>. Cette opposition au régime soviétique sera présente dans nombre de ses articles, mais il reconnaîtra le pragmatisme du régime et son importance sur l'échiquier européen.

Fait à noter, Jean Payart, chargé d'affaires à Moscou, soulève également la question d'une possible entente entre l'Allemagne et l'URSS sur la question du désarmement un mois avant la signature du pacte de non-agression, ce qui témoigne d'une grande compréhension du pragmatisme soviétique et des limites des barrières idéologiques dans la pratique<sup>43</sup>. En ce sens, l'analyse de Payart rejoint celle du *Populaire*, car elle fait appel à la nuance et non à l'aveuglement idéologique, ce qui est préférable dans sa fonction. Elle comporte également une légère méfiance vis-à-vis de l'URSS, sentiment partagé par les socialistes, sans toutefois porter au rejet d'un accord avec les Soviétiques, au contraire. Cette vision nuancée sera valorisée régulièrement par Charles Alphan, l'ambassadeur de France à Moscou, en 1933, particulièrement après l'arrivée du nazisme, nous en discuterons plus loin. Au mois de novembre 1932, les discussions sur le pacte de non-agression franco-soviétique sont l'occasion de confronter socialistes et communistes, mais aussi l'acceptation ou le rejet de la politique étrangère française.

*Le Populaire* titre le 27 novembre 1932 : « Simple question au parti communiste : Et ce pacte de non-agression, est-il aussi une préparation à la guerre contre l'U.R.S.S. ?<sup>44</sup> », en réponse aux accusations répétées de *L'Humanité* qui accuse régulièrement le gouvernement français de mener une campagne antisoviétique (ce qu'il a déjà fait), faisant écho à la presse soviétique de 1930-1931<sup>45</sup>. Le journal socialiste soutient le gouvernement français dans son action, même s'il reconnaît que le pacte lui-même n'est qu'un point de départ. Plus loin dans l'analyse, Rosenfeld, l'auteur, précise que « [c]'est là une promesse du Gouvernement de respecter l'intégrité du territoire soviétique, que les travailleurs sauront rappeler, le cas échéant », marquant donc un regard juste, mais non naïf sur l'action gou-

<sup>42</sup> Le Flohic. *Récolement sommaire du fonds Oreste Rosenfeld (1912-1973)*. Christine Nougaret et Magalie Lacousse. Paris, Centre historique des Archives nationales, 2005., p. 2

<sup>43</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #252

<sup>44</sup> *Le Populaire*. 27 novembre 1932, p. 1

<sup>45</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #74

vernementale. L'analyse du pacte en lui-même est assez juste, il est vu comme un texte banal, un document diplomatique parmi tant d'autres, mais qui a une valeur morale et offre de bonnes assises pour des négociations encore plus importantes<sup>46</sup>. Les deux parties s'engagent à ne pas se faire la guerre directement et à ne pas participer dans une guerre contre elles. Elles s'entendent pour ne pas donner leur aval à un accord commercial pouvant nuire à l'autre et s'engagent à ne pas intervenir dans les affaires de l'autre par le biais de la propagande ou tout autre biais. Cette dernière mesure vise tout particulièrement le Komintern, dont se sont régulièrement plaints les dirigeants français.

À ce titre, Rosenfeld demeure critique à l'égard de l'URSS. S'il reconnaît l'importance de s'entendre avec l'État soviétique, il en dénonce le système, estimant qu'il a « des méthodes terroristes de gouvernement, [une] politique économique utopique et désastreuse pour le pays<sup>47</sup> ». En clair, il met ses lecteurs en garde contre l'éventualité d'un gouvernement de type soviétique en France, visant indirectement le PCF. Malgré tout et aussi exécrable que soit la situation en URSS selon lui, cela ne doit pas empêcher de s'entendre avec elle pour des raisons immédiates. Enfin, le jour de la signature du pacte, *Le Populaire* en profite pour décocher une nouvelle flèche à l'endroit des communistes français par ces propos :

Le pacte de non-agression entre la France et les Soviets sera signé aujourd'hui. Or, il prévoit que les deux gouvernements s'engagent à "s'abstenir de toute action tendant à susciter ou à favoriser toute agitation, propagande... qui se proposerait de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'autre ou à transformer par la force le régime politique ou social de tout ou partie de ses territoires". Les communistes acceptent-ils cet engagement de Staline à renoncer à la propagande ? Renoncent-ils, avec Moscou, à la transformation du "régime politique ou social" en France<sup>48</sup> ?

L'analyse du pacte par les communistes est plus sensationnaliste qu'analytique. *L'Humanité* consacre plus d'articles au pacte que tout autre journal, tant l'événement est inédit et important pour les communistes français. Le seul titre de l'article de Gabriel Péri (directeur du service de politique étrangère de *L'Humanité* et député communiste de Seine-et-Oise) du 27 novembre 1932 suffit à comprendre le point de vue du journal : « La politique de paix de l'U.R.S.S. — Le pacte de non-agression franco-soviétique<sup>49</sup> ». Il estime que

---

<sup>46</sup> *Le Populaire*. 27 novembre 1932, p. 3

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Le Populaire*. 29 novembre 1932, p. 1

<sup>49</sup> *L'Humanité*. 27 novembre 1932, p. 3

seule la situation économique catastrophique contraint la France à s'entendre avec l'URSS, sans renoncer à sa « politique antisoviétique », qui se manifeste par une certaine méfiance envers Moscou et par les critiques incessantes de la presse de droite. Il ajoute que le pacte est issu du seul désir de paix de l'URSS « seule au monde qui ne nourrit aucun dessein d'agression<sup>50</sup> ». Le journal communiste est donc constamment méfiant, mais envers la France, contrairement au *Populaire*. Il la juge de mauvaise foi et au pied du mur, sans cependant citer de source, Péri se contente de « on sait que » pour asseoir sa critique. Pour lui, « [c]'est la crise du monde capitaliste et le succès de l'édification socialiste qui ont contraint la bourgeoisie française à négocier avec l'État prolétarien<sup>51</sup> ». Précisons que son article est basé sur l'analyse du pacte par le journal *Le Temps*, ce sur quoi nous reviendrons. Néanmoins, son argumentaire sur la mauvaise situation française est exact, il grossit simplement le trait. La France cherche bel et bien un moyen de garantir sa sécurité, et l'URSS, désireuse de sauvegarder la sienne, lui offre ce moyen.

La signature du pacte fait bien sûr la une du journal le 30 novembre 1932, dans un article signé par André Ferrat, alors rédacteur en chef de *L'Humanité*. Il évoque la signature par le gouvernement ouvrier et paysan de l'URSS, émanation directe de ses travailleurs. Il énonce également la précarité du monde capitaliste, que ses puissances sont toujours prêtes à l'agression, et que ce pacte est nécessaire jusqu'à la prochaine guerre anti-soviétique, la précédente ayant eu lieu en 1918 — 1920<sup>52</sup>. Ainsi, selon *L'Humanité*, la France ne cherche qu'à gagner du temps, à se sauver, alors que l'URSS est sincère dans son désir de paix. À ce titre, précisons que les concepts de paix et de sécurité sont souvent mélangés par les journalistes des quatre journaux étudiés ici, le terme de « paix » ayant une connotation morale encore plus agréable. Il juge cependant sa cause perdue, car le prolétariat mondial s'unit et la sympathie pour l'URSS ne cesse de croître en France. Il table donc sur l'inévitable déchéance capitaliste au profit du communisme, le credo du PCF. Le pacte de non-agression n'est qu'un prétexte pour étaler cette perception de la réalité. Cependant, force est de constater que la situation économique et politique de l'époque n'était guère reluisante, et que l'analyse des communistes français n'était pas erronée sur tous les points. Si *L'Humanité* utilise un langage percutant et détourne les événements à l'avantage de son

---

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *L'Humanité*. 30 novembre 1932, p. 1

idéologie et de son attachement indéfectible à l'URSS, il n'en demeure pas moins que la critique de l'action gouvernementale est ici pleinement justifiable et redoutable.

Les détracteurs de *L'Humanité* l'accusent à répétition, sans donner aucune preuve réelle, d'être soumis à Moscou, surtout à la fin de 1932. C'est là un exemple typique de tactique pour nuire à la réputation des communistes français. L'analyse de la prétendue utilisation que fait Moscou du PCF en France varie selon qu'on lise *Le Populaire*, *Le Figaro* ou encore les *DDF*, mais le point de départ demeure le même : les adversaires du PCF et de son journal officiel prétendent qu'ils ne servent pas les intérêts des Français, mais bien ceux d'une autre nation, ce dont les communistes se défendent régulièrement et avec raison. Le PCF est bien un parti français, défendant des intérêts français. Les plumes communistes défendent donc régulièrement la crédibilité du journal et du parti communistes, par exemple André Ferrat lorsqu'il dénonce l'analyse du *Populaire* selon laquelle l'URSS utiliserait le pacte franco-soviétique à des fins propagandistes en Indochine, pour soulever la population locale contre le colonisateur français. De plus, il affirme que le Komintern et les communistes du monde ne sont pas aux ordres de Moscou, ce que prétendent *Le Figaro* et *Le Populaire*<sup>53</sup>. Il juge que l'URSS est le moteur de la révolution internationale, par son exemple, pas par son action diplomatique ni par le Komintern. Pour Ferrat, le pacte de non-agression ne change rien à la politique soviétique, il confirme simplement sa volonté d'assurer sa sécurité et témoigne de l'hypocrisie de l'impérialisme.

Si *L'Humanité* estime la France hypocrite, *Le Figaro* la juge crédule et imprudente. Dès le 25 novembre, le journal de droite évoque des négociations commerciales mystérieuses et secrètes entre Paris et Moscou<sup>54</sup>. Le fait est que des négociations secrètes sont en cours depuis l'été, et le secret a été relativement bien gardé, à la demande des Soviétiques<sup>55</sup>. Selon l'auteur, anonyme, la France cherche à réduire l'impact du soi-disant *dumping* soviétique, thèse appuyée par François Coty, directeur du journal<sup>56</sup>. Selon eux, l'URSS inonderait la France de produits vendus au rabais, notamment du bois, nuisant ainsi aux industriels français. Cette méfiance à l'égard des intentions soviétiques, appuyée par aucun fait précis, ne quitte jamais le journal. Deux jours plus tard, le contenu du pacte est

<sup>53</sup> *L'Humanité*. 1<sup>er</sup> décembre 1932, p. 1

<sup>54</sup> *Le Figaro*. 25 novembre 1932, p. 1

<sup>55</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #74

<sup>56</sup> Pour plus d'information sur la question du *dumping*, consulter : Eliacheff. *Le dumping soviétique*. Paris, Marcel Giard, 1931, 220 pages.

révélé et *Le Figaro* se propose de publier « l'analyse officielle de ce document à la fois ridicule et honteux<sup>57</sup> », la chose fait les gros titres de l'édition du 27 novembre. *Le Figaro* va désormais consacrer beaucoup de son attention à l'URSS, particulièrement avec ce pacte.

L'analyse du pacte est une démolition en règle, rien n'y est bon, ne serait-ce que parce qu'il est signé avec les Soviétiques pour qui « le parjure est le plus sain des devoirs<sup>58</sup> ». L'auteur juge que ça facilite la propagande communiste, car seule la France respectera l'engagement de ne pas interférer dans les affaires de l'autre. L'URSS se servira du pacte comme d'une arme pour mieux pénétrer en France. Il estime également que c'est une agression contre l'honneur et les traditions, en citant l'article V du pacte qui interdit la propagande antisoviétique en France et empêche celle-ci de protéger les Russes blancs qui s'y sont réfugiés. Quant au point de vue du journal sur le gouvernement français, *Le Figaro* écrit qu'il « ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait...faire basculer [l'ordre] dans l'abîme<sup>59</sup> ». Il y a donc un désaveu de l'URSS du fait de ce qu'elle est et de la politique française, car elle s'effectue auprès de cet État félon.

*Le Figaro* insiste sur le caractère inacceptable de ce pacte, en en faisant aussi ses gros titres du 28 novembre, précisant que Herriot doit le signer le lendemain. Citant *L'Ami du Peuple*, l'autre journal de Coty, il rappelle les négociations commerciales entre la France et l'URSS en 1931, menées en secret par le ministre des finances Louis Rollin, profitant à des gens de finance et à des politiciens corrompus, selon le journal. Il estime avoir mis Herriot en garde contre une telle politique, ayant constaté la prétendue « désastreuse politique cartelliste » de 1924. L'auteur demande à Herriot, non sans élégance littéraire : « y a-t-il donc sur vous, comme sur le Chien de l'Écriture, une sorte de fatalité qui vous ramène inexorablement à vos plus haïssables errements ? », pour ensuite l'avertir que « vous nous trouverez en travers de vos pas pour défendre jusqu'au bout la cause sacrée de la France et de sa civilisation<sup>60</sup> ». Il s'attaque donc violemment à la personne même d'Herriot, qu'il estime à la solde de Léon Blum (symbole pour *Le Figaro* de la mollesse parlementaire et du rapprochement avec l'URSS) ainsi qu'à celle de politiciens corrompus.

---

<sup>57</sup> *Le Figaro*. 27 novembre 1932, p. 1

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> *Le Figaro*. 28 novembre 1932, p. 1

La signature du pacte fait également la une du journal, cette fois-ci dans un article du général Henri Albert Niessel, farouchement antisoviétique<sup>61</sup>. Pour lui « le passé éclaire suffisamment le présent et l'avenir pour que notre méfiance reste complète<sup>62</sup> ». À ces yeux, il n'est nullement question de faire confiance aux Soviétiques, qu'importent leurs belles promesses. Il insiste sur le fait que les ordres du Komintern viennent de Moscou et qu'il vise le renversement des autres gouvernements par la violence, attaquant ici directement les propos de *L'Humanité* à ce sujet. Du reste, il rejoint l'opinion du *Populaire* sur cette question, bien que le journal socialiste soit moins acerbe. Il estime également que les mouvements anti-français d'Indochine, de Syrie ou de « notre Afrique du Nord » sont tous communistes et liés à Moscou, sans prouver ses dires<sup>63</sup>. Pour lui, le plus catastrophique est le rapprochement économique programmé entre la France et l'URSS. Niessel évoque que le commerce franco-soviétique a toujours été plus faible que celui de l'URSS avec l'Allemagne, l'Angleterre ou les États-Unis et qu'il a toujours été déficitaire, ce qui est exact<sup>64</sup>. Selon lui, une entente économique permettrait à l'URSS de piller ce qu'elle peut en France, avec un l'aval du gouvernement français.

*Le Figaro* publie le 1<sup>er</sup> décembre un autre article sur la question, en mettant l'accent sur la réception du pacte à Berlin. Pour le journal, « Moscou resserre avec Berlin une alliance dirigée contre l'ordre européen<sup>65</sup> », la question d'une éventuelle collusion germano-soviétique est également présente dans *Le Populaire* et au Quai d'Orsay, comme nous l'avons vu précédemment. Il juge également que ce pacte ne repose sur rien alors que le Traité de Rapallo, signé en 1922, est quant à lui solide et unit Allemagne et URSS. Selon l'auteur, le pacte de non-agression franco-soviétique fait l'affaire de Berlin, car il va aliéner les relations entre la France et ses alliés d'Europe centrale et orientale. C'est là un raisonnement curieux, à l'heure où Moscou négocie des pactes équivalents avec la Roumanie et la Pologne... En cela, *Le Figaro* sacrifie l'analyse au profit du credo idéologique, comme le fait parfois *L'Humanité*, mais en sens inverse.

---

<sup>61</sup> Il publia d'ailleurs un livre en 1940 intitulé *Le triomphe des Bolchéviks et la paix de Brest-Litovsk : Souvenirs 1917-1918*.

<sup>62</sup> *Le Figaro*. 29 novembre 1932, p. 1

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Voir Jeannesson. *Op. Cit.*, pp. 411-429

<sup>65</sup> *Le Figaro*. 1<sup>er</sup> décembre 1932, p. 1

Reste le journal *Le Temps*, qui ne vole pas ici son surnom d'organe officieux du Quai d'Orsay, ce que les trois autres journaux ne manquent pas de lui rappeler régulièrement d'ailleurs. Dans un article du 27 novembre 1932, il énonce l'historique des relations franco-soviétiques et se livre ensuite à un exposé sur le contenu du traité<sup>66</sup>. Cet article n'est qu'un amas de paraphrases d'une note confidentielle du Quai d'Orsay, envoyée à Herriot quatre jours auparavant<sup>67</sup>. Précisons que pour l'auteur de cette note, ce pacte a une valeur morale (*Le Populaire* est du même avis), car il consacre la politique soviétique de pactes de non-agression en Europe ainsi qu'une volonté française de s'entendre avec l'URSS ; et ses engagements sont de nature théorique, non pratique. Ceux-ci ne sont là que pour permettre d'autres négociations, concrètes celles-là. De fait, *Le Figaro*, vu ci-haut, n'a pas complètement tort quand il estime que le pacte n'est là que pour faciliter des accords futurs. La différence, c'est que Herriot voit la chose d'un bon œil, pas *Le Figaro*.

Pour *Le Temps*, le pacte n'est pas sujet à polémique, mais à clarification. Décortiqué article par article, le pacte est présenté comme une bonne chose pour la France, qui y trouve son compte au moins autant que l'URSS. Dans l'étude de l'article IV (non-interventionnisme économique contre l'autre), si véhémentement dénoncé par *Le Figaro*, on se contente de dire que les deux parties s'engagent à ne pas participer à des pratiques économiques visant l'interdiction d'achat ou de vente des marchandises de l'un ou de l'autre. L'article précise que cela empêche une réédition du décret soviétique du 20 octobre 1930 qui avait gelé les importations depuis la France, on oublie cependant la hausse des taxes d'importation française ayant précédé ledit décret<sup>68</sup>. Le journal reprend à peu de chose près les mots du Quai d'Orsay en exprimant : « [i]l importe de préciser que la négociation politique qui vient d'aboutir à la conclusion du pacte de non-agression est indépendante des négociations commerciales qui vont s'ouvrir entre les gouvernements de Paris et de Moscou », c'est exactement ce qui avait été précisé à Herriot en juillet 1932<sup>69</sup>. C'est également l'exact opposé de l'avis du *Figaro*. Force est de reconnaître que ces relations économiques prétendument menées en parallèle, mais non liées aux négociations politiques tombent à point. À la différence du *Figaro*, *Le Temps* cherche ici à faire accepter la version officielle du pacte et des relations franco-soviétiques. Il reconnaît d'ailleurs à l'URSS l'initiative dont elle a fait

<sup>66</sup> *Le Temps*. 27 novembre 1932, p. 8

<sup>67</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #29

<sup>68</sup> *Le Temps*. 27 novembre 1932, p. 8

<sup>69</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #74

preuve, en contactant la première la France en 1930<sup>70</sup> et en signant des pactes similaires avec la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Pologne entre janvier et juillet 1932<sup>71</sup>.

L'article du lendemain, en première page du *Temps*, est dans la même veine, mais en donnant l'opinion du Quai d'Orsay sur l'URSS par une phrase claire : « [L]orsque l'on traite avec les Soviets, pouvoir révolutionnaire qui se place par ses doctrines et ses méthodes en dehors des règles internationales ordinaires, on ne saurait trop réfléchir à la portée réelle des formules et au sens politique des mots<sup>72</sup> ». Cependant, il reconnaît la sincérité de sa politique étrangère qui vise à garantir sa sécurité. Visant directement les propos de *L'Humanité* sur la lutte antisoviétique dont la France serait le chef de file, l'article poursuit en énonçant que les négociations économiques vont permettre de « mettre fin, une fois pour toutes, au mensonge absurde si longtemps exploité contre nous que la France est le centre où se prépare on ne sait quelle guerre mondiale contre les Soviets<sup>73</sup> ». Le fait est qu'il n'est jamais question dans les *DDF* d'une quelconque contestation ouverte contre l'URSS, mais simplement d'une relative méfiance. *Le Temps* transmet à la perfection ce message qui vise à la fois à lutter contre les propos diffusés dans des journaux comme *Le Figaro* et *L'Humanité*, et à véhiculer internationalement la position française sur la gestion des affaires européennes.

*Le Temps* cherche également à faire valider le pacte par l'opinion étrangère. Il évoque que la chose est très bien perçue en Allemagne<sup>74</sup>. Cela favorise l'acceptation de l'URSS au sein du concert des nations, ce qui est apprécié par les dirigeants allemands. À en croire François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, le pacte a en effet suscité une « vive sensation » en Allemagne, et y a été très suivi<sup>75</sup>. Il y a là-bas une certaine peur de perdre le statut particulier des relations germano-soviétiques, jusque-là privilégiées par rapport aux autres, mais celle-ci s'estompe rapidement. Pour les Allemands, principalement pour la presse allemande, Moscou est la grande gagnante dans cette affaire, car elle renforce sa sécurité et potentiellement son économie. Malgré tout, le rapprochement franco-soviétique est scrupuleusement observé dans les cercles « un peu informés », et l'ambassadeur n'est

---

<sup>70</sup> Il faut indiquer que les premières tentatives soviétiques datent même de 1925, mais l'article ne le précise pas.

<sup>71</sup> *Le Temps*. 27 novembre 1932, p. 8

<sup>72</sup> *Le Temps*. 28 novembre 1932, p. 1

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> *Le Temps*. 30 novembre 1932, p. 2

<sup>75</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #53



pas dupe des propos de la presse, qui visent à modérer les craintes de la population. Il comprend bien que la France se doit de procéder délicatement (pas à cause de Moscou mais bien à cause de Berlin), mais il estime qu'elle le fait adroitement jusque-là<sup>76</sup>.

L'article du 2 décembre 1932 du *Temps* sur le pacte franco-soviétique est surprenant, et contredit en partie celui paru deux jours auparavant sur la perception allemande du pacte. Cet article relate les inquiétudes allemandes sur le changement de paradigme diplomatique en Europe centrale et orientale, du fait du rapprochement franco-soviétique<sup>77</sup>. Cela reflète la vision de l'ambassadeur André François-Poncet, qu'il a communiquée à Herriot la veille, mais demeure surprenant, car l'ambassadeur précisait que la presse allemande n'avait pas fait écho des inquiétudes de certains dirigeants. En revanche, l'article souligne que le gouvernement de Prague, qui ne reconnaît pas encore l'URSS *de jure*, apprécie beaucoup ce pacte, car on le voit comme un facteur de stabilité en Europe centrale. On apprécie particulièrement que la France ait veillé aux intérêts roumains dans la signature du pacte, Moscou s'étant engagée à ne pas régler ses différends avec la Roumanie de manière militaire<sup>78</sup>. Pour un pays comme la Tchécoslovaquie, cela prouve la volonté française de respecter ses alliances avec les « petits ». Prague déchantera malheureusement six ans plus tard, mais c'est une autre histoire. *Le Temps* semble ici plus fidèle à la vision du Quai d'Orsay qu'au but mené par le gouvernement, soit l'acceptation populaire et étrangère de la politique gouvernementale.

Le pacte de non-agression franco-soviétique campe assez bien les quatre journaux au centre de notre étude. *Le Populaire* est circonspect, mais heureux du rapprochement franco-soviétique et de son inscription dans les règles internationales. *L'Humanité* est dubitative des intentions françaises, mais ne peut que se réjouir de la nouvelle place que prend l'URSS dans le concert des nations. *Le Figaro* montre les dents, vilipendant le gouvernement français et l'URSS. Enfin, *Le Temps* offre un point de vue presque interne sur la question, avec un ton plus informateur que provocateur, malgré une certaine méfiance quant à la sincérité et les moyens des Soviétiques sur les questions économiques<sup>79</sup>. Du reste, le journal ne se gêne pas pour dénoncer la précarité de la situation économique soviétique, la

---

<sup>76</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #53

<sup>77</sup> *Le Temps*, 2 décembre 1932, p. 2

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> *Le Temps*, 9 décembre 1932, p. 2

pauvreté de son peuple (qu'il qualifie d'ailleurs de « grand » de par son statut historique et culturel) et son gouvernement autoritaire<sup>80</sup>. Pour *Le Temps*, l'URSS a fait preuve d'une « volonté de paix » indéniable avec sa « politique des pactes de non-agression », mais celle-ci est issue, non pas d'un pur désir pacifique, mais d'une « situation intérieure tragique à laquelle [les Soviets] doivent faire face<sup>81</sup> ». C'est exactement l'argument de *L'Humanité* à l'égard du comportement du gouvernement français vis-à-vis de l'URSS. *Le Temps* évoque régulièrement des troubles internes en URSS, pour démolir l'image du « paradis des travailleurs » ; son arme favorite étant de donner en exemple des cas de dissensions entre le peuple et l'État soviétique, souvent dans le cadre des collectivisations<sup>82</sup>. Cette vision évolue cependant en 1933, comme nous le verrons. Cette année éclipsera les doutes sur les mystères entourant les relations germano-soviétiques, dont on postule encore la possible collusion à la fin de 1932<sup>83</sup>.

Cet aspect de la politique étrangère est donc assez bien couvert par la presse française. Cependant, tous les journaux sont pris de court lorsque le 30 janvier 1933, l'Allemagne a pour chancelier Adolf Hitler, chose qui paraissait peu probable en novembre-décembre 1932, au vu des mauvais résultats électoraux du NSDAP. Il importe maintenant de comprendre comme les journaux ont perçu cela et l'ont inséré dans le cadre des relations étrangères françaises. Le lien entre la peur d'une Allemagne nazie agressive et le resserrement franco-soviétique va alors émerger, tant à la presse qu'au Quai d'Orsay, mais plus rapidement chez ce dernier.

## II. Le rapprochement franco-soviétique et l'arrivée d'Hitler

### 1. Hitler, ennemi féroce ou dictateur faible ?

Le général Kurt von Schleicher était respecté en France, tant par le corps politique que par la plupart des journaux, sauf par *L'Humanité*<sup>84</sup>. Bien qu'il soit militaire, son accession à la chancellerie allemande le 7 novembre 1932 ne provoque guère d'inquiétude sur un éventuel durcissement de la politique étrangère allemande, même au *Populaire*. On dit

---

<sup>80</sup> *Le Temps*, 30 décembre 1932, p. 1

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Le Temps*, 26 janvier 1933, p. 8

<sup>83</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #217

<sup>84</sup> L'article du *Temps* du 4 décembre 1932, p. 2 en est un bon exemple

de lui que c'est « [u]ne main de fer dans un gant de velours<sup>85</sup> », un homme intelligent et capable de subtilité. Malgré tout, son élection ravit les industriels allemands et la vieille aristocratie, ce que ne manquera pas de marteler *L'Humanité*. Du reste, pour le journal communiste, von Schleicher et Hitler se ressemblent énormément, les deux sont une menace pour le prolétariat allemand<sup>86</sup>. *L'Humanité* ne relève pas encore la particularité d'Hitler et du nazisme, ce n'est qu'un autre mouvement nationaliste et militariste, presque du pareil au même. Cette vision demeure même au moment de sa prise du pouvoir.

Le futur dictateur ne suscite pas la même indifférence chez les socialistes du *Populaire*. Après l'intermède du pacte franco-soviétique, la presse française en entier porte de nouveau son attention sur ce qui se déroule outre-Rhin. Le revers électoral des nazis en novembre 1932 contente l'ensemble de la presse. Du reste, pour l'attaché militaire adjoint de France à Berlin, Hitler « a laissé passer son heure » et le parti nazi ne durera pas<sup>87</sup>. *Le Populaire*, qui a identifié Hitler comme une menace sérieuse dès 1932, soutient avant janvier 1933 que le NSDAP court à la faillite, et que Hitler ne pourra le sauver sans s'entendre avec d'autres partis<sup>88</sup>. *Le Populaire* commence donc à relativiser le risque de voir Hitler au pouvoir en fin-1932 et au début de 1933. Le journal socialiste ne cache cependant pas ses craintes en cas d'accessions des nazis au pouvoir, bien que leurs chances semblent diminuer<sup>89</sup>. Il juge malgré tout que les troubles que subissent les nazis suffiront à les contraindre à une certaine modération s'ils parvenaient au pouvoir .

Au moment de la crise gouvernementale en Allemagne, suite à la démission du cabinet von Schleicher janvier 1933, *Le Populaire* ne pousse pas les hauts cris, au contraire. Le journal socialiste suit l'affaire de loin, avec des articles courts, qui évoquent le plus souvent le chaos alors présent en Allemagne. Tout ce que le journal ose avancer, c'est que Franz von Papen, ancien chancelier, est en charge auprès du président Hindenburg de régler le problème. Une dictature temporaire sous son égide est même envisageable<sup>90</sup>.

---

<sup>85</sup> *Le Populaire*. 3 décembre 1932, p. 3

<sup>86</sup> *L'Humanité*. 6 décembre 1932, p. 3

<sup>87</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 1, #216

<sup>88</sup> *Le Populaire*. 18 décembre 1932, p. 3

<sup>89</sup> *Le Populaire*. 23 décembre 1932, p. 3

<sup>90</sup> *Le Populaire*. 29 janvier 1933, p. 3

Pour *Le Temps*, le général von Schleicher veut favoriser la paix en Europe et comprend parfaitement la situation des différents pays impliqués. Ce serait même à la France d'offrir des concessions, en renonçant à certaines ententes avec des puissances moindres, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, chose que l'auteur, René Laurent, n'approuve pas, mais comprend<sup>91</sup>. Il rappelle plusieurs fois que l'Allemagne se dirige vers une dictature militariste, qu'elle soit sous la tutelle d'un von Schleicher ou d'un Hitler<sup>92</sup>. Il est cependant clair que pour le journal, von Schleicher constitue le meilleur choix, bien qu'il ne porte pas Hitler en tarasque prête à dévorer l'Europe. À deux jours du choix du nouveau chancelier, *Le Temps* estime que Hitler ou le nationaliste Hugenberg abuseraient de leur statut si Hindenburg en nommait un chancelier, surtout s'il héritait des pleins pouvoirs. Von Schleicher en userait avec plus de modération<sup>93</sup>. Du reste, l'ambassadeur François-Poncet écrit à Paul-Boncour le 7 janvier 1933 qu'il juge le général von Schleicher franc et jouissant « d'une grande liberté<sup>94</sup> ». Encore une fois, les avis qui circulent au Quai d'Orsay se retrouvent dans *Le Temps*, du moins en partie.

Robert Soucy résume parfaitement le dilemme de la droite conservatrice lorsqu'il énonce que les « parlementaires français furent déchirés entre leur anti-germanisme traditionnel et leur anti-marxisme profond, entre leur peur d'un ennemi étranger et leur crainte d'un de l'intérieur<sup>95</sup> ». L'avènement d'un pouvoir plus révisionniste en Allemagne ne pouvait que renforcer ce déchirement, une fois mis en relation avec le rapprochement franco-soviétique. *Le Figaro* suit de près les changements politiques qui s'opèrent en Allemagne au début de 1933, et sa pensée se résume assez bien en une phrase de Raymond Henry en première page du journal la veille de la nomination d'Hitler au pouvoir « [q]uel qu'il soit, quel que soit son chef, le futur ministère sera, une fois de plus, un ministère "présidentiel" issu de la volonté de M. von Hindenburg. Et ce sera aussi, à n'en pas douter, un ministère de réaction déclarée, inspiré et soutenu par les grandes industries et les grands agrariens<sup>96</sup> ».

---

<sup>91</sup> *Le Temps*. 25 décembre 1932, p. 6

<sup>92</sup> *Le Temps*. 26 janvier 1933, p. 1

<sup>93</sup> *Le Temps*. 28 janvier 1933, p. 1

<sup>94</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #173

<sup>95</sup> Traduction libre. Soucy. *Op. Cit.*, p. 24

<sup>96</sup> *Le Figaro*. 29 janvier 1933, p. 1

L'arrivée de Hitler au pouvoir va attiser les plumes françaises d'un bout à l'autre du spectre politique, ainsi qu'à l'étranger. Le 20 janvier 1933, Léon Noël, ministre de France à Prague, rapporte au ministre des Affaires étrangères Joseph Paul-Boncour, les propos du président tchécoslovaque Edvard Beneš selon lequel « [l']année 1933 verra se produire la grande offensive du révisionnisme, mais elle nous permettra aussi, sans aucun doute, d'assister à sa défaite<sup>97</sup> ». Beneš fait bien évidemment allusion aux troubles allemands et à la quasi-certitude que la République de Weimar vit alors ses derniers moments. Parallèlement, la France poursuit son dialogue avec l'URSS, toujours à tâtons. L'ambassadeur Dejean écrit depuis Moscou à Paul-Boncour le 19 décembre 1932 que « M. Litvinov est arrivé à imposer sa politique, et cette politique est de l'intérêt réciproque de l'URSS et de la France<sup>98</sup> ». C'est une double reconnaissance des efforts soviétiques et en particulier du rôle crucial de Litvinov.

Pour François-Poncet, l'arrivée d'Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933 « a de quoi préoccuper<sup>99</sup> », ce dont il avise Paul-Boncour. Cependant, il estime que Hitler devra faire face à de nombreuses contradictions et irritations au sein des droites réunies au pouvoir, ce qui l'empêchera d'accomplir pleinement son programme, en plus de rendre son pouvoir instable et sujet à une chute prématurée. De plus, l'ambassadeur estime qu'Hitler est nerveux, parfois dépressif et sujet à des crises d'hystérie. Il se demande donc dans quelle mesure il supportera l'épreuve du pouvoir après dix ans d'efforts en tant que tribun<sup>100</sup>. Pour le général Gaston-Ernest Renondeau, attaché militaire à Berlin, la Reichswehr n'embrasse qu'en partie la politique d'Hitler et redoute la place que prendront les S.A. au sein du nouveau gouvernement<sup>101</sup>. Comme l'a si bien écrit *Le Temps*, « [a]vec l'arrivée au pouvoir d'un cabinet Hitler commence pour l'Allemagne une expérience ouvrant largement la porte à toutes les aventures<sup>102</sup> », opinion qui reflète le questionnement suscité par l'ambassadeur de France et qui semble faire son chemin au Quai d'Orsay. Le terme « expérience » est particulièrement bien choisi, tant on ne sait pas dans quelle mesure Hitler va troubler la situation

---

<sup>97</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #220

<sup>98</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #122

<sup>99</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #251

<sup>100</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #275

<sup>101</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #277

<sup>102</sup> *Le Temps*. 31 janvier 1933, p. 8

en Europe. Ce que l'on sait, c'est que les jours de Stresemann et de Briand sont loin derrière.

L'ambassadeur français à Berlin est également pleinement conscient de l'impact que peut avoir l'Allemagne sur les relations franco-soviétiques. Il constate que le gouvernement d'Hitler est de plus en plus agressif vis-à-vis du communisme, et les relations germano-soviétiques pourraient s'en ressentir. Selon lui, les Soviétiques s'inquiètent bien plus des méthodes de gouvernement d'Hitler que de la répression anticommuniste, dont ils peuvent s'accommoder sans trop de peine<sup>103</sup>. Nous verrons que *L'Humanité* ne partage pas du tout ce point de vue très pragmatique. En revanche, ils ont peur qu'Hitler applique la même politique au plan international, ce qui pourrait remettre en cause la paix dont l'URSS a « tant besoin<sup>104</sup> », pour citer François-Poncet. Ce qu'il ne précise pas, c'est que la France en a encore plus besoin....

## 2. Hitler au pouvoir, le coup de pied dans la fourmilière

Il est exact que l'accession d'Hitler au pouvoir provoque un émoi certain à *L'Humanité*, malgré qu'on l'ait décrit comme un homme assez fragile durant les derniers mois. Le journal communiste suit la situation en Allemagne en usant à outrance de la formule « on sait que », pour discréditer les propos des dirigeants de la droite allemande. Rapportant des propos de la presse allemande qui plaide pour l'instauration d'un état d'exception, ce qui reviendrait à donner les pleins pouvoirs au chancelier, pour stabiliser la situation et ensuite rendre les pouvoirs au Reichstag, *L'Humanité* estime que la droite allemande prépare un coup d'État<sup>105</sup>. Le 31 janvier, Gabriel Péri, qui rédige la majorité des articles sur l'Allemagne, écrit : « [f]lanqué de Von Papen et de Hugenberg, le chef des assassins fascistes préside le gouvernement de la terreur antiouvrière, de la misère et de la guerre<sup>106</sup> ». Ce sont là les mêmes arguments réservés à la droite conservatrice, qu'elle soit allemande ou française. Il n'y a pas encore dans le journal communiste une réelle compréhension du cas à part qu'est Hitler, on l'assimile aux autres membres de la droite conservatrice ou extrémiste. Malgré tout, *L'Humanité* va suivre de très près ce qui se déroule en Allemagne et affiner son analyse au fil des mois de 1933.

---

<sup>103</sup> DDE, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #362

<sup>104</sup> DDE, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #362

<sup>105</sup> *L'Humanité*. 26 janvier 1933, p. 1

<sup>106</sup> *L'Humanité*. 31 janvier 1933, p. 1

Bien qu'ayant dénoncé le nazisme plus fortement que les autres, *Le Populaire* ne suit pas les changements politiques en Allemagne d'aussi près que les autres journaux et s'appuie presque exclusivement sur des retranscriptions de dépêches de Havas. Pour la nomination du nouveau chancelier, *Le Populaire* se contente d'une caricature peu flatteuse, d'un tableau du nouveau gouvernement et de clamer que le SPD, le parti socialiste allemand, a déposé une motion de méfiance contre le cabinet Hitler<sup>107</sup>. Si *Le Populaire* n'a pas jugé utile de procéder immédiatement à une diatribe du nouveau gouvernement allemand, il se rattrape largement dans les mois qui suivent, comme nous le verrons dans le prochain chapitre de notre étude.

*Le Temps* poursuit son analyse en demi-teinte de la situation internationale, usant du langage pondéré auquel il nous a habitués, il évite de juger brutalement tel ou tel chef politique dans ses articles, même Hitler. Malgré tout, il est prompt à estimer qu'il s'agit bel et bien là d'une dictature de droite, ce que l'Allemagne n'avait pas connu depuis la guerre. Il s'agit d'ailleurs du point de vue de François-Poncet, qui estime malgré tout qu'il ne faut pas s'alarmer, mais au contraire rester calme et suivre la situation avec attention et finesse<sup>108</sup>. Le journal insiste, tout comme l'ambassadeur, sur les tensions qui règnent au sein de la classe politique allemande<sup>109</sup>. Hitler ne fait pas l'unanimité, loin de là, et le maréchal von Hindenburg n'a pas caché son dégoût pour le « petit caporal ». Pour *Le Temps*, toujours en écho à ce qui circule au Quai d'Orsay à en croire les *DDF*, le principal problème d'Hitler est qu'il n'a pas le soutien de l'armée. Von Hindenburg l'a nommé parce qu'il n'avait vraiment pas le choix et que la situation politique est catastrophique en Allemagne<sup>110</sup>. Le maréchal croit avoir assuré ses arrières en plaçant von Blomberg comme ministre de la Reichswehr, un homme qui pour *Le Temps* « n'a pas de sens politique<sup>111</sup> » et devrait être fidèle au maréchal. Ce ne sera pas le cas, et Hitler s'en fera vite un allié inconditionnel<sup>112</sup>, ce que von Hindenburg, *Le Temps* et le Quai d'Orsay ne semblent pas avoir anticipé du tout. Ce qu'ils ont bien perçu en revanche, c'est qu'Hitler contrôle l'administration et la police ; il a également de nombreux appuis chez les industriels allemands<sup>113</sup>.

<sup>107</sup> *Le Populaire*. 29 janvier 1933, p. 1

<sup>108</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #253

<sup>109</sup> *Le Temps*. 30 janvier 1933, p. 1

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Le Temps*. 31 janvier 1933, p. 8

<sup>112</sup> Consulter à cet effet : Kershaw. *Op. Cit.*, 536 pages

<sup>113</sup> *Le Temps*. 31 janvier 1933, p. 8

*Le Figaro* insiste également sur la dimension anarchique de ce qui se déroule alors outre-Rhin. Tout comme *Le Temps*, il estime que von Hindenburg se trouve dans une impasse politique et qu'il se trouve contraint de choisir Hitler comme chancelier par la force des choses. Dans un article sur la nomination d'Hitler au pouvoir, l'auteur Raymond Henry se demande si l'on a fait pression sur le vieux maréchal, ou si ce changement brutal est dû à des problèmes de faiblesse physique et mentale<sup>114</sup>. Pour l'auteur, ce nouveau régime sera une dictature au profit des industriels et des militaires. Cela confirme que le régime constitutionnel vivait depuis des années, recevant des coups du régime dictatorial à venir, ce dernier venant de triompher. Il y a cependant un fait nouveau dans l'analyse du *Figaro*. Alors que le journal avait tenté de diminuer l'importance d'Hitler en 1932, et avait même prédit sa chute imminente à plusieurs reprises, Henry écrit ici : « [a]u point de vue extérieur, l'avènement de Hitler constitue sans nul doute un grave danger<sup>115</sup> ». Cependant, il voit cela comme un danger du fait que l'Allemagne vit une période chaotique, pas uniquement du fait du programme d'Hitler. Au reste, il ajoute que « [l]e cabinet Hitler, c'est une mèche à un tonneau de poudre », insistant sur le fait que la menace est allemande, et pas seulement nazie. Ce manque de distinction entre Hitler et l'Allemagne dans la perception de la menace est chose courante au *Figaro*. Il faudra attendre les premières actions internationales d'Hitler pour qu'il change d'avis<sup>116</sup>

Prise à part, l'arrivée d'Hitler au pouvoir suscite une certaine crainte, mais pas encore immédiate. Plus précisément, les journaux ne peuvent alors envisager l'ampleur que prendra la dictature nazie, ce que les événements des mois suivants vont vite changer. Parallèlement, l'analyse de l'URSS est, logiquement, moins présente, mais pas absente de la presse française. Fidèle à lui-même, c'est *Le Temps* qui en traite le plus souvent. Dans le même temps, on se demande au Quai d'Orsay ce qu'il en est des relations germano-soviétiques maintenant qu'Hitler est en poste, tout cela ayant des retombées sur la politique étrangère française. Il est connu du Quai d'Orsay que l'URSS et l'Allemagne ont une entente qui remonte aux années vingt, permettant aux Allemands d'expérimenter du matériel de guerre en territoire soviétique, chose qui s'arrête cependant à l'été 1933. L'ambassadeur Dejean précise au ministre Paul-Boncour que c'est principalement sur l'aéronautique

---

<sup>114</sup> *Le Figaro*. 31 janvier 1933, p. 1

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> Micaud. *The French Right and Nazi Germany, 1933-1939*. New York, Octagon books, 1964, p. 28



que se portent les efforts soviétiques, en s'inspirant des recherches allemandes. En revanche, il ne peut se prononcer sur l'amplitude exacte de la relation entre la Reichswehr et l'Armée rouge, trop de facteurs étant obscurs<sup>117</sup>.

Un peu avant la prise du pouvoir par Hitler, *Le Temps* tente de brosser le portrait de la politique soviétique, notamment en rapportant les conclusions du comité exécutif de l'Union soviétique, auquel a participé Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, alors président du Conseil des commissaires du Peuple. Ce dernier estime que les rapports de l'URSS avec l'étranger se sont « normalement développés malgré les changements survenus dans les gouvernements des différents pays<sup>118</sup> ». Du reste, Moscou s'adapte rapidement à ce qui se passe à Berlin, malgré les circonstances. François-Poncet remarque que, malgré les provocations et l'incendie du Reichstag, l'Allemagne ne dépassera pas certaines limites, de peur de se voir encerclée. Il précise d'ailleurs que le rapprochement franco-soviétique est pour quelque chose dans cette réserve allemande<sup>119</sup>. C'est là un effet non avoué, mais souhaité dès le début par les diplomates français et soviétiques : mater l'Allemagne sans la provoquer directement.

*Le Temps* impose régulièrement cette demi-mesure similaire aux propos qui circulent entre François-Poncet et Paul-Boncour. Bien qu'il estime que l'URSS s'inquiète du comportement d'Hitler, il rappelle que les deux pays sont très liés par « des accords étroits qui ont pris à certains moments le caractère d'une semi-alliance<sup>120</sup> ». L'article précise également que la veille d'une harangue de Hitler contre l'URSS, Litvinov avait rencontré Konstantin von Neurath<sup>121</sup> et que ce dernier s'était montré rassurant. Il lui avait dit que les mesures anticommunistes des nazis ne visaient que l'Allemagne et que ça ne changeait rien dans les accords entre les deux pays. De plus, « il avait ajouté que, personnellement, M. Hitler tenait à maintenir des relations d'amitié entre l'Allemagne et la Russie<sup>122</sup> ». Malgré tout, à Genève, les Soviétiques présents à la conférence du désarmement manifestent leur inquiétude concernant le comportement de Hitler vis-à-vis de l'URSS, selon l'article. Les belles paroles d'Hitler et de son ministre ne sont pas suffisantes pour persuader l'URSS, qui est

---

<sup>117</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #307

<sup>118</sup> *Le Temps*. 27 janvier 1933, p. 2

<sup>119</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #398

<sup>120</sup> *Le Temps*. 5 mars 1933, p. 2

<sup>121</sup> Ministre des Affaires étrangères allemand depuis le cabinet von Papen de 1932

<sup>122</sup> *Le Temps*. 5 mars 1933, p. 2

tout sauf dupe. Les démarches continues de Litvinov pour se rapprocher de la France et pouvoir ainsi s'opposer à l'Allemagne en sont la preuve.

Comme vu ci-haut, l'ambassadeur français à Berlin évoque l'incendie du Reichstag, survenu dans la nuit du 27 au 28 février 1933 dans le cadre des relations germano-soviétiques. Si l'événement ne provoqua qu'un léger remous diplomatique, les journaux, eux, se déchaînèrent. *L'Humanité* y voit une provocation envers les communistes allemands et l'URSS, il estime également que le SPD apporte son concours à Hitler dans cette félonie<sup>123</sup>. L'ambassadeur François-Poncet est également dubitatif quant à la culpabilité du communiste hollandais Marinus van der Lubbe dans cette histoire. Bien qu'il ne dénonce pas les conclusions de la police allemande, il juge que « l'exploitation de l'attentat par la police et le gouvernement n'aurait pas été différente, si l'affaire avait été inventée de toutes pièces<sup>124</sup> ». Il ne fait cependant pas de lien avec le SPD. Au contraire, il écrit peu après à Paul-Boncour pour lui faire part que les milieux libéraux et socialistes de Berlin sont aussi incrédules que lui<sup>125</sup>. L'événement contribue à aggraver la peur du nazisme à *L'Humanité* et ailleurs.

*Le Populaire* se range du côté de *L'Humanité*, du moins sur la non-culpabilité des communistes. Son article sur le sujet a comme sous-titre : « Est-ce le signal d'une Saint-Barthélemy hitlérienne<sup>126</sup> ? », le journal socialiste a bien saisi le jeu auquel se prête le chancelier nazi. L'auteur, Rosenfeld, estime que le lien fait entre le crime et les communistes est une « suprême manœuvre du chef nazi » et que l'incendie sert admirablement la politique d'Hitler, alors que les communistes n'avaient rien à y gagner. Attribuer ce crime aux communistes fournit un prétexte pour lancer une campagne de lutte à mort contre eux et Rosenfeld craint que ça ne dégénère en guerre civile. Cette analyse est intéressante, car bien placée dans le contexte allemand. Rosenfeld est conscient de ce qui se passe en Allemagne et a bien saisi les méthodes nazies, et ce, même avant leur arrivée au pouvoir. Il est donc légitime de craindre que ça ne dégénère sous Hitler.

*Le Temps* est encore un écho du questionnement, mais pas forcément des avis, au Quai d'Orsay, indiquant simplement que le palais a été incendié et que « [l']auteur de l'at-

<sup>123</sup> *L'Humanité*. 28 février 1933, p. 1

<sup>124</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #351

<sup>125</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 2, #355

<sup>126</sup> *Le Populaire*. 28 février 1933, p. 1

tentat serait un communiste hollandais<sup>127</sup> », le conditionnel est ici bien utile. Malgré tout, l'article se refuse à réfuter la thèse de l'attentat communiste. Il précise que plus de 80 chefs communistes ont été arrêtés, pour éviter une campagne de terreur de leur part et que « [l]'incendie du Reichstag constitue, sans aucun doute, le plus grand crime de ce genre commis jusqu'à ce jour en Allemagne ». Sans le dire clairement, l'article semble pencher en faveur du complot communiste, ce qui est intéressant, car le rapport de François-Poncet va dans le sens opposé. Il détourne alors le sujet vers les relations germano-soviétiques qui, selon l'article, se détériorent alors qu'elles étaient bien portantes jusqu'en 1932. Fait intéressant, *Le Figaro* juge le contraire, voyant une « alliance des dictatures », ce sur quoi nous reviendrons. La presse allemande craint qu'une entente franco-russe remette l'Allemagne dans une situation d'encerclement, qui favoriserait un nouveau conflit, l'ombre de la Grande Guerre n'est jamais éloignée dans ce genre d'analyse. Cette crainte est également présente au Quai d'Orsay, mais mieux est considérée et relativisée.

Il y a ici une discordance entre *Le Temps* et le Quai d'Orsay sur le rôle des communistes dans l'attentat. Le ton raisonné du journal l'empêche de crier haut et fort sans preuve que les communistes allemands sont derrière tout cela, mais l'article le fait comprendre à demi-mot. L'influence de la tête du journal, soit le Comité des Forges et celui des Houillères, et certainement présente dans ce raisonnement. Ces industriels n'ont pas forcément le même point de vue sur le communisme que le Quai d'Orsay, même si leurs sources d'information sont communes. Il est donc clair ici que *Le Temps* est, dans une mesure certaine, l'organe officieux du Quai d'Orsay, mais il n'en est pas pour autant l'épigone, il est dirigé par une tête pensante et pas totalement asservie.

*Le Figaro*, quant à lui, épouse totalement la thèse de l'attentat communiste, titrant : « les communistes incendient le palais du Reichstag <sup>128</sup> ». L'article, anonyme, estime que ce geste est une conséquence de la lutte d'Hitler contre le marxisme et les révolutionnaires, provoquant des actions terroristes. Il proclame également, sans avancer aucune preuve, que les communistes « ont commencé par incendier le palais du Reichstag ; d'autres attentats sont prévus », l'article évoque le rôle certain de Moscou dans cet attentat, toujours sans preuve. Il conclut en citant Hitler qui proclame que « [c]'est un présage céleste, nous ex-

---

<sup>127</sup> *Le Temps*. 1<sup>er</sup> mars 1933, p. 2

<sup>128</sup> *Le Figaro*. 28 février 1933, p. 1

terminerons cette canaille avec un poing de fer ». On s'attend également à ce que le mouvement communiste soit interdit en Allemagne, ce qui arrive en mars 1933. La modération est totalement absente de cette analyse. Au contraire, le ton et les termes font sentir une certaine réjouissance chez l'auteur. *Le Figaro* est en effet dans cet entre-deux de haine contre le communisme et contre le nationalisme allemand. Les événements des prochains mois vont cependant faire pencher la balance du côté de la peur, la peur d'une Allemagne forte, unie et revancharde. Devant cette crainte, même la terreur rouge se verra occultée au *Figaro* et, dans une certaine mesure, chez les tenants de ses opinions politiques.

---

## CHAPITRE III

---

L'ALLEMAGNE NAZIE, FACTEUR  
DE RAPPROCHEMENT  
FRANCO-SOVIÉTIQUE ?



# L'ALLEMAGNE NAZIE, FACTEUR DE RAPPROCHEMENT FRANCO-SOVIÉTIQUE ?

---

## I. Le retournement de situation en Allemagne

### 1. Un changement mal anticipé au gouvernement et dans la presse

La seule arrivée d'Hitler au pouvoir ne suffit pas à expliquer l'accélération des relations franco-soviétiques, mais elle en demeure le principal facteur. Deux éléments sont à prendre en compte dans ce contexte : en premier, la transformation rapide de la République de Weimar en dictature implacable et en second la réponse des dirigeants français, soviétiques, et de leurs partenaires (surtout britanniques). Encore une fois, les discussions seront centrées autour du domaine financier, pour pouvoir s'entendre sur le plan politique. Il n'en demeure pas moins que ce jeu de vocabulaire diplomatique va s'intensifier durant toute l'année 1933 et se poursuit en 1934. La France et l'URSS ont des intérêts communs, mais l'arrivée d'Hitler à la chancellerie allemande y ajoute la crainte d'une nouvelle crise européenne. Durant le printemps 1933, un sentiment d'urgence va s'installer en France, sentiment annoncé depuis des années par Litvinov et ses collaborateurs en France<sup>1</sup>.

Ce qui va faire réagir les dirigeants français c'est la rapidité avec laquelle Hitler va transformer la réalité politique allemande, et les conséquences que cela pourrait avoir sur l'ordre européen. Malgré tout, il y a des divergences de vues assez nettes entre les différents parlementaires français, selon leur allégeance politique. D'un point de vue général, les hommes de la gauche française furent les premiers à voir et à dénoncer l'Allemagne nazie comme un ennemi potentiel dans un futur proche, et cela se reflète dans *Le Populaire* puis dans *L'Humanité*. Les dirigeants, souvent centristes, se rapprochèrent assez vite de cette position, mais cela se voit moins chez la droite conservatrice. Cette dernière reconnaît l'Allemagne comme une menace, certes, mais pas encore au point de devoir établir des alliances stratégiques contre elle, principalement avec l'URSS<sup>2</sup>. À cela s'ajoute évidemment le mépris pour l'URSS dont nous avons déjà traité.

L'autre facteur important est le rôle de la SDN dans l'évolution des relations franco-soviétiques. Sa fonction première était d'assurer la paix et la stabilité des rapports interna-

---

<sup>1</sup> Voir le premier chapitre de cette étude

<sup>2</sup> Haas. *Op. Cit.*, p. 36

tionaux. À cet effet, les journaux que nous étudions ont maintes fois exprimé leur désaveu pour son efficacité. Malgré tout, il convient de rappeler que le cadre juridique de la SDN était au centre des relations franco-soviétiques, du fait de la place de la France dans le multilatéralisme et de ses ententes avec les autres nations, ce qui eut des effets positifs et négatifs. Peter Jackson apporte un point de vue intéressant sur la politique de Paul-Boncour et de Daladier en ce qui a trait à l'Allemagne et à l'URSS quand il explique ceci :

Daladier et Paul-Boncour étaient des hommes de la gauche qui avaient servi dans les tranchées lors de la Grande Guerre et ils étaient dévoués aux politiques du désarmement et de l'austérité fiscale. Daladier était le meilleur expert du parti Radical en matière de défense et était persuadé que les forces armées devaient être simplifiées pour être efficaces. Paul-Boncour était un vétéran de la politique étrangère. Il avait servi en tant que délégué en chef pour la France à Genève de 1928 à 1931 et était un ami proche et collaborateur d'Aristide Briand. Après la mort de Briand en 1932, Paul-Boncour devint le principal partisan français de la sécurité collective et de la Société des Nations<sup>3</sup>.

Il précise également :

Paul-Boncour demeura dévoué au désarmement et à l'internationalisme malgré l'arrivée d'Hitler. Malgré les preuves accablantes de la sauvagerie nazie, il demeura convaincu que « la France devait continuer de rechercher la sécurité au travers des ententes internationales plutôt que par le réarmement<sup>4</sup> ».

Pour Paul-Boncour, la voie du rapprochement politique, notamment avec l'URSS est clairement la voie à suivre, cela concorde avec la politique menée par Herriot en 1932. Cela peut s'apparenter au désir de paix issu du briandisme, mais a eu un effet certain : favoriser le rapprochement avec les autres nations, surtout la Petite Entente et l'URSS. Ce refus du réarmement et de la confrontation immédiate avec l'Allemagne semble avoir favorisé le rapprochement franco-soviétique. Cette analyse concorde avec les discours officiels de Paul-Boncour, tels que rapportés par *Le Temps*, lors de sa présentation à la conférence sur le désarmement. À cette occasion, il fait l'apanage de la sécurité collective, avec la proposition de pactes d'assistance mutuelle. L'article du *Temps* illustre la complexité d'un tel système, car il part de la bonne foi de ses participants, si difficile à établir selon lui<sup>5</sup>. Encore une fois, la politique française allait à l'encontre de ce qui était prôné en Grande-Bretagne,

<sup>3</sup> Traduction libre. Jackson. *Op. Cit.*, p. 94-95

<sup>4</sup> Traduction libre. *Ibid.*, p. 66

<sup>5</sup> *Le Temps*. 5 mars 1933, p. 1



c'est-à-dire une approche plus directe et classique. Mais les pactes multilatéraux, s'ils sont signés et habilement rédigés, peuvent être aussi, voir plus efficaces que des alliances traditionnelles, telles que celles du XIX<sup>e</sup> siècle.

Selon la SDN, la « sécurité collective » est un mécanisme qui prévoit l'intervention commune contre un éventuel agresseur et doit elle se préparer par des pactes. Elle diffère des systèmes d'alliance défensive d'avant 1914, car elle ne crée pas réellement de camps, mais bien un système global où tout agresseur, quel qu'il soit, se verra condamné et attaqué en retour par les autres participants au système. Dans le cadre de la politique de rapprochement franco-soviétique, l'agresseur potentiel est évidemment l'Allemagne, Paris et Moscou veulent donc s'allier contre Berlin. Moscou a repris l'expression « sécurité collective » mais lui a donné un sens plus clair : un système d'alliance simple dirigé contre l'Allemagne, validé par des pactes issus de la terminologie de la SDN. L'objectif est d'empêcher une guerre, ou de la combattre efficacement si besoin est. Dans l'hypothèse d'une agression allemande contre la France, par exemple, l'URSS attaquerait l'Allemagne du fait de son agression, et la France se porterait au secours de l'URSS dans le cas inverse. Cette façon de procéder témoigne des leçons tirées par les différents politiciens qui négocient pour le rapprochement franco-soviétique. Pour les Soviétiques, le terme utilisé importait peu, il fallait réaliser cette alliance avec la France. Là encore, leur pragmatisme et leur réalisme se percevaient dans leur approche.

Les dirigeants français et soviétiques furent témoins de plusieurs événements majeurs en Allemagne en l'espace de quelques mois qui allaient profondément changer leur perception du pouvoir nazi. L'incendie du Reichstag suscita l'inquiétude et excita les salles de rédaction, mais les événements qui suivirent en 1933 furent bien plus graves. De plus, ils furent mal anticipés, tant au gouvernement que dans la presse. Il y eut malgré tout des petites diatribes à l'égard d'Hitler, notamment au *Figaro*. Henry Raymond estime que l'Allemagne est « réveillée » et « étire ses griffes », il espère que la France en fera de même. Dans le même temps, il salue la lutte des nazis contre les communistes et les socialistes<sup>6</sup>. Encore une fois, *Le Figaro* voit l'Allemagne comme une menace en soi, et maintenant le nazisme comme une force pour cette Allemagne dangereuse et revancharde.

---

<sup>6</sup> *Le Figaro*. 6 mars 1933, p. 1

*Le Temps* s'emploie à calmer les esprits de ses lecteurs en titrant le 11 mars 1933 : « Les changements intérieurs de l'Allemagne ». Dans cet article, signé par Wladimir D'Ormesson, futur président de l'Office de la radiodiffusion et de la télévision française, l'auteur juge que l'hitlérisme est un changement important qu'il importe de surveiller, mais qui est un « phénomène de la vie intérieure allemande ». Il ajoute que « [r]ien n'est changé dans la vie européenne<sup>7</sup> ». Parallèlement, et presque ironiquement, un article voisin dans la même édition estime que l'Allemagne veut un retour à « son ancienne hégémonie militaire, politique et économique » et que les gouvernements britanniques et français travaillent ensemble pour préserver la paix, mais qu'ils devraient aller plus loin dans leurs résolutions, et voir sur plus long terme<sup>8</sup>. Donc, d'un côté on dit qu'Hitler est un trublion sans gravité, d'un autre on annonce qu'il faut organiser la paix face à un changement de donne en Europe. Il y a là une illustration de l'incompréhension que suscite l'hitlérisme, même au *Temps*, journal renseigné s'il en est. Cela reflète d'ailleurs les sempiternels questionnements qui circulent dans les *DDF* au sujet de l'Allemagne de 1933. Cela dit, les événements de la fin mars 1933 allaient vite faire comprendre aux diplomates et aux journalistes qu'Hitler n'allait pas se contenter de discours, il allait agir avec force et rapidité.

Le 23 mars 1933, Hitler obtient les pleins pouvoirs par un vote au Reichstag, seul le Parti social-démocrate (SPD) ayant voté contre la loi, il sera d'ailleurs banni peu après. Le parti communiste allemand (KPD) avait déjà été décapité en février, suite à l'incendie du Reichstag, et sera définitivement interdit le 14 juillet 1933. C'est à ce moment que l'on prend en France la mesure de ce qu'est la dictature nazie. L'ambassadeur François-Poncet demeure réservé sur la portée de la volonté hitlérienne, car si son discours sur la politique étrangère, tenu le 24 mars, est plus agressif que les précédents, il n'en demeure pas moins relativement vague et clairement rédigé par la Wilhelmstrasse, le ministère des Affaires étrangères allemand. Selon l'ambassadeur, il porte même la signature de von Neurath, le ministre des Affaires étrangères<sup>9</sup>. Par la suite, l'ambassadeur évoque les conclusions parfaitement contradictoires qu'en a tirées la presse allemande, selon les orientations politiques de ses journaux. La presse française a bien évidemment saisi l'occasion pour écrire ce qu'elle pensait du régime à Berlin.

---

<sup>7</sup> *Le Temps*, 11 mars 1933, p. 1

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #70

*L'Humanité* titre le 24 mars que « Le Reichstag fasciste accorde les pleins pouvoirs à Hitler ». Dans cet article, Marcel Cachin (directeur de *L'Humanité* et l'un des fondateurs du PCF), l'auteur, estime que cela s'est fait grâce, entre autres, au soutien du SPD<sup>10</sup>. Cette assertion est bien évidemment une flèche destinée aux socialistes français, mais elle rate sa cible. Comme vu précédemment, le SPD a voté contre la loi au Reichstag. Logiquement, Cachin estime que cela accentue la menace contre le prolétariat allemand. Il ne relève cependant pas encore le risque à l'échelle européenne, ce sur quoi Gabriel Péri mettra l'accent dans les prochains mois. *Le Populaire* est moins vindicatif dans ses propos et est surtout attristé que le centre catholique ait soutenu Hitler plutôt que le SPD. Il souligne également que Hitler a déclaré vouloir mener une politique de paix vis-à-vis de l'URSS, et que la lutte contre les communistes est intérieure, non extérieure<sup>11</sup>. En mettant l'accent sur cette partie du discours d'Hitler, *Le Populaire* fait preuve de son intérêt pour la politique française et allemande vis-à-vis de l'URSS. Le journal socialiste a toujours soutenu le rapprochement franco-soviétique et en lisant cet article, on comprend que c'est une voie sans risque pour lui, car l'Allemagne, même nazie, ne condamne pas, du moins officiellement, les bonnes relations qu'ont les différents États européens avec Moscou.

François Coty se charge lui-même d'annoncer la nouvelle aux lecteurs du *Figaro*. Usant d'un ton presque approubatif, il souligne néanmoins que « [c]'est bien un nouveau chapitre de l'histoire de l'Europe qui s'ouvre sur cette séance mémorable du Reichstag<sup>12</sup> ». Malgré une certaine complaisance éditoriale vis-à-vis du pouvoir nazi, que l'on préfère à tout pouvoir de gauche, *Le Figaro* inscrit l'événement dans une perspective internationale, ce que ne fait pas *L'Humanité*. Sur cet aspect, son interrogation et même ses conclusions se rapprochent de celles de la presse modérée. Ce rapprochement médiatique, si l'on peut dire, va s'accroître tout au long de l'année 1933, comme nous allons le voir dans le reste de notre étude.

Il serait prématuré de parler de vent de panique en Europe au printemps 1933, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'une certaine inquiétude gagne les salles de presse et les cabinets ministériels. *Le Populaire* évoque la « terreur en Allemagne » et condamne vivement les violences perpétrées par les nazis. Il souligne également que Hitler redoute des

<sup>10</sup> *L'Humanité*. 24 mars 1933, p. 1

<sup>11</sup> *Le Populaire*. 24 mars 1933, p. 3

<sup>12</sup> *Le Figaro*. 24 mars 1933, p. 3

réprimandes internationales, c'est donc reconnaître que ses actions ont déjà une portée hors d'Allemagne<sup>13</sup>. Tout comme *L'Humanité*, il appelle les prolétaires à lutter contre ce pouvoir fasciste. Les deux journaux commencent alors à s'accorder de plus en plus sur leurs appels à la lutte. Seul *Le Figaro* demeure entièrement fidèle à ses propos de 1932. Lorsqu'il relate le discours d'Hitler tenu à Tempelhof lors du 1<sup>er</sup> mai, il souligne que le chancelier a prêché la lutte contre le marxisme, la valorisation du travail manuel, la nécessité d'unir le peuple allemand et d'assainir la situation agricole. De même, il a traité d'une politique de grands travaux (constructions de routes) pour diminuer le chômage et stimuler l'économie. Sans le dire clairement, l'article approuve cette politique qui correspond à une vision de la droite traditionaliste<sup>14</sup>. La menace nazie ne suffit pas encore à occulter cette vision conservatrice.

Devant ce regain de violence en Allemagne, la double constatation de plus en plus claire qu'Hitler et ses fidèles ont mis le pays à leur botte en un temps record et qu'ils comptent appliquer les mesures qu'ils ont prêchées depuis des années, deux choix s'offraient à la France. Le premier était la fermeté immédiate, prônée par *Le Figaro* et l'état-major de l'armée, comme vu précédemment. Cet aspect direct aurait plu aux Britanniques. Le second choix était l'accord multilatéral, ce qui avait été poursuivi par Herriot en 1932. C'est la voie que privilégiait son successeur au Quai d'Orsay Paul-Boncour, et il redoubla d'efforts lors de l'été 1933. L'objectif était de rendre une agression allemande impossible, car l'Allemagne n'aurait aucune chance de gagner une guerre sur deux fronts. Paul-Boncour et Litvinov le savaient fort bien et mettaient tout en œuvre pour que cela devienne réalité, empêchant une guerre ou, au moins, se mettant en position de la gagner et ainsi d'assurer la sécurité de leurs pays.

Ce changement brutal en Allemagne, si mal anticipé par une partie de la presse, força les auteurs pas encore convaincus à reconnaître le danger. La volonté nazie étant évidente et sa détermination très forte, il fallait la contrer. Même au sein du *Figaro*, les auteurs commencent à voir l'Allemagne comme une menace immédiate, et non potentielle. Il y a également au gouvernement une certaine appréhension vis-à-vis de son alliée la plus proche : la Grande-Bretagne. De toute évidence, Français et Britanniques ne s'entendent pas

---

<sup>13</sup> *Le Populaire*. 28 mars 1933, p. 3

<sup>14</sup> *Le Figaro*. 2 mai 1933, p. 3

sur la manière de mener une politique envers l'Allemagne. Cela ira même jusqu'au refus britannique d'examiner conjointement avec la France les manquements allemands au Traité de Versailles à l'automne 1933<sup>15</sup>. L'ambassadeur François-Poncet souligne de son côté qu'Hitler veut durcir sa politique étrangère et qu'il quittera la conférence du désarmement et la SDN si nécessaire<sup>16</sup>. Il ne compte pas se laisser mener par la France et la Grande-Bretagne. Il s'agissait donc de tenir compte de tout cela pour créer une nouvelle politique capable de préserver la paix.

D'un autre côté, l'URSS était restée fidèle à elle-même et à ses propos. Depuis le début des années trente, elle avait gardé la même ligne de conduite vis-à-vis de l'Allemagne et de la France. Elle ne provoquait pas Berlin, mais la surveillait de près et avait compris la menace nazie. Devant cela, elle voulait s'entendre avec l'autre puissance continentale : la France. Et si certains l'avaient compris à Paris, il s'agissait alors de persuader les indécis et les opposants au rapprochement durable et ferme entre la France et l'Union soviétique. C'est ce à quoi s'employaient les Soviétiques et leurs alliés du Quai d'Orsay et des ambassades.

## 2. La transmission des messages soviétiques et leur effet dans la presse

La politique française à l'égard de l'URSS dépendait alors de trois facteurs principaux : l'attitude du gouvernement français et du Quai d'Orsay, les relations germano-soviétiques et le maintien à Moscou de la vision politique de Litvinov. Tout cela était évidemment poussé par les événements en Allemagne et la compréhension de la menace que cela représentait, mais ça ne dictait pas directement les termes des relations franco-soviétiques. La presse commence alors à analyser où l'URSS se situe dans cette nouvelle Europe, car il s'agit bien de cela. Contrairement à ce qu'annonçait la presse en 1932 et à l'hiver 1933, Hitler a bel et bien changé la donne en Europe et il s'agit maintenant de s'y adapter et de comprendre le rôle du rapprochement franco-soviétique dans ce contexte.

Dans un article intitulé « Les relations germano-soviétiques », *Le Temps* évoque un discours d'Hitler sur lesdites relations. Ce dernier, très rassurant et formel, est dans même lignée que les précédents<sup>17</sup>. L'article retransmet cependant les inquiétudes de la presse so-

---

<sup>15</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #60

<sup>16</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #251

<sup>17</sup> *Le Temps*, 30 mars 1933, p. 2

viétique qui, selon les *Izvestia* (l'organe officieux du gouvernement soviétique), juge qu'Hitler n'a pas établi de ligne de conduite claire à l'égard de l'URSS. *Le Temps* alors fait le pont avec les relations franco-soviétiques, qu'il juge au beau fixe, ce qui semble exact d'après les DDF. Outre le pacte de novembre 1932, les négociations économiques vont bon train entre Paris et Moscou. M. Coulondre souligne à cet effet que l'URSS s'est montrée conciliante quant aux demandes françaises pour le redressement du déficit commercial. Les achats de pétrole russe par la France, une part énorme des échanges entre les deux pays, sont simplifiés à compter d'avril 1933 et cela ouvre la voie à « un accord plus général<sup>18</sup> ». Les propos de Litvinov étaient maintenant suivis à Moscou d'actions concrètes et immédiates, Paris le percevait très bien et s'en réjouissait.

La presse sent ce vent de fraîcheur entre Paris et Moscou et commence à entrer dans le jeu. *Le Populaire* demeure critique, il dénonce le renouvellement du Traité de Rapallo effectué par Hitler en 1933 et estime que l'URSS abandonne les communistes allemands qui subissent de graves répressions<sup>19</sup>. Malgré cela, le journal soutient la politique française de rapprochement économique et politique avec l'URSS, il évoque même la possibilité d'une collaboration militaire (en citant un discours de Henry Torrès<sup>20</sup> à la Chambre)<sup>21</sup>. Pour *Le Populaire*, l'URSS est la clé de l'énigme de la sécurité en Europe, mais ça ne veut pas pour autant dire qu'il faille détourner son regard des erreurs commises par celle-ci. Litvinov accepte d'ailleurs des conditions jusque-là rejetées. Par exemple, il approuve la formation de la Petite Entente, même si cette dernière est composée de pays qui ne reconnaissent pas l'URSS<sup>22</sup>. Ce geste est destiné à démontrer à la France la bonne volonté et le réalisme soviétiques, ce qui n'est pas rien diplomatiquement.

L'URSS est également prudente dans ses relations avec l'Allemagne, elle ne cherche pas à créer une mésentente. On comprend cependant bien en France que Moscou gagne du temps, qu'il n'est plus question de nouveaux accords germano-soviétiques, malgré le relatif *statu quo* établi depuis le Traité de Rapallo<sup>23</sup>. La vérité est que les relations germano-so-

---

<sup>18</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #98

<sup>19</sup> *Le Populaire*, 11 mai 1933, p. 3

<sup>20</sup> Député de la Gauche indépendante des Alpes-Maritimes, il était également un célèbre avocat connu pour ses talents d'orateur.

<sup>21</sup> *Le Populaire*, 17 mai 1933, p. 1

<sup>22</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #115

<sup>23</sup> Voir par exemple : DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #235; les propos de François-Poncet sont très clairs à ce sujet.

viétiques se son détériorer gravement. L'URSS veut l'entente avec Paris, et elle fait des concessions nombreuses et rapides pour y arriver (pensons aux accords aux le pétrole), il n'est alors plus de doute possible sur ses visées à moyen terme. François-Poncet recommande à Paul-Boncour une attitude parfaitement similaire à celle de Litvinov. En substance, il prône de se méfier de l'Allemagne, sans pour autant la heurter. Il juge que le régime hitlérien se renforce et qu'il risque fort de durer plus longtemps que prévu<sup>24</sup>. Il salue également la politique de rapprochement français avec l'URSS et avec l'Italie (au travers de négociations pour le Pacte à Quatre pour celle-ci) ce qui montre à l'Allemagne les ressources françaises et la volonté de la France de s'insérer dans une politique multilatérale.

Ce Pacte à Quatre suscite d'ailleurs une certaine inquiétude à Moscou, qui y voit un front antisoviétique. Ce texte, proposé par Mussolini le 6 avril 1933 et paraphé le 7 juin 1933 par la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne devait renforcer les puissances européennes contre les USA et renforcer la SDN, comme le précise d'ailleurs *Le Temps*<sup>25</sup>. L'article précise que « [s]elon les *Izvestia*, le nouveau projet s'efforce de dissimuler le fait qu'il s'agit de pourparlers en vue de la révision du traité de Versailles » et il y a une crainte que l'Allemagne obtienne des gains (ce que souhaite d'ailleurs la Grande-Bretagne, comme vu précédemment). Afin de calmer les craintes soviétiques, *Le Temps* publie quelques jours plus tard un article qui souligne que dans sa forme actuelle, le pacte a éliminé « toute pointe contre d'autres puissances<sup>26</sup> », cela est directement destiné à l'URSS, qui redoutait de voir ce pacte former un front antisoviétique. La presse française plus engagée idéologiquement, quant à elle, juge le pacte comme pratiquement nul et non avenu, sans réel impact sur l'équilibre européen et les négociations internationales, et ce, aussi bien au *Figaro* qu'à *L'Humanité*, pourtant deux journaux opposés. Les deux s'accordent pour dire que chaque pays interprétera le texte à son avantage, et que la France n'en a rien tiré de bon dans l'immédiat<sup>27</sup>.

Cela n'empêche pas la presse soviétique de dénoncer le fait que les Puissances occidentales n'admettent toujours pas l'URSS dans la direction des affaires européennes<sup>28</sup>. Si

---

<sup>24</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #314

<sup>25</sup> *Le Temps*, 4 juin 1933, p. 6

<sup>26</sup> *Le Temps*, 8 juin 1933, p. 1

<sup>27</sup> *Le Figaro*, 16 juillet 1933, p. 1 et *L'Humanité*, 16 juillet 1933, p 3

<sup>28</sup> *Le Temps*, 12 juin 1933, p. 4

*Le Temps* ne fait ici que retransmettre des articles soviétiques, il reste le propagateur de la vision soviétique de la chose, ce qui la conforte en France. La situation qu'il décrit reflète les inquiétudes de Litvinov lui-même, telles qu'il les a transmises à l'ambassadeur Dejean. Il redoute que Londres et Rome soient trop douces vis-à-vis de Berlin et qu'Hitler puisse en profiter pour tourner son regard vers l'est. L'ambassadeur abonde dans le sens du commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, et fait bien comprendre, même à demi-mot, qu'il vaut mieux éviter ce genre de tension avec l'URSS<sup>29</sup>. *Le Temps* et le Quai d'Orsay vont, une fois de plus, dans le même sens. Cela rejoint la vision du *Populaire*, Léon Blum estime qu'il faut chercher la collaboration des autres nations désirant la paix, dont l'URSS, et forcer l'Allemagne à accepter la collaboration internationale<sup>30</sup>. Il prône une approche pacifique et inscrite dans la juridiction internationale, ce qui ressemble beaucoup à la manière de faire de Paul-Boncour.

La politique de rapprochement franco-soviétique fait également du bruit à l'étranger, tant et si bien qu'elle inquiète grandement la presse allemande, ce que rapporte l'ambassadeur François-Poncet. Il y est question d'alliance militaire entre la France et l'URSS et de la volonté du Comité des Forges, copropriétaire du *Temps*, de favoriser cela pour y trouver son compte au niveau commercial, des accords financiers devant précéder ceux fait en politique<sup>31</sup>. Précisons que l'ambassadeur parle ici de « l'Allemagne nouvelle » quand il évoque le régime de Berlin, nous ne sommes alors qu'en avril 1933. La presse allemande voit les relations germano-soviétiques comme se dégradant, à l'inverse des relations franco-soviétiques. Elle va même jusqu'à citer, même sans en craindre le retour immédiat, la vieille alliance franco-russe de la Grande Guerre. À peu près à la même époque, la presse française commence à écrire des articles plus fouillés sur la politique étrangère de Moscou.

*L'Humanité* juge que l'URSS ne cherche pas à maintenir le *statu quo* territorial, comme le prétend un article du *Temps* paru la veille, mais à favoriser la paix et le développement économique<sup>32</sup>. Pour l'auteur, les nations occidentales n'ont d'autre choix que de s'entendre avec l'URSS, seule puissance non affectée par la crise économique. Il estime que l'URSS est contre le système de Versailles, mais ne le combattra pas par la guerre, contrai-

---

<sup>29</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #115

<sup>30</sup> *Le Populaire*, 14 mai 1933, p 1

<sup>31</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #200

<sup>32</sup> *L'Humanité*, 12 mai 1933, p. 3



rement à l'Allemagne nazie. Le journal communiste renforce ses propos lors de la ratification du pacte franco-soviétique qui, pour lui, est « un succès de la politique de paix de l'URSS<sup>33</sup> ». Pour Jacques Doriot, alors député communiste (qui sera expulsé du PCF en 1934, puis deviendra un fasciste en 1936 avec son parti, le Parti populaire français, et enfin joindra la Légion des Volontaires français durant la guerre<sup>34</sup>), ce pacte est un aveu de la reconnaissance de la puissance économique et politique de l'URSS, quoi qu'en disent les capitalistes. Concernant l'interdiction mutuelle de propagande, l'article estime qu'il n'y a aucune chaîne de commandement entre le gouvernement soviétique, l'Internationale communiste et le PCF. Enfin, dans son discours à la Chambre, Henry Torrès, grande figure de la gauche non communiste (Torrès a été un militant socialiste dès 1917, a participé à la création du PCF en 1920, mais il le quitta en 1921. Il sera député des Alpes-Maritimes de 1932 à 1936 en tant que membre du groupe de la gauche indépendante<sup>35</sup>), évoque la possibilité d'une alliance militaire avec l'URSS. Selon l'article, c'est un « bobard » destiné aux presses socialistes et bourgeoises<sup>36</sup>.

*Le Populaire* est beaucoup plus tolérant à l'égard des propos du député Torrès. Ce dernier a défendu le pacte franco-soviétique et désire également la signature de pactes équivalents entre l'URSS et la Roumanie, et entre l'URSS et la Petite Entente<sup>37</sup>. L'auteur plaide pour une meilleure collaboration économique avec l'URSS. Il souhaite que l'on oublie les litiges économiques franco-soviétiques datant de 1917 pour pouvoir entamer une nouvelle ère d'échanges<sup>38</sup>. Si le texte n'était pas un article du *Populaire*, on pourrait croire qu'il s'agit ici des propos de Litvinov lui-même. Malgré sa méfiance à l'égard de l'URSS, *Le Populaire* insiste de plus en plus sur la nécessité de s'entendre avec elle au vu de ce qui se déroule en Allemagne. Si le journal socialiste a toujours accepté l'idée d'un tel rapprochement, il le soutient maintenant avec une certaine fermeté et plaide pour que tout ce fasse dans les cadres internationaux, tout comme Paul-Boncour. Il y a donc une convergence entre l'analyse du journal et les désirs de Paris, de Moscou, de Paul-Boncour et de Litvinov.

---

<sup>33</sup> *L'Humanité*, 17 mai 1933, pp. 1-2

<sup>34</sup> Rowley, Anthony dir. *Dictionnaire d'histoire de France*. Paris, Éditions Perrin, 2002, pp. 324-325

<sup>35</sup> Jolly. *Dictionnaire de parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889-1940*. Paris, Presses universitaires de France, 1960. Vol. 2, p. 3105

<sup>36</sup> *L'Humanité*, 17 mai 1933, pp. 1-2

<sup>37</sup> *Le Populaire*, 17 mai 1933, p. 1

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 3

*Le Figaro* est, quant à lui, aussi acariâtre qu'à son habitude. Torrès est critiqué sur ses qualités d'orateur et son discours est qualifié de « plaidoirie pour les Soviets<sup>39</sup> » par l'auteur Roger Dardenne. Selon l'auteur, ce pacte est un acte de lâcheté, car la France abandonne les Russes blancs réfugiés en France, victimes du bolchevisme. C'est également un signe de stupidité, car Paris n'obtiendra rien de Moscou, les Soviétiques n'honorant jamais les traités avec les pays capitalistes, toujours selon Dardenne. Il faut cependant préciser que l'auteur ne cite aucun précédent pour étayer son affirmation, pour la bonne raison qu'il n'y en a pas en cette date. Dénonçant le pacifisme de Paul-Boncour — ce qui est une erreur de jugement, Paul-Boncour est prêt à user de la force contre l'Allemagne si nécessaire et ne s'en cache pas — il estime que la France est en train de se faire fronder par l'Allemagne qui, elle, réarme sans être inquiétée<sup>40</sup>. Encore et toujours, le journal de François Coty suggère d'employer les mêmes moyens que l'ennemi : l'armement et la confrontation directe. Tout le reste n'est que perte de temps et espoirs voués à déception.

Litvinov ne cache pas sa joie suite au vote favorable de la Chambre à l'égard du pacte de non-agression, en écrivant à Paul-Boncour le 20 mai 1933. Il écrit au ministre qu'il faut que « le monde entier sache que ce pacte constitue un facteur important, non seulement dans les relations de nos deux pays, mais encore dans la cause de la consolidation et de la sauvegarde de la paix générale<sup>41</sup> ». Le chargé d'affaires à Moscou Jean Payart souligne l'importance que l'on attache à Moscou aux affaires européennes et au maintien de la paix dans une lettre envoyée à Paul-Boncour le 2 juin 1933. Il estime que la défiance soviétique à l'égard de l'Allemagne n'a pas été créée par Hitler, elle a cependant été amplifiée par ce dernier<sup>42</sup>. Il précise que le Komintern « est devenu de plus en plus en fait l'organisme de propagande et l'élément de rayonnement de Moscou », bien qu'il ne soit pas toujours en parfaite phase avec la politique centrale. Il arrive qu'il soit en retard sur les décisions prises à Moscou, ce qui peut nuire à la politique extérieure soviétique. Il prévient également que l'URSS est devenue antirévissionniste, car le révissionnisme des traités favorise désormais l'Allemagne qui est entrée dans une dynamique qui constitue un « danger pour la paix<sup>43</sup> ». Pour Payart, l'URSS est passée du « dynamisme perturbateur au statisme

---

<sup>39</sup> *Le Figaro*, 17 mai 1933, p. 4

<sup>40</sup> *Le Figaro*, 19 mai 1933, p. 1

<sup>41</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #300

<sup>42</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #352

<sup>43</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #352

stabilisateur ». Il n'est donc pas question d'agir n'importe comment, mais bien d'établir des politiques concertées, claires et efficaces pour éviter une guerre avec l'Allemagne. Payart souligne que l'URSS est entrée dans ce système de pensée suite aux accords avec la France, qui lui ont offert une opportunité diplomatique nouvelle. Il appartient alors à la France de suivre, mais sans trop attendre.

## II. L'URSS devient-elle séduisante ? La presse et l'État évoluent.

### 1. Été-automne 1933, le temps des négociations

Alors que la presse s'inquiète de plus en plus de la situation allemande, Moscou poursuit ses démarches pour s'entendre avec Paris, devenue plus réceptive. Des voix françaises, dont Paul-Boncour et Charles Alphand, clament haut et fort qu'il faut faire table rase du passé pour s'entendre rapidement avec l'URSS. Le problème des dettes russes et de la « trahison » de 1917, deux des principaux éléments perturbateurs des négociations, sont sur le point d'être mis à l'écart, malgré le mécontentement de certains. Celui-ci se retrouve, encore et toujours, dans les lignes du *Figaro* qui condamne la vision de Herriot sur la paix de Brest-Litovsk de 1918. À en croire ce dernier, Moscou n'avait d'autre choix que de demander la paix, au vu de sa situation intérieure catastrophique à l'époque. Le général Niessel, auteur de l'article, condamne vivement cette attitude car, pour lui, non seulement l'URSS n'est pas fiable, mais Herriot s'abaisserait à tout pour convaincre les sceptiques<sup>44</sup>. Pour Niessel, Brest-Litovsk n'est rien d'autre qu'une trahison pure et simple envers la France, alors que cette dernière est restée fidèle à ses alliances. Ainsi, à ses yeux, l'URSS n'est pas digne de confiance et trahira de nouveau la France si elle le juge nécessaire.

De son côté, le Quai d'Orsay prône désormais le rapprochement et la douceur vis-à-vis de l'URSS. Les pourparlers économiques vont alors bon train et il circule des idées d'alliance, mais ce concept pose plusieurs problèmes en France, et ils seront débattus dans les mois qui suivirent dans la presse française. Ces difficultés sont principalement :

- Si la France désire l'aide de l'URSS, veut-elle l'aider si elle est attaquée par le Japon ou l'Allemagne ? La question est légitime, car qui a le plus de chance de subir une atta-

---

<sup>44</sup> *Le Figaro*. 15 juillet 1933, p. 1

que ? La France ou l'URSS ? Une alliance est donc un pari potentiellement risqué, et cela se ressent dans la presse et chez les modérés du gouvernement.

- L'armée a un problème idéologique et militaire avec l'URSS. « L'école ÉMA<sup>45</sup> » exclut tout rapprochement avec l'URSS pour des raisons idéologiques, mais la question de l'efficacité et de la rapidité d'action de l'Armée rouge se pose. En cas de conflit, pourrait-elle aider la France rapidement et avec quels moyens ? Il y a aussi le souvenir de 1917, beaucoup de militaires ont vu dans le départ de la Russie une trahison grave et qui la discrédite comme alliée militaire. Si les décideurs et la presse soviétiques doivent se poser les mêmes questions, cela ne ralentit pas leur action pour le rapprochement avec la France. La fiabilité militaire de cette dernière peut également être remise en question, mais Litvinov a compris qu'il n'avait guère de choix que d'accepter ce doute, faisant encore preuve de réalisme. Mieux vaut un allié imparfait que pas d'allié du tout.

L'ambassadeur Alphanth redouble d'efforts pour favoriser le rapprochement entre son pays et l'URSS. Ayant parfaitement compris qu'il fallait laisser parler l'argent, il demande à Paul-Boncour d'accélérer les négociations économiques, car elles entrent à l'été 1933 dans une phase cruciale. Il estime que la France a « vis-à-vis de l'URSS, une grande liberté d'action<sup>46</sup> » qu'il faut utiliser à bon escient. Il met cela en parallèle avec les défauts de paiement de l'Allemagne, ce qui favorise d'autant plus la France. Dans un télégramme du 21 juin 1933, il précise à Paul-Boncour qu'il ne dispose que de trois mois pour manœuvrer et que s'il manque cette occasion il pourra « en attendre longtemps une nouvelle<sup>47</sup> ». En procédant ainsi, l'ambassadeur français sait pertinemment qu'il favorise un futur accord politique.

De son côté, Litvinov continue son travail acharné. L'ambassadeur François-Poncet signale d'ailleurs à Paul-Boncour que la Wilhelmstrasse commence à s'inquiéter de la politique du commissaire soviétique. Pour elle, sa « définition de l'agresseur » est orientée vers l'Allemagne et Litvinov cherche à recevoir l'appui des capitales occidentales à ce sujet<sup>48</sup>. Les fonctionnaires berlinois ont vu juste, et François-Poncet en est conscient, comme probablement Paul-Boncour. Cela recoupe leur correspondance écrite des mois précédents

---

<sup>45</sup> Voir section III-2 du premier chapitre

<sup>46</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #404

<sup>47</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #404 (notes)

<sup>48</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #454

dans lesquels les deux hommes discutaient des moyens pour confronter l'Allemagne sans la provoquer. Il fallait jouer sur les mots et les formules pour réussir une tâche aussi complète. La loi du 14 juillet 1933 contre la formation de partis politiques (*Gesetz gegen die Neubildung von Parteien*) confirmant l'assise nazie sur le pouvoir allemand, la tâche allait se révéler d'autant plus complexe sur le long terme. L'événement ne suscita d'ailleurs que peu de réactions en France, tant chez la presse qu'au Quai d'Orsay. Seul *Le Temps* lui consacre un article complet, pour en conclure que la manœuvre d'Hitler et risquée tant il est difficile, voire impossible, d'obtenir le soutien de tout le peuple allemand<sup>49</sup>.

Les négociations franco-soviétiques étaient placées sous le sceau du secret, car la presse s'était montrée jusque-là assez brouillonne quant à son analyse de celles-ci. L'ambassadeur Alphand semblait néanmoins le personnage idéal pour relayer cette nouvelle volonté française d'aboutir rapidement à des accords concrets. À cet effet, il rencontre M. Molotov le 15 juillet 1933, pour le féliciter, selon les mots de Paul-Boncour, « du nouvel élément de pacification que constitue la déclaration relative à la définition de l'agresseur<sup>50</sup> ». Rappelons que cette définition causait des problèmes dans les tractations franco-soviétiques en 1932, et qu'il fallait pouvoir s'entendre sur ce sujet afin de progresser sur les plans stratégique et politique<sup>51</sup>. Cela fait, Alphand reçut de Molotov l'assurance que les relations commerciales allaient s'améliorer rapidement grâce aux efforts français. Absolument rien de tout cela ne transparaît dans la presse, pas même au *Temps*. De toute évidence, le sceau du secret n'a pas été rompu.

Cela répond aux inquiétudes de Litvinov, qui se méfiait de l'analyse de la presse française à l'égard des relations entre Paris et Moscou, ce à quoi l'URSS avait tenté de pallier en versant de l'argent aux principaux journaux français<sup>52</sup>. Afin de faciliter lesdites négociations, Paris a su couper l'arrivée d'informations pour les journaux. De toute évidence, même Havas ne transmettait pas de dépêches sur les pourparlers, pourtant nombreux durant cette période. Le fait que ces événements n'aient pas été relatés par la presse avant le feu vert officiel témoigne non seulement de l'emprise gouvernementale sur la circulation de l'information, mais également de la portée qu'a la presse sur l'opinion publique, tant

---

<sup>49</sup> *Le Temps*. 15 juillet 1933, p. 2

<sup>50</sup> DDE, 1<sup>ère</sup> série, tome 3, #487

<sup>51</sup> Voir section I-2-a du chapitre précédent.

<sup>52</sup> Carley. 1939... p. 41

intérieure qu'extérieure. Si celle-ci était négligeable ou contrôlable, de telles mesures n'auraient pas été nécessaires. Or, le blocage de l'information, tant désiré par Litvinov, facilita grandement les négociations de l'été 1933. C'est au mois de septembre que la presse commença à être informée et que l'on recommença à traiter de nouveau de l'URSS.

## 2. L'harmonisation relative de la presse

Si la presse française cessa de recevoir des renseignements sur les relations entre Paris et Moscou du fait des craintes qu'elle suscitait chez Litvinov, le retour des articles fut également marqué par une certaine tendance à la modération et à la compréhension vis-à-vis de l'URSS; avec cependant un certain retard au *Figaro* à cet égard, ce qui était à prévoir. Cependant, le journal de droite s'inquiéta de plus en plus des actions d'Hitler et de leur portée à l'échelle internationale. Il fustigea également les Britanniques pour leur politique du « wait and see » et Paul-Boncour pour son inaction et son soi-disant pacifisme<sup>53</sup>. Cela contraste avec l'analyse de *L'Humanité* qui estime que, malgré son autoritarisme, le pouvoir nazi enregistre échec sur échec, notamment pour ce qui est du chômage et de l'équilibre fiscal<sup>54</sup>.

La politique soviétique de rapprochement avec l'Europe occidentale et ses alliés suscite également l'intérêt des journalistes et des auteurs. C'est dans ce contexte qu'Herriot se rendit à Moscou en septembre 1933, ce qui fut salué par *Le Temps*. L'article couvrant son arrivée à Moscou cite des textes des *Izvestia* qui vantent la largesse d'esprit de Herriot et la volonté de paix de l'URSS<sup>55</sup>. Fait important, *Le Temps* n'enrichit plus ses articles de petites diatribes contre le pouvoir soviétique. Cela marque l'arrêt d'une pratique jusque-là courante, même si en perte de vitesse depuis le printemps 1933. Il faut remarquer que cela coïncide merveilleusement bien avec l'assouplissement des relations politiques et économiques, grâce à l'accord commercial du 23 août<sup>56</sup>, entre les deux pays, de quoi satisfaire tant le Quai d'Orsay que les propriétaires du *Temps*, grands industriels et hommes de finances qui se soucient plus de leur profit que des accords de paix. Il s'agissait maintenant de poursuivre le rapprochement, sans faire trop de remous outre-Rhin.

---

<sup>53</sup> *Le Figaro*, 1<sup>er</sup> septembre 1933, p. 1

<sup>54</sup> *L'Humanité*, 2 septembre 1933, p. 3

<sup>55</sup> *Le Temps*, 3 septembre 1933, p. 2

<sup>56</sup> Gayffier-Bonneville De. *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*. (Coll. Inter-national). Paris, L'Harmattan, 2004, p. 76

Le pacte d'amitié italo-soviétique est le catalyseur de cette nouvelle manière d'écrire du *Temps*, soudainement si déférent à l'égard de l'URSS. Selon la méthode habituelle du *Temps* pour livrer son opinion sans la signer, le journal cite dans son « Bulletin du jour » du 4 septembre 1933 un article italien du *Messaggero* qui souligne que l'Italie et l'URSS ont su faire fi de leurs divergences idéologiques pour l'édification de la paix. De plus, de bonnes ententes commerciales vont servir les deux pays. Enfin, l'article estime que ce pacte démontre la volonté de paix de l'URSS car ce rapprochement avec l'Italie n'était pas obligatoire, tant les deux États sont éloignés, tant géographiquement qu'au niveau des intérêts internationaux<sup>57</sup>. L'éditorial du 6 septembre accompagne magnifiquement cela, estimant que c'est la menace allemande qui a accéléré la signature du pacte d'amitié, car l'URSS souhaite que l'Italie serve de puissance médiatrice, et elle ne demande guère mieux. Il souligne également que le Pacte à Quatre n'était pas antisoviétique<sup>58</sup>, ce que *Le Temps* a toujours clamé. Ainsi, non seulement *Le Temps* salue la politique soviétique, mais il fait un calque évident entre les politiques italo et franco-soviétique. Le fait que la menace allemande soit décrite comme un élément accélérateur du pacte italo-soviétique est une reconnaissance de fait qu'elle joue le même rôle pour les relations franco-soviétiques.

*Le Figaro* juge que ce pacte n'est pas surprenant car l'Italie a toujours eu de bons rapports avec l'URSS. Il estime également qu'il est dans le vent des accords que l'URSS signe avec les puissances européennes. Malgré tout, il juge un tel rapprochement inconsidéré, car les Soviétiques sont des « fauteurs de révolution<sup>59</sup> » à ses yeux. *Le Populaire* se contente de rapporter la signature du pacte et ses principales clauses, sans en livrer une quelconque analyse. Cela dit, tout comme au *Temps*, le journal socialiste ne profite plus de ce genre d'occasion pour tirer des petites flèches éditoriales envers l'URSS. Là aussi, on observe une volonté de modération, voire d'alignement sur la manière de faire de Paul-Boncour et du Quai d'Orsay. Enfin, pour *L'Humanité*, ce pacte, comme tous les autres signés avec des puissances capitalistes, renforce l'URSS et témoigne de sa volonté de paix. Les capitalistes, quant à eux, ne signent que du fait de la détresse économique dans laquelle ils se sont eux-mêmes plongés. Le journal communiste n'apporte guère de nuance entre les puissances

---

<sup>57</sup> *Le Temps*, 4 septembre 1933, p. 1

<sup>58</sup> *Le Temps*, 6 septembre 1933, p. 1

<sup>59</sup> *Le Figaro*, 3 septembre 1933, p. 1

occidentales, se contentant de dire que les fascistes sont des « assassins en chemises noires<sup>60</sup> ».

Le voyage de Herriot à Moscou, accompagné du ministre de l'Air Pierre Cot, est un moment évocateur du rapprochement franco-soviétique. Ce séjour a été organisé à la demande des Soviétiques et a consisté, *grosso modo*, en une visite guidée des grandes réalisations soviétiques sous Staline. Tout comme ils allaient le faire en mai 1934 avec les savants français désireux de collaborer avec leurs collègues d'URSS<sup>61</sup>, les Soviétiques orchestrèrent le parfait voyage pour s'assurer d'avoir une réaction plus que favorable de la part de leurs invités. Comme vu ci-haut, *Le Temps* relayait la chose en citant directement les journaux soviétiques, faisant passer un message clair d'approbation. Herriot fut particulièrement charmé par sa visite, ce que ne manqua pas de souligner *L'Humanité*, pourtant si critique à son égard du temps où il était président du Conseil. Le journal communiste rapporte les propos tenus par Herriot lors de son retour d'URSS, à Lyon. Ce dernier a proclamé que l'Union soviétique « est un pays qui tend vers une puissance qui sera de l'ordre de grandeur de celle des États-Unis<sup>62</sup> ». Dans un article du lendemain, André Ferrat écrit que la visite de Herriot en URSS est le fruit de la politique extérieure soviétique vouée à la paix et à la collaboration, ainsi que de la réussite économique soviétique, alors que les puissances capitalistes s'écroulent<sup>63</sup>. *L'Humanité* est toujours dubitative quant aux intentions de Herriot, mais l'analyse est moins agressive que dans les mois précédents, car on sent que l'URSS désire ardemment ce rapprochement.

*Le Figaro* dénonce l'attitude de Herriot et de Paul-Boncour, qu'ils accusent d'être les « successeurs de Briand », dont il dénonce la politique. Pour le journal, ces politiciens seraient des apôtres de l'esprit de Locarno, qu'il décrie, et ils plieraient devant leurs opposants, particulièrement devant l'Allemagne<sup>64</sup>. S'adressant à Herriot alors à Moscou, l'auteur lui rappelle la « trahison » de Brest-Litovsk et le fait qu'Hitler, quant à lui, prépare une expansion territoriale sans pareil. Pour *Le Figaro*, la seule façon de procéder est de s'armer, pas de s'entendre avec Moscou. C'est là mal comprendre les démarches menées par Paul-

---

<sup>60</sup> *L'Humanité*, 2 septembre 1933, p. 3

<sup>61</sup> Voir à cet effet : Mazuy, Rachel. « La décade scientifique... ». pp. 441-448.

<sup>62</sup> *L'Humanité*. 14 septembre 1933, p. 2

<sup>63</sup> *L'Humanité*. 15 septembre 1933, p. 1

<sup>64</sup> *Le Figaro*. 7 septembre 1933, p. 1



Boncour et l'importance de l'URSS. On remarque au *Figaro* et à *L'Humanité* un regain de vigilance à la fin de l'été 1933 à l'égard d'Hitler. On se concentre moins sur la politique intérieure allemande, mais plutôt sur ses visées extérieures et on dresse un portrait similaire au *Figaro* et à *L'Humanité*. À ce titre, on rejoint l'analyse du *Temps* et son parallèle entre les relations Rome-Moscou et Paris-Moscou. L'Allemagne est le vecteur de rapprochement, c'est désormais admis de l'extrême gauche à la droite. *Le Temps* renchérit d'ailleurs en affirmant que la presse britannique, sinon son gouvernement, est favorable à l'action d'Herriot en URSS et que le « triomphe de l'hitlérisme » a poussé la France et l'URSS l'une vers l'autre<sup>65</sup>. C'est également la première fois que le journal évoque directement une « menace nazie ».

*Le Populaire*, qui a longtemps clamé la menace qu'était le gouvernement nazi, renforce son soutien envers l'action du Quai d'Orsay, plus particulièrement celle de Herriot, de Paul-Boncour et de Cot. Celui qui écrit cet article significatif n'est nul autre que Léon Blum, pourtant parfois si critique à l'égard de Herriot en 1932. Celui-ci met en garde contre un échec de la conférence du désarmement, car l'Allemagne réarme et a des rêves de grandeur impériale. Il craint un retour aux conditions d'avant 1914, une course aux armements et une nouvelle guerre<sup>66</sup>. Il dit comprendre que l'URSS se sente menacée et donc cherche à former des ententes et alliances, mais il craint que la création de camps armés ne mène à la guerre. Il estime que tout doit passer par un contrôle international et aimerait voir l'URSS et les États-Unis joindre la SDN et l'aider, ce serait plus constructif selon lui. Blum renchérit en première page du 23 septembre, en soulignant qu'il soutient la politique gouvernementale qui prône le contrôle international du désarmement par la SDN<sup>67</sup>. Le message est clair : il faut intégrer l'URSS, et les États-Unis, dans le cadre de la SDN pour faire barrage efficacement et rapidement à l'Allemagne. C'est exactement ce que Paul-Boncour cherche à faire avec Litvinov.

L'annonce officielle de négociations commerciales franco-soviétique trouve un écho dans *L'Humanité*, qui se contente d'annoncer la chose sans aller plus loin<sup>68</sup>. On observe la même chose au *Figaro*. Cependant, il est clair que l'auteur ignore que des négociations ont

---

<sup>65</sup> *Le Temps*. 17 septembre 1933, p. 2

<sup>66</sup> *Le Populaire*. 20 septembre 1933, p. 3

<sup>67</sup> *Le Populaire*. 23 septembre 1933, p. 1

<sup>68</sup> *L'Humanité*. 21 septembre 1933, p. 3

eu lieu durant tout l'été, le secret à donc été maintenu, comme demandé par les Soviétiques. Ni le Quai d'Orsay, ni le commissariat du Peuple aux Affaires étrangères n'ont laissé filtrer d'information jusqu'à la presse. Parallèlement, *Le Temps* continue de relayer la vision de Paul-Boncour au travers d'articles explicatifs sur les relations franco-soviétiques. S'il décrit bien l'accélération des négociations, il défend que c'est suite à un revirement à Moscou, non à Paris. Les Soviétiques auraient pressé le pas à cause de l'attitude menaçante du Japon et les changements politiques en Allemagne (d'où la série de pactes avec les pays d'Europe centrale)<sup>69</sup>. Or, comme nous l'avons vu dans les *DDF*, les demandes initiales sont toutes ou presque venues de Litvinov, pas de Paris. L'article estime que l'URSS se serait bien contentée de bonnes relations avec l'Allemagne, mais l'hitlérisme a changé la donne et la force à chercher des ententes rapidement avec les autres puissances. Il juge également que les Soviétiques n'ont plus pour but de provoquer la révolution mondiale, hormis quelques cas extrêmes. On qualifie « d'immense danger [...] pour la paix en Europe<sup>70</sup> » l'Allemagne hitlérienne et il est donc naturel que la France se rapproche de pays favorables à la paix, en premier lieu l'URSS. Le message ne saurait être plus clair. Aux yeux du *Temps*, l'URSS est passée d'un pays incertain à un allié potentiel, le tout entre deux équinoxes.

*L'Humanité* exprime clairement le point de vue du PCF par le biais du rapport de Maurice Thorez après le comité central. Pour lui, l'URSS est menacée par le Japon et par l'Allemagne (on observe le même constat dans *Le Populaire*). Ensuite, la France et l'Allemagne voient une nette détérioration de leurs relations. Cependant, toujours pour *L'Humanité*, en France comme en Allemagne, des grands industriels, aidés par des politiques, veulent unir leurs peuples respectifs contre l'URSS<sup>71</sup>. Ce dernier point semble faux quand on lit les articles du *Temps* parus dans les semaines précédentes. Non seulement le journal, possédé par les plus grands industriels de France et faisant écho au Quai d'Orsay (et donc au gouvernement « impérialiste ») clame désormais haut et fort qu'il faut s'entendre avec l'URSS, il ne tarit pas d'éloge à son sujet. Certes, ces propos sont circonstanciels, mais il n'en demeure pas moins que les déclarations de Thorez sont ici erronées.

---

<sup>69</sup> *Le Temps*. 21 septembre 1933, p. 2

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *L'Humanité*. 31 octobre 1933, p. 3

L'ambassadeur de France à Washington, André Lefebvre de Laboulaye, rencontra Litvinov en novembre 1933, lors d'une visite de ce dernier aux États-Unis, qui se conclut par la reconnaissance officielle de l'URSS par Washington. Litvinov lui confia qu'il ne fallait surtout pas faire de concessions aux Allemands à Genève en matière de désarmement<sup>72</sup>. Encore une fois, le commissaire prôna la rigueur, mais pas l'action brutale à l'égard de l'Allemagne. Il ne commet pas l'erreur de sous-estimer Hitler, comme l'ont fait la presse et, dans une certaine mesure, le Quai d'Orsay. *Le Figaro* fait passer un message similaire en cette fin d'année 1933, quand Raymond Henry décrit la perspective d'Hitler sur la France. Ce dernier la juge puissante, il faut donc la ménager et gagner du temps pour réarmer l'Allemagne. Si l'on peut faire des actions graves (comme retrait de la SDN), il ne faut rien tenter de violent directement contre elle. Ensuite, en se retirant de la SDN, Hitler voulait tâter le terrain, voir comment les puissances réagiraient, il a vu, il n'y a eu que des protestations formelles. Finalement, il fait des offres économiques à la France pour la séduire, ainsi que son élite industrielle<sup>73</sup>. Pour l'auteur, c'est un piège odieux et il s'offusque que des Français s'y laissent prendre. Il cite d'ailleurs *Mein Kampf* : « la France est l'ennemi qu'il faut abattre par tous les moyens ». Si le *Figaro* n'accepte toujours pas le nouveau rôle de l'URSS dans les affaires européennes, il s'accorde désormais avec Litvinov quant à la question nazie.

Le fait que François Coty ait été évincé du *Figaro*<sup>74</sup> ne change rien dans le leitmotiv anticommuniste du journal. Il utilise des procédés astucieux pour convaincre ses lecteurs de se méfier de l'URSS. Par exemple, il publie une lettre écrite par un homme, évidemment anonyme, ayant vécu en Russie, et il y dépeint un pays qui va s'écrouler. Le but est ici de nuire au rapprochement franco-soviétique<sup>75</sup>. Il soutient que l'URSS est toujours aussi active dans sa volonté d'étendre le communisme à toute l'Europe et qu'elle profite de la naïveté d'un Herriot et d'un Paul-Boncour qui croient en la sincérité de l'URSS dans son action diplomatique. Il en conclut que les bolcheviques sont des ennemis de la civilisation et se préparent à la guerre pour ensuite imposer leur joug dans une Europe déchirée et ruinée. *Le Figaro* est le seul des quatre journaux de notre étude à ne pas avoir modifié, au moins quelque peu, son jugement sur les relations franco-soviétiques, malgré qu'il ait révi-

<sup>72</sup> DDE, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #31

<sup>73</sup> *Le Figaro*. 3 novembre 1933, p. 3

<sup>74</sup> Voir section II-1-b du 1<sup>er</sup> chapitre

<sup>75</sup> *Le Figaro*. 5 novembre 1933, p. 1

sé celui sur la menace allemande. Malgré cette compréhension du danger que représente Hitler, il ne propose d'autres options que le renforcement militaire et la confrontation directe. C'est là le bel exemple d'une vision étroite qui nuit à l'analyse.

Le gouvernement et le Quai d'Orsay ne sont alors que trop conscients de la menace allemande grandissante et l'analyse de la presse se superpose parfaitement à cela. C'est là un point important de la présente analyse. Si les journaux ont tantôt craint, sous-estimé ou méprisé Hitler et son action, ils le faisaient de manière disparate et sans réelle concordance avec la vision du Quai d'Orsay, elle-même sujette à changement. À l'automne 1933, il n'est plus question de savoir si l'Allemagne nazie est une menace, mais de déterminer le degré de celle-ci et les possibilités d'action pour Hitler. Daladier signale à cet effet la vocation militariste de la réorganisation de la politique allemande, suggérant à Paul-Boncour d'en faire bon usage lors des négociations pour le désarmement<sup>76</sup>. L'ambassadeur François-Poncet, pour sa part, demande à Paul-Boncour de définir une ligne de conduite claire dans le cas d'un échec des négociations avec l'Allemagne. Il lui écrit que « [le] jour n'en approche pas moins où l'on devra choisir. Il est à craindre que, seul, l'usage d'une action militaire puisse empêcher l'Allemagne de réarmer<sup>77</sup> ». Dans un tel cas, il demande également que faire des alliés de la France. Lutteront-ils avec elle, ou devra-t-elle s'opposer seule aux prétentions allemandes ? Une seule nation a alors affirmé sa volonté de vouloir faire barrage à l'Allemagne nazie, l'URSS; Paul-Boncour le sait fort bien et agit en conséquence.

Les visites de Herriot et de Cot en septembre 1933 ont renforcé l'image qu'avait la France des capacités militaires et industrielles soviétiques. Une note de la direction politique au Quai d'Orsay stipule que « l'URSS dispose d'une capacité de production industrielle considérable dont nous pouvons profiter et, en matière d'aviation, d'une technicité dont nous pouvons bénéficier<sup>78</sup> ». Il y est également précisé qu'il faut renforcer la collaboration technique et industrielle entre les deux pays, en temps de paix comme en temps de guerre. En termes clairs, il est recommandé de forger une alliance avec les Soviétiques, les seuls à s'être clairement exprimés au sujet de la menace allemande. Les efforts de Paul-Boncour ne passent pas inaperçus chez la presse, et même *L'Humanité* reconnaît ces derniers en jugeant que le ministre se rapproche du « changement complet » dans les rapports

<sup>76</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #15

<sup>77</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #44

<sup>78</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #28

franco-soviétiques<sup>79</sup>. L'auteur est également heureux que l'URSS participe au renforcement de la paix en Europe. Le fait est qu'au Quai d'Orsay, l'URSS devient l'objet de toutes les convoitises diplomatiques en cette fin d'année 1933. L'article de *L'Humanité* précise également que Léon Blum a déclaré à la Chambre soutenir la politique du gouvernement, qu'il juge propice au maintien de la paix. Il soutient qu'il faut demander à l'Allemagne de se ranger, ou unir toute la SDN contre elle. C'est là un alignement rare entre *L'Humanité* et les propos du directeur politique du *Populaire*. Il aura fallu attendre des mois, mais les deux journaux de gauche finirent par percevoir exactement la même chose, tout comme *Le Temps* et *Le Figaro* d'ailleurs. Seul ce dernier refuse d'envisager l'entente avec l'URSS comme solution éventuelle. Nous sommes loin de la situation de 1932, où Hitler était sous-estimé et où l'URSS était souvent dénigrée, sauf dans *L'Humanité* bien sûr.

Une étude secrète révèle en décembre 1933 qu'un traité d'assistance réciproque avec l'Union soviétique — idée soulevée par Paul-Boncour lui-même — serait le meilleur moyen de protéger la France contre l'expansionnisme allemand, mais il faudrait que Moscou rejoigne la SDN pour renforcer cela<sup>80</sup>. Selon la note, il serait préférable d'agir ainsi que de manière entièrement bilatérale, afin de faire accepter le processus par les alliés actuels de la France. Ce qui est certain, c'est qu'au cours de l'année 1933, la valeur de l'URSS a été pleinement admise à Paris et qu'il s'agit maintenant d'offrir de bonnes conditions à Litvinov pour progresser. Ce dernier est d'ailleurs très enthousiaste, ayant confié la veille à l'ambassadeur de France à Rome, M. de Chambrun, qu'il voulait que les rapports franco-soviétiques soient plus intimes<sup>81</sup>. La chose devient de plus en plus pressante au fur et à mesure que les nouvelles arrivent de Berlin. Pour le général Renondeau, rien, sinon la guerre, n'empêchera Hitler de reconstituer une force militaire importante, c'est ce qu'il affirme dans une lettre envoyée à Daladier le 13 décembre 1933<sup>82</sup>. À défaut de faire une guerre, il faudrait au moins élaborer une stratégie efficace pour endiguer l'Allemagne, c'est ce que tente de faire Paul-Boncour avec l'URSS en lui demandant de rejoindre la SDN pour faciliter les choses. Litvinov n'apprécie pas vraiment la SDN, estimant qu'elle fait souvent preuve de faiblesse<sup>83</sup>, mais Paul-Boncour insiste, voulant faire comprendre à Litvinov que

---

<sup>79</sup> *L'Humanité*, 15 novembre 1933, p. 1

<sup>80</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #84

<sup>81</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #80

<sup>82</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #125

<sup>83</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #80

l'adhésion de l'URSS à la SDN faciliterait grandement le rapprochement entre les deux pays<sup>84</sup>. La ligne du Quai d'Orsay devient de plus en plus claire et s'aligne, malgré qu'elle ne soit pas officiellement divulguée, avec les propos tenus dans *Le Temps*, *L'Humanité* et *Le Populaire*.

### 3. La situation en 1934 et la vision de la presse

Ayant pris la relève de Herriot, Paul-Boncour a réussi, au prix de nombreux efforts, à préparer son pays pour un renforcement accéléré des relations franco-soviétiques. La menace allemande a grandement facilité cela, même si, de temps à autre, *L'Humanité* estime que le cœur des politiciens français est toujours du côté de l'impérialisme, de la guerre, et d'une éventuelle entente avec l'Allemagne contre l'URSS<sup>85</sup>. Néanmoins, il est admis au gouvernement que la France veut s'entendre avec l'URSS contre l'Allemagne et que, pour ce faire, elle pousse sur deux fronts : les accords commerciaux et la SDN. Le premier point requiert l'appui des industriels et financiers français, alors que le second exige des garanties diplomatiques et des propos bien calculés. Paul-Boncour, qui perd son poste après la chute du gouvernement le 30 janvier 1934, continue en tout début d'année son travail sur cette thématique. Clairement partisan du rapprochement franco-soviétique, il a même précisé à Alphand que c'était la tâche pour laquelle il avait explicitement été désigné<sup>86</sup>. Il n'y avait aucun mystère sur les intentions du ministre, ni sur celles de Litvinov qui a maintes fois répété vouloir se rapprocher de la France et demande d'être gardé au courant de l'évolution des relations entre Paris et Berlin, car il redoute de plus en plus qu'Hitler ne tente de séduire la France avec quelque offre séduisante<sup>87</sup>.

La voie diplomatique passe par l'adhésion à la SDN, comme nous l'avons vu, que l'URSS finit par accepter le 18 septembre 1934, même si les bases de l'entente étaient là dès le début de l'année<sup>88</sup>. Le délai aura été long non pas pour une question de principe, Litvinov étant prêt à des concessions, mais sur la forme. Moscou s'inquiétait de devoir répondre devant la SDN de certains aspects de sa politique étrangère, et il fallait lui assurer une sorte de traitement de faveur pour qu'elle siège à Genève. Il fallait également s'entendre

---

<sup>84</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #88

<sup>85</sup> *L'Humanité*, 29 novembre 1933, p. 3

<sup>86</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #88

<sup>87</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #191

<sup>88</sup> Gayffier-Bonneville, Anne-Claire de. *Sécurité et coopération...* p. 77

sur les conditions d'un pacte d'entraide, particulièrement sur les régions géographiques qui y seraient incorporées<sup>89</sup>. Ce point est crucial car, dès janvier 1934, le Quai d'Orsay est conscient que l'Allemagne a un potentiel militaire renouvelé et capable de contrer un effort militaire français<sup>90</sup>. Précisons que *Le Figaro* avait émis un avis similaire quelque cinq mois plus tôt, en décrivant le programme du « Devoir de travail » (*Arbeitsdienspflicht*) allemand qui constituait, en pratique, à un service militaire masqué<sup>91</sup>. Sur le plan du potentiel allemand, le journal de droite ne se trompait guère, du moins après l'été 1933. Ironiquement, il semblerait que les Britanniques aient moins bien compris, selon les Français, le renouveau militaire allemand sous toutes ses formes, et Paul-Boncour demande à l'ambassadeur Corbin, à Londres, de s'assurer que la chose fut claire pour Sir John Simon<sup>92</sup>.

*Le Populaire* appuya la démarche française et soviétique de rapprochement dans un article intitulé « L'Union soviétique adhèrera-t-elle à la Société des Nations ? » où il cite le conseiller à l'ambassade soviétique à Paris, Rosenfeld, qui précise qu'une partie grandissante du gouvernement soviétique était en faveur de l'entrée à la SDN<sup>93</sup>. L'auteur dénote que l'attitude soviétique n'est pas « purement doctrinale », que l'URSS a des relations normales avec de plus en plus d'États, tout particulièrement avec ceux de la SDN. Moscou prévient cependant vouloir s'assurer de la capacité de la SDN à maintenir la paix, l'année 1933 l'ayant mise à rude épreuve avec le Japon et l'Allemagne l'ayant quittée. Cet article est dans la même veine que ceux du *Temps* des derniers mois : on dépeint l'Union soviétique comme un pays « normal » qui défend son point de vue et ses intérêts. L'aspect idéologique est de plus en plus écarté au profit du pragmatisme.

*Le Temps* se fait encore une fois le porte-parole des industriels et du Quai d'Orsay dans son article sur l'accord commercial provisoire signé entre Paris et Moscou le 11 janvier 1934. L'article insiste sur la longueur et la difficulté des négociations, du fait des différences majeures entre les deux régimes, mais salue l'amélioration des relations franco-soviétiques<sup>94</sup>. Pour le journal, « [l']Union des républiques socialistes soviétiques est rentrée en fait dans le circuit des grandes puissances occidentales », ce qui n'est pas peu dire

---

<sup>89</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #277

<sup>90</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #201

<sup>91</sup> *Le Figaro*. 2 septembre 1933, p. 1

<sup>92</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #283

<sup>93</sup> *Le Populaire*. 23 février 1934, p. 3

<sup>94</sup> *Le Temps*. 12 janvier 1934, p. 1

compte tenu de la portée du *Temps*. Il souligne que l'URSS a fait montre d'une grande habileté diplomatique en concluant des pactes de non-agression avec ses voisins pour garantir sa sécurité en Europe, afin de pouvoir faire face à « une grande menace en Extrême-Orient », prenant ici position contre le Japon, à l'opposé du *Figaro*. Il souligne également que l'URSS a compris que la propagande communiste révolutionnaire ne menait à rien et qu'elle l'a largement diminué pour ne pas se retrouver isolée des autres puissances. Enfin, l'article estime que l'Union soviétique a retrouvé son statut de grande puissance et que le gouvernement soviétique a subi une « évolution profonde<sup>95</sup> ». Les dirigeants soviétiques, particulièrement Litvinov, ont dû se réjouir de lire un tel article dans *Le Temps*, alors que ce journal avait si souvent décrié l'URSS dans les années précédentes. Les dirigeants du *Temps* ayant obtenu des gains dans les tractations entre Paris et Moscou, le journal se rallia à la politique de Paul-Boncour. Au Quai d'Orsay, on espère que cet accord facilitera « le règlement des importantes questions qui sont encore en suspens<sup>96</sup> ».

Alors que la presse évolue favorablement à l'égard de l'Union soviétique et de la politique étrangère française, *Le Figaro* soutient toujours en 1934 que Paris se trompe d'allié et de conduite. Le général Niessel, chroniqueur régulier au *Figaro*, est agacé par les rumeurs sur une possible alliance militaire franco-soviétique. Pour lui, comme il l'a répété en 1933, les Soviets n'ont comme but que de provoquer la révolution mondiale par tous les moyens, une alliance avec eux le rebute donc de ce fait<sup>97</sup>. Afin de convaincre ceux qui ne partageraient pas son engouement antisoviétique, il essaye de démontrer que l'Armée rouge ne serait pas une bonne alliée, mais un poids, car elle est faible et mal organisée. Il estime que l'URSS utilise l'Allemagne à son avantage pour « décomposer », selon ses termes, la force européenne. La France s'expose donc à de grands risques en s'entendant avec les Soviets, même si l'Allemagne est menaçante, ce qu'il n'admettait pas six mois auparavant. Ainsi, bien que François Coty ne dirige plus *Le Figaro* depuis début octobre 1933, le journal reste fidèle à lui-même en ce qui concerne l'URSS. Si son point de vue sur l'Allemagne a évolué (Hitler étant passé d'un dictateur faible à une grande menace en six mois), celui qu'il a sur l'URSS stagne. En cela, le journal représente assez bien la pensée de l'« école » ÉMA<sup>98</sup> et s'y tient, tout comme les militaires qui en font partie.

<sup>95</sup> *Le Temps*. 12 janvier 1934, p. 1

<sup>96</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #213

<sup>97</sup> *Le Figaro*. 2 février 1934, p. 1

<sup>98</sup> Voir section III-2 du premier chapitre



*Le Populaire*, pour sa part, pourrait presque échanger ses rédacteurs avec *Le Temps* en ce début d'année 1934, tant les deux journaux semblent d'accord sur la politique franco-soviétique. À titre d'exemple, le journal socialiste relate les propos de Dovgalevsky, qui se réjouit du pacte de non-agression et de l'accord commercial franco-soviétique. Dovgalevsky espère que ces ententes seront suivies d'un rapprochement politique, économique et intellectuel qui aidera la paix : c'est presque un calque des propos tenus par Alphan, Payart et Paul-Boncour entre eux. L'auteur, Paul Faure souligne qu'il est d'accord avec ces propos et ne compte pas les critiquer, en réponse aux critiques incessantes de *L'Humanité*.

Au contraire, il dit que les socialistes se réjouissent de ce rapprochement, d'autant plus qu'ils en furent les principaux acteurs, selon l'auteur. Il demande cependant, rétrospectivement, à Dovgalevsky pourquoi les communistes français sont de plus en plus agressifs contre les socialistes, alors que ces derniers ont aussi favorisé le rapprochement avec l'URSS. Si cette dernière peut signer des pactes et des accords avec des États capitalistes, pourquoi les communistes font-ils toujours « la guerre » aux socialistes demande le journal<sup>99</sup> ? Cela est un exemple typique de la manière de penser des gens du *Populaire*. Les socialistes sont pour le rapprochement, c'est évident. Ils en comprennent l'intérêt et l'arrivée de Hitler n'a fait qu'accentuer les choses, comme nous avons pu le voir. Cependant, le conflit avec les communistes français nuit parfois à leur perception et à leur confiance en l'URSS. Ils craignent qu'elle tienne deux discours, un pour les communistes et un pour les autres, même si cette notion tend à disparaître au fur et à mesure que le rapprochement franco-soviétique progresse. Les socialistes du *Populaire* sont parfois hésitants, ou même inquisiteurs, mais sans tomber dans la paranoïa comme au *Figaro*. Étant donné les reproches constants de *L'Humanité* à l'égard du *Populaire* et de la SFIO, un tel état d'esprit peut se comprendre, mais les journalistes du *Populaire* avaient assez de bon sens pour ne pas tout confondre malgré tout, et préserver leur lecture des relations internationales.

En 1934, les communistes allèrent voir leurs collègues de la SFIO et du parti radical avec une idée nouvelle : le Front populaire. Malgré toutes leurs divergences, les deux principaux partis de gauche ont nombre d'intérêts communs, et surtout ils visent le même électorat. Ils surent donc s'entendre, pour ensuite se faire élire en 1936. Communistes et socialistes purent, quand nécessaire, faire fi de leurs différences et s'entendre sur la course à

---

<sup>99</sup> *Le Populaire*. 6 février 1934, p. 1

suivre, pour leur bénéfice commun. Mieux valait être au pouvoir dans une coalition, que pas au pouvoir du tout. Les mesures sociales sans précédent qui furent établies sous la gouverne du Front populaire témoignent de cela, mais c'est là un autre chapitre de l'histoire de France.

Un an après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la situation est bien plus claire pour tout le monde, et seuls quelques-uns continuent de placer leur entêtement et leur idéologie avant la réalité. Louis Barthou, qui a pris la relève de Paul-Boncour, est aussi conscient que son prédécesseur de l'importance de l'URSS. S'entame alors un dernier stade des négociations résumé en cette phrase du Quai d'Orsay : « Préoccupé par la situation tant en Extrême-Orient que du côté allemand, le gouvernement soviétique a suggéré la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle<sup>100</sup> ». Une alliance formelle est donc envisageable entre Paris et Moscou. Barthou avait compris que le danger se situait à Berlin, et que Moscou était l'alliée à prendre<sup>101</sup>. Il poursuivit la politique de rapprochement jusqu'à son assassinat par un fasciste croate à Marseille en octobre 1934<sup>102</sup>. Suite à sa mort, la situation se dégradera à partir de 1935, malgré la signature du pacte d'assistance mutuelle, Pierre Laval n'ayant pas du tout la même vision que Barthou ou Paul-Boncour, préférant s'entendre avec l'Allemagne. Le pacte d'assistance mutuelle fut certes signé par lui, mais aucune suite concrète ne lui fut donnée<sup>103</sup>.

*Le Populaire* livre une analyse très éclairée sur la situation de 1934, jugeant que l'URSS et les États-Unis se méfient d'une éventuelle alliance entre Tokyo et Berlin, ce qui représenterait un grave péril<sup>104</sup>. Dans cet article, O. Rosenfeld insiste sur le fait que le réarmement allemand vise en premier lieu l'URSS, et qu'il est donc logique qu'elle vise à l'arrêter par des ententes avec la France, autre pays menacé directement par les actions allemandes. Il estime également que l'URSS peut aider la SDN à aller dans le bon sens en usant de son influence<sup>105</sup>, elle doit donc la rejoindre comme l'a suggéré Paul-Boncour l'année précédente. Désormais, l'Union soviétique est perçue comme une puissance incon-

<sup>100</sup> DDE, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #366. L'idée originelle est venue de Paul-Boncour, mais les Soviétiques tiennent à y donner suite rapidement.

<sup>101</sup> Carley. « Soviet... », p. 315

<sup>102</sup> Carley, « End of the 'Low, Dishonest Decade': Failure of the Anglo-Franco-Soviet Alliance in 1939 ». *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 2 (1993), p. 305

<sup>103</sup> Carley. « Behind... », p. 167

<sup>104</sup> *Le Populaire*. 23 février 1934, p. 3

<sup>105</sup> À comprendre : s'orienter fermement contre l'Allemagne.

tournable dans les affaires européennes, voire même comme un pays leader. De tels propos auraient été presque impensables quelque douze mois plus tôt. Hitler a réellement occasionné des remous diplomatiques monumentaux et rapides en 1933-1934.

À Paris, on est conscient que « [p]our l'Allemagne, la France demeure toujours l'ennemie mortelle qu'il faut anéantir complètement<sup>106</sup> », quoi que déclare Hitler en public. On a également compris que ce sentiment est partagé par Moscou, autre capitale ennemie du point de vue des nazis. Cette compréhension s'est construite au cours des vingt-deux mois couverts par la présente étude, mais elle finit par être acceptée par un nombre grandissant de responsables et de journalistes français de plusieurs horizons politiques. Seuls certains revanchards chauvins de la droite la plus conservatrice continuent de s'opposer à des mesures autres qu'une attitude similaire à celle de Berlin pour régler ce problème majeur. Louis Barthou allait poursuivre le rapprochement franco-soviétique, jusqu'à son décès en octobre 1934, mais son successeur, Laval, allait mettre un frein à cela, au grand plaisir des Britanniques partisans de *l'appeasement*<sup>107</sup>. Nous savons aujourd'hui que les années 1935-1939 seront celles de l'échec des démocraties et de la SDN face à Hitler, et que cela se soldera par le plus grand conflit que le monde ait connu.

---

<sup>106</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome 5, #441

<sup>107</sup> Carley. 1939..., p. 42 & Parker. « Economics, Rearmament and Foreign Policy: The United Kingdom before 1939 - A Preliminary Study ». *Journal of Contemporary History*, vol. 10, n° 4 (1975), pp. 639.



## CONCLUSION

---

L'historiographie présentée au premier chapitre de cette étude a révélé le relatif manque qu'il y a dans la recherche sur l'interaction entre médias et politiques dans le contexte étudié ici. L'examen réalisé ci-haut permet de combler, au moins en partie, ce vide historiographique. Il ne s'agissait pas de revoir l'évolution des relations franco-soviétiques, mais d'en déterminer la lecture par une presse hétéroclite, souvent idéologique et soumise à des pressions d'ordres financier, moral, politique ou autre. Elle se faisait souvent l'écho de tendances partisans, telles la volonté de changer le *statu quo* européen au risque d'un conflit avec l'Allemagne d'une partie de la droite conservatrice française et la vision multilatéraliste de la majeure partie de la gauche et des modérés<sup>1</sup>. Dans ce contexte, le rôle des propriétaires des journaux (le Consortium industriel du *Temps*, François Coty du *Figaro*, la SFIO et le PCF pour *Le Populaire* et *L'Humanité*) et de l'agence Havas, qui contrôlait les annonces et les dépêches, ne saurait être négligé<sup>2</sup>. Il était question de comprendre une manière d'analyser l'actualité, de lire son présent et de l'utiliser pour défendre un point de vue. Si la vérité seule écrivait les articles, il suffirait d'un seul quotidien pour satisfaire tous les lecteurs et il n'y aurait aucun débat. Fort heureusement pour l'historien, c'est loin d'être le cas. Il fallut donc articuler une recherche autour de ce postulat qui présuppose la partialité et la corruptibilité de la presse, facteurs expliqués dès les premières pages de l'analyse.

Pour ce faire, nous avons passé en revue l'état actuel de la recherche historique sur le sujet, tant au niveau de la politique menée par les États que de celles des journaux, et nous avons résumé en quelques pages celui de la connaissance sur la structure de la presse, la situation intérieure française et les relations franco-soviétiques. Il ressortit de ce premier pas de l'analyse un sentiment de confusion globale au sein des sphères sociale, politique, économique et médiatique. Ce sentiment se refléta dans l'évolution de la presse au cours des années étudiées ici, car celle-ci oscilla et se contredit plus d'une fois, ce sur quoi nous reviendrons. Du fait de renouveau historiographique qui a eu lieu au cours des vingt dernières années sur les questions ayant trait à l'URSS, la présente recherche a pu profiter de documents et d'analyses qui n'étaient pas offerts aux historiens d'après-guerre, permettant un examen plus approfondi et plus sûr. Les travaux d'historiens tels Michael J. Carley, su-

---

<sup>1</sup> Micaud. *French Right...*, p. 61

<sup>2</sup> Manevy. *La presse...*, pp. 184-185

perviseur du présent mémoire, Annie Lacroix-Rix, David Burigana et d'autres (évoqués au premier chapitre) ont mis à terre certaines idées reçues sur la politique étrangère soviétique des années trente. Entre autres, le mythe de l'alliance des dictatures n'a plus lieu d'être, tant les efforts soviétiques pour s'entendre avec les démocraties occidentales ont été soulignés par ces chercheurs depuis plusieurs années. L'alliance de 1939 est désormais perçue comme une entente faite en désespoir de cause pour les Soviétiques.

La politique menée par la France a suscité, et continue de le faire, de vifs débats, attisés par le souvenir de la défaite de 1940. Ce drame national a marqué l'historiographie française, qui tente de se l'expliquer depuis soixante-dix ans. Si les historiens allemands se sont demandé dès 1945 comment Hitler avait-il pu mener leur pays là où il a été, leurs homologues français voulaient comprendre l'échec de l'après-Versailles. Comme nous l'avons vu, tout est parti de 1919 et cette étude fait souvent référence au souvenir et aux dispositions internationales laissés par le Traité de Versailles.

L'évolution de la presse, sujet des chapitres II et III, est au cœur même de cette recherche. Il s'agissait de dresser l'état de la presse, de la mettre face aux faits historiques, tels que révélés par les travaux discutés dans le premier chapitre, et de la confronter à la politique menée par le gouvernement français. Ce faisant, nous avons pu observer les lignes éditoriales, mais aussi les compromis et les ancrages moraux ou idéologiques des différents journaux. En prenant comme corpus *Le Temps*, *Le Figaro*, *Le Populaire* et *L'Humanité*, nous avons pu nous faire une idée globale de la pensée journalistique française de l'époque, ainsi que celle des sphères politiques liées à ces différents quotidiens. Il y avait donc de nombreux parallèles à effectuer entre les articles de ces journaux et les déclarations officielles et confidentielles du gouvernement français, bien que ce dernier ne forme pas un groupe homogène, bien au contraire.

La difficulté de l'analyse reposait dans le fait que pas un homme politique ni un journal ne devait satisfaire que lui-même, ils avaient tous deux une pléthore d'individus devant qui présenter leurs idées et opinions. Le ministre des Affaires étrangères devait répondre devant le Président du Conseil, les ambassadeurs étrangers et certains hommes d'affaires et autres membres du gouvernement. Pour sa part, le rédacteur en chef n'était pas totalement libre concernant ce qu'il publiait ou non, il devait faire face au propriétaire du journal, au parti auquel il était lié (s'il y en avait un), aux intérêts financiers du quoti-

dien et à d'autres impératifs qui sont tout sauf journalistiques. Des directeurs tels que François Coty ou, dans un tout autre style, Marcel Cachin, eurent énormément d'influence sur le contenu éditorial de leurs journaux.

Il apparut très tôt dans notre étude que l'URSS représentait aux yeux des politiciens et des journalistes français un enjeu idéologique, politique et financier et un État que l'on vante ou condamne, souvent sans réelle argumentation. Plutôt discrète dans les années vingt, l'URSS s'inscrit plus sur l'échiquier international cours des années trente, notamment du fait de ce qui se déroulait en Allemagne et grâce à sa nouvelle stabilité politique, justement acquise durant les années vingt. Ses premiers mouvements furent destinés à la France, qui ne sut trop comment les accueillir. La question du rapprochement avec l'État soviétique pris de plus en plus de place dans les discussions entre le Quai d'Orsay et les ambassadeurs à Berlin et Moscou, mais également dans la presse. À l'époque du pacte de non-agression de novembre 1932, cette dernière est plus que méfiante à l'égard de l'URSS. Traités de tous les noms par *Le Figaro*, mis en doute par *Le Temps* et *Le Populaire*, les Soviétiques n'étaient perçus comme amis que dans *L'Humanité*. Malgré cette sympathie, l'analyse de la situation internationale, surtout des événements allemands, effectuée par *L'Humanité* garde toute sa pertinence, car nombre de ses arguments, particulièrement sur l'importance de l'URSS et sur la menace nazie étaient exacts.

Un premier problème est alors révélé par l'étude, les conflits internes français, notamment la guerre de mots entre communistes et socialistes, les deux ayant la même clientèle, nuisent grandement au débat sur l'importance de l'URSS. On s'intéresse plus à sa portée sur les partis politiques français qu'à son rôle international. Ce trait important des politiques éditoriales restera relativement vivace durant toute la durée de la recherche, mais subira souvent les coups de boutoir des faits et des actes officiels. La gauche est scindée entre socialistes et communistes, qui s'attaquent régulièrement dans leurs journaux, souvent sur des questions nationales, mais aussi internationales, surtout quand il s'agit de la relation entre la France et l'URSS. Néanmoins, les choses se pacifièrent sur ce point au fur et à mesure que les doutes sur les intentions soviétiques de faire front avec la France contre l'Allemagne s'amenuisaient.

De plus, la conviction que l'URSS nourrit des dessins malhonnêtes est profondément ancrée au sein de la majorité de la droite conservatrice française, et cela se reflète dans la

lecture du *Figaro* et dans les propos de l'état-major de l'armée. C'est là une autre constante de cette étude : ces hommes-là ont conservé durant toute la période vue ici leur opinion négative de l'URSS en utilisant les faits pour servir leur propos sans les analyser réellement. Si l'URSS se rapproche de la France, c'est pour la tromper et si elle se rapproche de l'Allemagne, c'est contre la France et non pour tromper l'Allemagne. Ce petit jeu trouvera son champion chez des auteurs du *Figaro* tels François Coty (directeur du journal jusqu'en octobre 1933) et le général Niessel. Pour eux, la perfidie soviétique est une évidence et il s'agit de marteler cette vérité sacrée jusqu'à ce qu'on leur donne raison. Ils continuèrent même au-delà de notre champs d'étude, s'opposant au traité franco-soviétique d'assistance mutuelle du 2 mai 1935 de la même façon qu'ils l'avaient fait dans toutes les étapes du rapprochement de 1932 à 1934<sup>3</sup>.

Nous avons constaté que les ministres des Affaires étrangères et les ambassadeurs français tiennent des propos à l'égard de Moscou beaucoup réfléchis et réalistes de 1932 à 1934, avec une évolution intéressante de leur intérêt pour le potentiel soviétique. Certes, la question, posée par une minorité, de la possible perfidie soviétique se pose, surtout en 1932-1933 quand il est question d'une éventuelle collusion militaire avec l'Allemagne, mais elle est assez rapidement éclipsée par l'avancée des négociations avec Litvinov au printemps et à l'été 1933. Les papiers du Quai d'Orsay révèlent qu'après la phase de tâtonnement de 1932, il était acquis que le rapprochement franco-soviétique était l'une des meilleures voies à suivre pour bloquer les ambitions allemandes. Bien évidemment, la voie opposée, soit le rapprochement avec Berlin, fut aussi l'objet d'une étude sérieuse de la part des diplomates français. Le contraire eut été étonnant, mais on constate que l'URSS devient effectivement plus séduisante suite à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Ce dernier a joué un grand rôle dans ce rapprochement, la menace se faisant de plus en plus sentir. Il y avait des pierres d'achoppement, certes, telles la dette russe et les mauvaises relations économiques franco-soviétiques, mais les dirigeants s'affairèrent à régler au plus vite ces problèmes.

C'est sur ce point que la lecture du *Temps* et de l'*Annuaire statistique de la France* s'est révélée particulièrement intéressante. Partagé entre un lien puissant avec Quai d'Orsay — pour ne pas dire avec le ministre lui-même — et les intérêts de ses propriétaires, grands

---

<sup>3</sup> Micaud. *French Right...*, pp. 67-69



industriels et financiers, *Le Temps* est révélateur des tumultes intellectuels et économiques que vécurent la finance et le gouvernement français de cette époque. Le dilemme du *Temps* est proche de celui des négociateurs français. D'un côté, il comprend l'importance de l'URSS et la stratégie du rapprochement, d'un autre il redoute la façon de procéder des Soviétiques et la dénonce. Plus d'un article du *Temps* de 1932-1933 s'est montré hostile envers le système soviétique, mais il s'agit là de son fonctionnement interne. Malgré cela, sa politique étrangère y était souvent louée, possiblement pour faire bonne impression auprès de Litvinov (qui s'est plaint de l'agressivité de la presse française) et des investisseurs français. Les choses se sont fortement améliorées dès l'été 1933 en réponse à deux éléments. Premièrement, les négociations économiques franco-soviétiques allaient bon train, de quoi plaire aux propriétaires du *Temps* et faire ordonner de beaux articles sur l'URSS. Ensuite, l'Allemagne nazie est devenue la menace la plus immédiate pour la France, ce que le Quai d'Orsay a bien compris et l'accent est désormais sur les solutions à ce problème. À ce titre, de bonnes relations entre Paris et Moscou ne peuvent qu'aider, ce que favorise *Le Temps* dès 1933, comme nous l'avons souvent vu dans notre dernier chapitre.

La lecture du *Populaire* est pertinente sur deux fronts : la vision de la gauche française sur l'actualité internationale, et l'état des lieux d'un mouvement intellectuel et politique majeur en France. Le socialisme est alors, ironiquement, le principal ennemi du communisme en France. Non pas qu'il le décrive plus violemment que la droite, mais il cherche à conquérir le même public. Cela fait de lui un adversaire politique, soit celui de la pire espèce du point de vue d'un politicien en quête de pouvoir. Les diatribes entre *Le Populaire* et *L'Humanité* sont très enrichissantes sur cet aspect de la vie politique française, ainsi que sur l'image que donne l'URSS en France. La question la plus posée par les socialistes est celle-ci : quelle est l'influence de Moscou sur les communistes français ? C'est en effet une question cruciale, car un parti soumis à une capitale étrangère ne serait pas à même de servir au mieux le peuple français, malgré ce qu'il a à en dire. *Le Populaire* s'épanche donc régulièrement sur la politique étrangère soviétique et sur ses conséquences pour la France, avec des hommes tels que Léon Blum pour signer les articles.

Si *L'Humanité* est le journal officiel du PCF, il est également présenté par ses adversaires comme l'agent de presse de Moscou. Le journal, il est vrai, va parfois très loin, allant jusqu'à estimer que seule l'URSS désire réellement la paix (à comprendre : la sécurité) et

que toutes les autres nations, dont la France, ne sont menées que par un impérialisme guerrier. La logique communiste est ici poussée dans ses extrêmes, mais il s'agit ici de rhétorique. La cause fondamentale de *L'Humanité*, celle qu'il clame haut et fort, est l'intérêt et la défense des travailleurs français. Éviter la guerre, par le rapprochement avec l'Union soviétique, s'inscrit parfaitement dans cette logique. De plus, *L'Humanité* rappelle régulièrement l'importance géopolitique et industrielle de l'URSS, un facteur souvent négligé par les opposants au rapprochement. À cet égard, *L'Humanité* dénonce régulièrement le manque d'action côté français pour faciliter les négociations avec Moscou. *Le Populaire* questionne souvent les motivations du journal communiste et confronte son frère ennemi à la politique gouvernementale française de rapprochement, notamment lors des actes ou des voyages officiels, ce à quoi *L'Humanité* ne répond jamais directement et continue ses attaques régulières contre le gouvernement jusqu'à l'été 1933. Ainsi, de l'été 1932 à l'été 1933, les quatre journaux marquent leur camp et leurs idées vis-à-vis de l'URSS, malgré un élan de modération du *Populaire* et du *Temps*, car ils se rangent souvent du côté de la politique de rapprochement. *L'Humanité*, déjà acquis à cette cause, va néanmoins affiner ses articles pour mieux présenter ses arguments.

Les sept derniers mois étudiés ici sont cependant marqués par un relatif nivellement de l'analyse et des propos tenus dans les articles, excepté au *Figaro*. *L'Humanité*, jusque-là assez catégorique, commence à se livrer dès l'automne 1933 à des analyses plus fines de l'actualité internationale. Si cela ne change en rien sa position vis-à-vis de l'URSS et de la France, ses propos sont de plus en plus destinés à convaincre les sceptiques plutôt qu'à renforcer la certitude des acquis à sa cause. On peut y voir une réponse journalistique aux attaques du *Populaire*, qui dénigre souvent la qualité des articles de la feuille communiste. De plus, l'endoctrinement a ses limites et l'explication claire peut s'avérer une arme redoutable, surtout quand elle est bien réalisée. Gabriel Péri et Marcel Cahin furent les deux principaux acteurs de ce changement éditorial. Cet ajustement survient également après que des négociations secrètes aient été entamées durant l'été 1933 entre Paris et Moscou. Si aucune information n'a transpiré dans la presse, prouvant la réussite du secret sur la forme, le changement d'attitude des journaux suite à ces tractations est palpable, et pas seulement à *L'Humanité*.

*Le Populaire* et *Le Temps*, certes souvent approbateurs de la politique française de rapprochement avec l'URSS, changent cependant d'attitude vis-à-vis de cette dernière. Ils en ont longuement dénoncé le comportement « criminel », la mauvaise structure socio-économique et le gouvernement autoritaire. Or, l'atmosphère d'entente qui règne entre Paris et Moscou dès la seconde moitié de 1933 semble déteindre sur ces journaux. La question était d'en comprendre la raison. *Le Temps*, souvent qualifié d'organe officieux du Quai d'Orsay, a pu recevoir des instructions ou des paiements, parfois même venant des Soviétiques eux-même<sup>4</sup>. Du reste, nous avons constaté plus d'une fois dans l'analyse que les hommes du ministère, et souvent le ministre lui-même, discutent de ce que la presse devrait ou ne devrait pas dire, avec un article du *Temps* qui suit dans les trois jours... De plus, le consortium à la tête du journal a pu trouver de quoi se satisfaire dans les négociations économiques de l'été 1933, favorisant l'arrêt des fustigations de l'Union soviétique.

*Le Populaire*, quant à lui, est l'organe d'un parti important en France. Si les socialistes n'ont pas le pouvoir, ils n'en sont pas loin et il aurait été maladroit de leur part d'agir en querelleurs dogmatiques lors d'un moment si crucial pour les relations extérieures françaises qui, du reste, sont menées par des ministres issus de mouvements modérés de la gauche. Ayant compris où était l'intérêt de la France et du parti socialiste, les auteurs du *Populaire* ont eu la même réaction que ceux du *Temps* : favoriser le rapprochement. Seul *Le Figaro* ne s'inscrit pas dans ce climat de modération. La marque de son propriétaire aux tendances fascisantes, François Coty, y est sûrement pour beaucoup, mais il ne faut pas oublier à qui s'adresse ce journal. Organe d'une droite conservatrice désunie politiquement, des intellectuels revanchards et des militaires de la vieille garde, il ne saurait être question pour ce quotidien de tenir des propos doux à l'égard de Moscou et de ses rouges. Le seul progrès réellement effectué est l'amélioration de la compréhension et de la description du jeu international. Si en 1932, le péril rouge est le plus important, un an après, c'est Hitler et ses légions qui font frémir. Il s'agit là du catalyseur du rapprochement dont nous venons de parler, mais il ne fut pas compris au même degré et au même moment par tous. Nous l'avons suivi au courant de cette étude et en voici les grandes lignes.

L'identification de la menace allemande était la condition *sine qua non* du rapprochement franco-soviétique, surtout sur le plan stratégique. Certes, il s'opérait depuis la fin

---

<sup>4</sup> Voir à cet effet : Carley. 1939... p. 41

des années vingt, à pas de tortue, mais il fallut attendre l'arrivée du nazisme pour que Paris réagisse rapidement et prenne de réelles initiatives dans les négociations avec Moscou, comme nous l'avons vu. Le Quai d'Orsay passa par trois phases distinctes : une volonté molle de se rapprocher de l'URSS, un questionnement sur les motifs et les réelles intentions soviétiques (début 1933) et, enfin, un réel désir de se rapprocher de Moscou devant les résolutions nazies. *Le Temps* suivit admirablement la tendance du Quai d'Orsay, se posant les mêmes questions au même moment, pour enfin parvenir à la même conclusion : la France a besoin de l'URSS pour préserver sa sécurité. Mais ce changement important s'effectua en plusieurs mois. *Le Figaro* était intraitable sur les problèmes économiques entre Paris et Moscou, estimant que l'URSS devait une fortune à la France et qu'il était impensable de lui faire confiance. Il mit également plus de temps que les trois autres journaux à reconnaître Hitler comme une menace et il faudra attendre l'été 1933 pour que *Le Figaro* atteste qu'Hitler n'était pas qu'un politicien allemand un peu plus revanchard que la moyenne. Ces deux éléments combinés firent en sorte que *Le Figaro* ne reconnut jamais réellement l'importance de l'URSS pour la sécurité de la France et de l'Europe.

*Le Populaire* a, sur la perception du nazisme, battu ses rivaux de vitesse. De même que les socialistes de l'Assemblée, le journal de la SFIO martela dès 1932 qu'Hitler était un danger immédiat et qu'il fallait y remédier. Conscient que la Grande-Bretagne était ambivalente et que la France devait trouver assistance, il préconisa très tôt le rapprochement avec l'URSS, malgré ses critiques à l'égard du communisme. *Le Populaire* était prêt à faire des concessions idéologiques, chose absente du *Figaro* ou, pendant un temps, de *L'Humanité*. Il fit preuve d'un certain réalisme, passant outre certaines appréhensions. Ses journalistes comprirent une chose que ceux de *L'Humanité* clamaient depuis toujours : l'URSS n'est pas à l'écart de la politique européenne, elle s'y inscrit, et il faut travailler avec elle pour garantir la sécurité de la France. Ils firent donc preuve d'une certaine sagesse à l'égard de la situation internationale. Ce faisant, ils regardèrent Hitler comme il était et non pas comme ils auraient voulu qu'il soit. Jusqu'au printemps 1933, le journal socialiste était le seul à mettre en garde contre le danger nazi. *Le Figaro* parlait d'un danger allemand, qui ne changeait guère avec Hitler ou un autre et *L'Humanité* le voyait comme un autre militariste semblable aux autres, perspective qui changea par la suite. Quant au *Temps*, il ne prononçait guère de jugement hâtif et attendait de voir ce que ferait le chef nazi. Après avoir vu les premiers mois du pouvoir hitlérien, il se rangea du côté du *Populaire*, tout comme

l'avait fait le Quai d'Orsay suite aux lettres alarmantes de l'ambassadeur français à Berlin qui, lui, se rendit compte de la gravité et de la vitesse du changement qui s'opérait en Allemagne. Litvinov avait également signalé le danger nazi de façon répétée à ses homologues français.

L'évolution de la presse s'est donc faite à différentes vitesses selon plusieurs facteurs : la partialité du journal, ses intérêts directs (souvent financier ou électoraux), le comportement du gouvernement et du Quai d'Orsay (surtout pour *Le Temps*, mais aussi pour *Le Populaire*) et leur perception de la menace allemande pour la France. Ce que cela met en lumière, c'est l'imbroglio intellectuel et politique de l'époque sur la question de la sécurité en Europe. On ne s'entendait facilement ni sur la menace allemande, ni sur la nature du nazisme, ni sur la volonté soviétique, ni sur comment diriger le pays. Rien n'était simple, et cette complexité s'est traduite par une certaine lenteur et de multiples contradictions qui, plus d'une fois, ont suscité l'énerverment de Litvinov et même de ses interlocuteurs français acquis à sa cause : celle de la préservation de leurs deux nations face à une Allemagne dangereuse. Les politiciens des années vingt avaient voulu éteindre le conflit silencieux entre la France et l'Allemagne, mais les stigmates de 1919 étaient trop profonds et les tumultes politiques de 1928-1933 trop violents. La paix par la bonne entente Paris-Berlin était devenue presque impossible avec Hitler, ce qui fut difficile à réaliser pour certains. Ce le fut d'autant plus que l'alternative était une entente avec ceux que l'on avait présentés pendant des années comme les ennemis de la civilisation : les Soviétiques. Entre l'ours soviétique et le loup nazi, la belle Marianne devait choisir.

Nous avons posé ici la question du sérieux et du rôle des médias dans une société confrontée à une crise grave. Ces derniers sont révélateurs de leur époque : confus, idéologiques, souvent dépassés par les événements, malgré une volonté de nombre des journalistes de dresser un tableau réaliste de ce qui se déroulait devant leurs yeux. À ce titre, ils sont le prototype même des courants qui ont traversé la France à l'époque et leur analyse trouve toute sa pertinence dans ce constat. Si la littérature peut dépeindre la vision d'une époque, l'étude des quotidiens en livre une vision parsemée d'embûches, de contradiction et soumise à des intérêts aussi puissants que changeants. La perception de l'URSS par ces quatre quotidiens français a évolué, parfois violemment au cours de notre étude, dans certains cas suite à une analyse objective, d'autre fois en réaction aux événements et souvent

en fonction de critères prédéterminés. Leur lecture est un gage de la complexité de la situation de l'époque, qui fut particulièrement vécue par les diplomates d'alors, qu'ils soient français ou soviétiques. Cette étude n'a pas révélé de réel manichéisme, mais plutôt un enchevêtrement de propos conditionnés par de multiples facteurs. L'échiquier européen changeait, l'URSS prenait de l'importance, l'Allemagne se radicalisait. Il s'agissait pour les contemporains de saisir ce changement et d'en tirer les bonnes conclusions.

Il serait pertinent, dans le cadre d'une recherche élargie sur les origines de la Seconde Guerre mondiale, d'étendre la présente étude à d'autres nations et sur un plus grand laps de temps. La lecture des journaux allemands, italiens, britanniques et soviétiques s'avérerait certainement aussi riche en enseignement que ceux de la France, qu'il serait intéressant de prolonger jusqu'à 1939. Incluant du politique, de l'économique, du diplomatique et du social, ce travail se veut un recoupement, une idée globale et non un point précis dans l'histoire. Certes, il s'attarde à une courte période, mais il pose des questions générales sur le rôle et la motivation des médias dans une société moderne. Certains pourraient arguer que les médias actuels sont moins virulents, moins contestataires, mais ce serait faire preuve de naïveté. Ils répondent toujours à de multiples intérêts, fussent-ils idéologiques, politiques, financiers ou autres. Si cette étude historique peut rendre ses lecteurs plus circonspects sur l'actualité qui les entoure et ainsi que sur les propos tenus par les médias, elle aura atteint son principal objectif : tirer les leçons du passé et, peut-être, en faire bon usage.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Sources

*Le Figaro*. Juin 1932 — mars 1934.

*L'Humanité*. Juin 1932 — mars 1934.

*Le Populaire*. Juin 1932 — mars 1934.

*Le Temps*. Juin 1932 — mars 1934.

Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939-1945. *Documents Diplomatiques Français, 1932-1939*. 1<sup>ère</sup> série, Paris, Imprimerie nationale, 1963, tomes I, II, III, IV et V.

Eliacheff, Boris. *Le dumping soviétique*. Paris, Marcel Giard, 1931, 220 pages.

Hitler, Adolf. *Mein Kampf*. Trad. Ralph Manheim, Houghton Mifflin Company, Boston, 1971, 694 pages.

Institut national de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer. *Annuaire statistique de la France*. Paris, Vol. 44 à 50, 1928-1934.

### Témoignages et mémoires

Bonnet, Georges Etienne. *Le Quai d'Orsay Sous Trois Républiques 1870-1961*. Paris, A. Fayard, 1961, 519 pages.

Hugo, Victor. *Avant l'exil, 1841-1851*. (Coll. Actes et paroles). Paris, Albin Michel, 1937, 713 pages.

Litvinov, Maksim Maksimovic. *Against Agression. Speeches by Maxim Litvinov, together with texts of treaties and of the Covenant of the League of Nations*. New York, International Publisher, 1939, 208 pages.

Paul-Boncour, Joseph. *Entre deux guerres. Souvenirs sur la IIIe République*. Paris, Plon, 1946, Tome II : Les lendemains de la victoire (1919-1934), 435 pages.

Soudoplatov, Pavel et coll. *Missions spéciales : Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*. Paris, Seuil, 1994, 611 pages.

### Instruments de recherche

Aron, Raymond. *Leçons sur l'histoire*. Paris, Éditions de Faloi, 1989, 601 pages.

Bell, David Scott et coll. *Biographical Dictionary of French Political Leaders Since 1870*. London, Harvester Wheatsheaf, Association for the Study of Modern and Contemporary France, 1990, 463 pages.

Berstein, Gisèle, et Serge Berstein. *Dictionnaire historique de la France contemporaine*. Tome 2. (Coll. Bibliothèque Complexe). Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 844 pages.

Bonville, Jean de. *L'analyse de contenu des médias : de la problématique au traitement statistique*. (Coll. Culture & communication). Bruxelles, De Boeck, 2006, 451 pages.

Girault, René. *Être historien des Relations Internationales*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, 435 pages.

Hutton, Patrick H, Amanda S Bourque, et Amy J Staples. *Historical Dictionary of the Third French Republic, 1870-1940*. (Coll. Historical dictionaries of French history). Westport, Greenwood Press, 1986, 2 volumes.

Jolly, Jean, et Adolphe Robert dir. *Dictionnaire des parlementaires français; notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*. Tome 8. Paris, Presses universitaires de France, 1960

Johnston, Robert H. *Soviet Foreign Policy, 1918-1945: A Guide to Research and Research Materials*. (Coll. Guides to European diplomatic history research and research materials). Wilmington, Scholarly Resources, 1991, 236 pages.

Jolly, Jean. *Dictionnaire de parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889-1940*. Paris, Presses universitaires de France, 1960. 2 Volumes.

Le Flohic, Stéphane. *Récolement sommaire du fonds Oreste Rosenfeld (1912-1973)*. Christine Nougaret et Magalie Lacousse. Paris, Centre historique des Archives nationales, 2005

Rowley, Anthony dir. *Dictionnaire d'histoire de France*. Paris, Éditions Perrin, 2002, 1 151 pages.

Sirinelli, Jean-François. *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX<sup>e</sup> siècle*. Nouv. éd. Paris, Presses universitaires de France, 2003, 1 254 pages.

Vronskaya, Jeanne, et Vladimir Chuguev. *The Biographical Dictionary of the Former Soviet Union : Prominent People in all Fields From 1917 to the Present*. 2<sup>e</sup> édition. London, Bowker-Saur, 1992, 643 pages.

### Ouvrages généraux

Asselain, Jean-Charles. *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, tome 2 : De 1919 à la fin des années 1970*. Paris, Seuil, 1984, 209 pages.

Bainbridge, Cyril. *One Hundred Years of Journalism – Social Aspects of the Press*. Macmillan Press, London, 1984, 166 pages

Bellanger, Claude et coll dir. *Histoire générale de la presse française*. Tome III, Presses Universitaires de France, Paris, 1972, 688 pages

Candar, Gilles. *Histoire politique de la III<sup>e</sup> République*. (Coll. Repères). Paris, La Découverte, 1999, 123 pages.

Charle, Christophe. *Le siècle de la presse : 1830-1939*. (Coll. L'univers historique). Paris, Seuil, 2004, 399 pages.

Delporte, Christian. *Histoire du journalisme et des journalistes en France : (du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours)*. 1<sup>re</sup> éd. (Coll. Que sais-je?). Paris, Presses universitaires de France, 1995, 127 pages.

----- et coll. *L'Humanité de Jaurès à nos jours*. Nouveau Monde Éditions, 2004, 420 pages.

Duroselle, Jean Baptiste. *Histoire des relations internationales*. André Kaspi éd. 12<sup>e</sup> édition. Paris, A. Colin, 2001, 469 pages.

----- . *La décadence, 1932-1939*. Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 pages.



- Feyel, Gilles. *La presse en France des origines à 1944*. Ellipses, 2<sup>e</sup> édition, 2007, 190 pages.
- Gayffier-Bonneville, Anne-Claire de. *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*. Coll. Inter-national. Paris, L'Harmattan, 2004, 342 pages.
- Girault, René. *Histoire des relations internationales contemporaines*. Robert Frank et Jacques Thobie éd. Nouvelle éd. (Coll. Petite bibliothèque Payot). Paris, Payot, 2004, 3 volumes.
- . *De la Russie à l'U.R.S.S.: L'histoire de la Russie de 1850 à nos jours*. Nouv. éd. mise à jour et augmentée, Paris, Nathan, 1989, 255 pages.
- Lacroix-Riz, Annie. *Le choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*. Armand Colin, Paris, 2007, 671 pages.
- Livois, René de. *Histoire de la presse française*. Vol. 2. Lausanne, Spes, 1965, 675 pages.
- Malia, Martin. *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*. Paris, Seuil, 1999, 686 pages.
- Manevy, Raymond. *Histoire de la presse, 1914 à 1939*. Éditions Corrêa, Paris, 1945, 360 pages.
- . *La presse de la III<sup>e</sup> République*. Paris, J. Forêt Éditeur, 1955, 244 pages.
- Mitchell, Allan. *A Stranger in Paris: Germany's Role in Republican France, 1870-1940*. New York, Berghahn Books, 2006, 95 pages.
- Service, Robert. *A History of Modern Russia: From Nicholas II to Vladimir Putin*. Cambridge, Harvard University Press, 2005, 658 pages.
- Siegel, Katherine A. S. *Loans and Legitimacy: The Evolution of Soviet-American Relations, 1919-1933*. Lexington, University Press of Kentucky, 1996, 212 pages.
- Taylor, A.J.P. *The Origins of the Second World War*. Penguin Books, 1983, 357 pages.
- Weber, Eugen. *La France des années 30 – Tourments et perplexités*. Traduction de Pierre-Emmanuel Dauzat, New York, Fayard, 1994, 417 pages.
- Winkler, Heinrich A. *Histoire de l'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle – Le long chemin vers l'Occident*. Trad. Odile Demange. Munich, Fayard, 2000, 1 152 pages.

### **Ouvrages spécialisés, monographies**

- Adamthwaite, Anthony. *Grandeur and Misery: France's Bid for Power in Europe, 1914-1940*. London, Arnold, 1995, 276 pages.
- Barré, Jean-Luc. *Le seigneur-chat : Philippe Berthelot, 1866-1934*. Paris, Plon, 1988, 433 pages.
- Becker, Jean-Jacques et Serge Berstein. *Histoire de l'anticommunisme*. Paris, Orban, 1987, 250 pages.
- Blandin, Claire. *Le Figaro, deux siècles d'histoire*. Armand Colin, Paris, 2007, 308 pages.
- Carley, Michael Jabara. 1939. *L'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre Mondiale*. Trad. Jean-Christophe Paccoud, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001, 362 pages.
- Dessberg, Frédéric. *Le triangle impossible : les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924 - 1935)*. Éditions scientifiques internationales. Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009, 440 pages.

Dullin, Sabine. *Des hommes d'influences : les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*. Paris, Payot & Rivages, 2001, 383 pages.

Haslam, Jonathan. *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-1939*. New York, St. Martin's Press, 1984, 310 pages.

Jackson, Peter. *France and the Nazi Menace – Intelligence and Policy Making 1933-1939*. Oxford, Oxford University Press, 2000, 446 pages.

Jeanneney, Jean-Noël. *L'argent caché : milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*. Fayard, Paris, 1981, 364 pages.

Jelen, Christian. *Hitler ou Staline : le prix de la paix*. Paris, Flammarion, 1988, 289 pages.

Kershaw, Ian. *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Traduction de Jacqueline Carnaud. (Coll. Folio Histoire). Paris, Gallimard, 1997, 536 pages.

Klemperer, Victor. *LTI, la langue du III<sup>e</sup> Reich*. Leipzig, Albin Michel, 1996, 375 pages.

Lefébure, Antoine. *Havas : les arcanes du pouvoir*. Paris, B. Grasset, 1992, 406 pages.

Longerich, Peter. *Stichwort 30. Januar 1933*. München, Heyne, 1992, 103 pages.

Maisky, Ivan. *Who Helped Hitler?*. Traduction de Andrew Rothstein, London, Hutchison & Co., 1964, 216 pages.

Micaud, Charles. *Communism and the French Left*. New York, Frederick A. Praeger Publisher, 1963, 308 pages.

------. *The French Right and Nazi Germany, 1933-1939*. New York, Octagon books, 1964, 255 pages.

Narinski, Mikhaïl *et coll dir*. *La France et l'URSS dans l'Europe des années 30*. Paris, PU Paris-Sorbonne, 2005, 192 pages.

Randall, Amy E. *The Soviet Dream World of Retail Trade and Consumption in the 1930s*. (Coll. Consumption and Public Life). New York, Palgrave Macmillan, 2008, 251 pages.

Roberts, Geoffrey. *The Soviet Union and the Origins of the Second World War: Russo-German Relations and the Road to War, 1933-1941*. New York, St. Martin's Press, 1995, 192 pages.

Schwoebel, Jean. *La presse, le pouvoir et l'argent*. Paris, Éditions du Seuil, 1968, 286 pages.

Smith, Glen Alden. *Soviet Foreign Trade: Organization, Operations, and Policy, 1918-1971*. New York, Praeger, 1973, 370 pages.

### Articles de périodiques spécialisés

Burigana, David. « Le rapprochement naval franco-soviétique : les missions Sivkov et Mouklévitch (1934) ». *Revue Historique des Armées*, n° 1 (1999), pp. 18-42.

------. « Les rapports politico-stratégiques franco-soviétiques, 1930-1934: une alliance manquée ? ». *Cahiers du Centre d'étude d'Histoire de la Défense*, n° 3 (1997), pp. 25-48.

------. « Un coup d'épée dans l'eau ? La mission navale Dupré (décembre 1933) ». *Revue Historique des Armées*, n° 1 (1997), pp. 32-55.

Carley, Michael Jabara. « A Soviet Eye on France from the rue de Grenelle in Paris, 1924-1940 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 17, n° 2 (2006), pp. 295-346.

- . « Behind Stalin's Moustache: Pragmatism in Early Soviet Foreign Policy, 1917-41 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (2001), pp. 159-174.
- . « Down A Blind Alley: Anglo-Franco-Soviet Relations, 1924-40 (Review) ». *Canadian Journal of History*, vol. 29 (1994), pp. 147-172.
- . « End of the 'Low, Dishonest Decade': Failure of the Anglo-Franco-Soviet Alliance in 1939 ». *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 2 (1993), pp. 303-341.
- . « Episodes from the Early Cold War: Franco-Soviet Relations, 1917-1927 ». *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 7 (2000), pp. 1275-1305.
- . « Five Kopecks for Five Kopecks. Franco-Soviet Trade Relations, 1928-1939 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 33, n° 1 (1992), pp. 23-57.
- . « Generals, Statesmen, and International Politics in Europe, 1898-1945 ». *Canadian Journal of History*, vol. 30 (août 1995), pp. 289-321.
- . « Prelude to Defeat : Franco-Soviet Relations, 1919-39 ». *Historical Reflections*, vol. 22, n° 1 (1996), pp. 159-188.
- . « Resurgent France or Decadent France? War Origins Once Again (Review) ». *Canadian Journal of History*, vol. 37 (2002), pp. 311-317.
- . « Soviet Foreign Policy in the West, 1936-1941: A Review Article ». *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 7 (2004), pp. 1081-1100.
- Carley, Michael Jabara, et Richard Kent Debo. « Always in Need of Credit: The USSR and Franco-German Economic Cooperation, 1926-1929 ». *French Historical Studies*, vol. 20, n° 3 (1997), pp. 315-356.
- Haas, Mark L. « Ideology and Alliances: British and French External Balancing Decisions in the 1930s ». *Security Studies*, vol. 12, n° 4 (2003), pp. 34-79.
- Harrison, Mark, et Kim Byung-Yeon. « Plans, Prices, and Corruption: The Soviet Firm Under Partial Centralization, 1930 to 1990 ». *The Journal of Economic History*, vol. 66, n° 1 (2006), pp. 1-41.
- Haslam, Jonathan. « Review: Soviet-German Relations and the Origins of the Second World War: The Jury Is Still Out ». *The Journal of Modern History*, vol. 69, n° 4 (1997), pp. 785-797.
- James, Harold. « Review : The Lights That Failed: European International History, 1919-1933 ». *The Journal of Modern History*, vol. 79, n° 3 (2007), pp. 648-649.
- Jeannesson, Stanislas. « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) ». *Histoire, économie & société*, vol. 19, n° 3 (2000), pp. 411-429.
- Kershaw, Ian. « Europe's Second Thirty Years War ». *History Today*, vol. 55, n° 9 (2005), pp. 10-17.
- Lebedkina, E D. « International Contacts of Soviet Scientists During 1917-1924 ». *Soviet Studies in History*, vol. 10, n° 3 (1971), pp. 267-286.
- Mazuy, Rachel. « La décennie scientifique franco-soviétique de 1934 ». *Cahiers du monde russe*, vol. 43, n° 2-3 (2002), pp. 441-448.
- Neville, Peter. « Lord Vansittart, Sir Walford Selby and the Debate about Treasury Interference in the Conduct of British Foreign Policy in the 1930s ». *Journal of Contemporary History*, 36 (4), octobre 2001, pp. 623-633

Neville, Peter. « Lord Vansittart, Sir Walford Selby and the Debate about Treasury Interference in the Conduct of British Foreign Policy in the 1930s ». *Journal of Contemporary History*, vol. 36, n° 4 (octobre 2001), pp. 623-633.

----- . « Rival Foreign Office Perceptions of Germany, 1936-39 ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 13, n° 3 (2002), pp. 137-152.

Roberts, Geoffrey. « Infamous Encounter? The Merekalov-Weizsacker Meeting of 17 April 1939 ». *The Historical Journal*, vol. 35, n° 4 (1992), pp. 921-926.

Shearer, David. « From Divided Consensus to Creative Disorder: Soviet History in Britain and North America ». *Cahiers du monde russe*, vol. 39, n° 4 (1998), pp. 559-591.

----- . « Wheeling and Dealing in Soviet Industry : Syndicates, trade, and Political Economy at the End of the 1920's ». *Cahiers du monde russe*, vol. 36, n° 1-2 (1995), pp. 139-159.

Soucy, Robert J. « French Press Reactions to Hitler's First Two Years in Power ». *Contemporary European History*, vol. 7, n° 1 (1998), pp. 21-38.

Soutou, Georges-Henri. « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres ». *Revue d'Allemagne*, vol. 38, n° 2 (2006), pp. 165-184.

Tellier, Thibault. « Paul Reynaud et la réforme de l'État en 1933-1934 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 78 (2003), pp. 59-73.

Werth, Nicolas. « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier ». *Le Débat*, n° 77 (1993), pp. 127-144.

----- . « L'historiographie de l'URSS dans la période post-communiste ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 1 (1999), pp. 81-104.

### **Thèses ou mémoires non publiés**

Jeanneney, Jean-Noël. *François de Wendel En République: L'argent Et Le Pouvoir, 1914-1940*. Université Lille III, 1976, 1 510 pages.

Pinet, Raphaël. *La perception de la puissance de l'Union soviétique par les milieux diplomatiques français et britannique de 1933 à 1939*. Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, mai 2006, 142 pages.